

**GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION  
GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN  
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN**

**REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST**

**MINISTERE DE LA REGION WALLONNE**

F. 2003 — 1354

[C — 2003/27185]

**19 DECEMBRE 2002. — Arrêté du Gouvernement wallon relatif à l'application  
du prélèvement supplémentaire dans le secteur du lait et des produits laitiers**

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi du 28 mars 1975 relative au commerce des produits de l'agriculture, de l'horticulture et de la pêche maritime, modifiée en dernier lieu par la loi du 22 février 2001;

Vu le règlement (CEE) n° 3950/92 du Conseil du 28 décembre 1992 établissant un prélèvement supplémentaire dans le secteur du lait et des produits laitiers, modifié en dernier lieu par le règlement (CEE) n° 2028/2002;

Vu le règlement (CE) n° 1392/2001 de la Commission du 9 juillet 2001 portant modalités d'application du règlement (CEE) n° 3950/92 du Conseil établissant un prélèvement supplémentaire dans le secteur du lait et des produits laitiers;

Vu l'arrêté royal du 2 octobre 1996 relatif à l'application du prélèvement supplémentaire dans le secteur du lait et des produits laitiers, modifié par les arrêtés royaux du 10 janvier 1997, 14 janvier 1997, 8 septembre 1997, 27 mars 1998, 6 octobre 1998, 22 mars 1999, 11 avril 1999, 13 mars 2000, 23 mai 2000 et 1<sup>er</sup> octobre 2001;

Considérant l'accord du 15 juillet 2002 lors de la Conférence interministérielle de l'Agriculture relative au transfert des compétences de la politique agricole aux Régions et spécifiquement en ce qui concerne les modalités d'application du prélèvement supplémentaire dans le secteur du lait et des produits laitiers;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1<sup>er</sup>, remplacé par la loi du 4 juillet 1989 et modifié par la loi du 4 août 1996;

Vu l'urgence;

Considérant qu'il y a lieu de réglementer les modalités de réallocation de quantités de référence de manière à réduire la valeur de ces quantités de référence ainsi que les spéculations en la matière, et que cette réglementation doit s'appliquer à la période de douze mois en cours ayant commencé le 1<sup>er</sup> avril 2002;

Considérant l'attribution aux Régions des compétences dans le domaine de l'agriculture à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2002;

Considérant que des mesures doivent être prises pour mettre en application les décisions relatives au transfert de ces compétences;

Considérant la nécessité d'assurer la continuité des missions du service public, et ce dans le respect des obligations imposées par la réglementation européenne dans le domaine de l'agriculture;

Considérant que des pénalités sont prévues en cas de non-respect des délais imposés par la réglementation européenne pour verser les primes concernées aux producteurs ou en cas de retard dans la mise en application des réglementations concernées ou en cas de mauvaise application;

Sur la proposition du Ministre de l'Agriculture et de la Ruralité,

Après délibération,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Pour l'application du présent arrêté on entend par :

1° le prélèvement supplémentaire : le prélèvement supplémentaire à charge du producteur de lait de vache sur les livraisons de lait ou d'autres produits laitiers à un acheteur et sur les ventes directes de ces produits au consommateur final, visé par le règlement (CEE) n° 3950/92;

2° la période : la période de 12 mois d'application du prélèvement supplémentaire qui court du 1<sup>er</sup> avril à 31 mars de l'année suivante;

3° le Ministre : le Ministre qui a l'Agriculture dans ses attributions;

4° le Ministère : en zone A, le Ministère de la Région wallonne; en zone B, le Ministère de la Communauté flamande et, le cas échéant, le Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale;

5° l'Administration : l'Administration ayant en charge la gestion des prélèvements supplémentaires dans le secteur du lait et des produits laitiers, au Ministère concerné;

6° le producteur : l'exploitant agricole, personne physique ou morale, ou groupement de personnes physiques ou de personnes morales ou des deux, qui gère de manière autonome à son profit et pour son compte une exploitation et qui, de ce chef, vend du lait ou d'autres produits laitiers directement au consommateur final ou les livre à un acheteur.

7° agriculteur à titre principal :

a) soit, la personne physique qui exploite elle-même l'exploitation agricole, qui obtient de son exploitation un revenu net imposable supérieur à 50 % du montant net imposable de son revenu global et qui consacre aux activités extérieures à l'exploitation moins de 50 % de la durée totale de son travail;

b) soit, la personne morale dont les statuts impliquent comme objet l'exploitation agricole et la commercialisation des produits provenant principalement de cette exploitation. Cette personne morale doit en outre satisfaire aux conditions suivantes :

1) être constituée sous la forme d'une société agricole visée par la loi du 7 mai 1999 contenant le code des sociétés ou

2) être constituée sous une des formes visées au Code de commerce, livre I, titre IX, section I, article 2, et satisfaire en outre aux conditions suivantes :

a. être constituée pour une durée d'au moins 20 ans;

b. les actions où les parts de la société doivent être nominatives;

c. les actions et les parts de la société doivent appartenir pour au moins 51 % aux administrateurs ou gérants;

d. les administrateurs ou gérants de la société doivent être désignés parmi les associés;

e. les administrateurs ou gérants de la société doivent consacrer plus de 50 % de leurs temps à l'activité agricole dans la société et retirer de cette activité plus de 50 % du montant net imposable de leur revenu global;

c) soit le groupement de personnes physiques ou des personnes morales ou des deux dans lequel toutes les personnes physiques consacrent plus de 50 % de la durée totale de leur temps de travail à l'activité agricole dans le groupement et retirent de cette activité plus de 50 % du montant net imposable de leur revenu global, et dans lequel toutes les personnes morales remplissent les conditions énumérées sous le point b), et consacrent plus de 50 % de leur activité aux activités agricoles du groupement;

d) soit un groupement de personnes physiques constitué de deux époux dont seulement l'un remplit les conditions fixées au point a);

8° livraison : toute livraison de lait ou d'autres produits laitiers, que le transport soit assuré par le producteur, par l'acheteur, par l'entreprise traitant ou transformant ces produits ou par un tiers;

9° vente directe au consommateur : le lait ou les produits laitiers convertis en équivalent-lait, vendu ou cédé gratuitement sans l'intermédiaire d'une entreprise traitant ou transformant du lait ou d'autres produits laitiers;

10° l'unité de production laitière : l'ensemble des moyens, en connexité fonctionnelle, exploités par le producteur pour la production de lait comprenant, à son usage exclusif, l'étable pour les vaches laitières, les terres servant à la production laitière, l'installation laitière, les vaches laitières, les stocks d'aliments et le refroidisseur de lait ou les cruches à lait. L'adresse des installations laitières de l'unité de production laitière en détermine l'adresse et, par conséquent, la zone d'appartenance de l'unité de production;

11° l'exploitation : l'ensemble des unités de production laitières gérées et exploitées par le producteur;

12° anciennes communes voisines : les anciennes communes avant fusion des communes réalisée par la loi du 30 décembre 1975 dont le centre est situé dans un rayon de 30 kilomètres du centre de l'ancienne commune où se trouvent les installations de l'unité de production laitière ainsi que les anciennes communes les plus proches qui doivent, si nécessaire, être ajoutées pour atteindre la superficie d'un cercle de 30 kilomètres de rayon;

13° l'acheteur : l'acheteur tel que défini à l'article 9 du règlement (CEE) n° 3950/92. Tout acheteur doit être agréé par l'Administration conformément aux dispositions de l'article 13 du règlement (CE) n° 1392/2001.

Le siège social de l'acheteur en détermine la zone d'appartenance. Toutefois, les administrations peuvent, pour des raisons de gestion, déterminer l'appartenance de l'acheteur à une autre zone;

14° zone : une des deux zones suivantes :

a) zone A : le territoire des provinces du Brabant wallon, de Hainaut, de Liège, de Luxembourg et de Namur;

b) zone B : le territoire des provinces d'Anvers, du Brabant flamand, de Flandre occidentale, de Flandre orientale, de Limbourg et la Région de Bruxelles-Capitale.

L'adresse de l'unité de production laitière exploitée par le producteur pour la production de lait et à partir de laquelle les livraisons et/ou les ventes directes, comptabilisées par l'Administration étaient effectuées durant le mois de mars 2002 ou, à défaut, les dernières livraisons et/ou ventes directes de la période 2001-2002, détermine la zone d'appartenance de la quantité de référence du producteur.

Cette zone d'appartenance définit la zone à l'intérieur de laquelle le producteur peut produire son lait, transférer tout ou partie de son exploitation, libérer sa quantité de référence ou céder temporairement.

Au cas où les livraisons et/ou les ventes directes effectuées durant le mois de mars 2002 auraient été comptabilisées au départ d'unités de production laitière situées dans des zones différentes, le producteur est tenu de déterminer irrévocablement avant le 31 mars 2003 la zone d'appartenance de sa quantité de référence;

15° reprise d'une exploitation : transfert de l'ensemble des unités de production laitière d'une seule exploitation, y compris les quantités de référence correspondantes, telles que comptabilisées par l'Administration au 31 mars 2002, sous les conditions suivantes :

a) la reprise des quantités de référence n'entraîne aucun cumul de quantités de référence dans le chef du cessionnaire;

b) la production de lait par le cessionnaire ne peut se faire que sur cette exploitation reprise.

Toutefois, en cas de reprise par un parent ou allié au premier degré en ligne descendante avec le cédant et pour autant que le producteur n'exploite aucune autre terre destinée à la production laitière que celles faisant partie de l'exploitation reprise, le cessionnaire conserve sa quantité de référence s'il reprend une fois durant une période de neuf ans à partir de la date de transfert de la quantité de référence une autre unité de production laitière sise dans la même zone, à condition qu'il ne produise du lait qu'au départ de cette unité de production, sans préjudice des articles 5, 9 et 10 du présent arrêté. En ce cas, le producteur est soumis aux conditions reprises au point 16, a), de l'article 1<sup>er</sup> du présent arrêté.

c) cette exploitation, telle que reprise, doit effectivement être exploitée pour la production laitière durant au moins neuf ans à partir de la date de transfert de la quantité de référence, sauf si la totalité de la quantité de référence fait l'objet d'une libération. Durant cette période, cette exploitation ne peut être ni démantelée ni délocalisée en tout ou partie;

d) sans préjudice de l'application du point b), deuxième alinéa, durant cette période de neuf ans, le cessionnaire ne peut céder tout ou partie de l'exploitation à un autre producteur que pour autant que ce dernier, à son tour, remplisse, durant une nouvelle période de neuf ans, les mêmes conditions que son cédant, s'engage à respecter les mêmes obligations que son cédant et soit son parent ou allié au premier degré.

L'obligation du lien de parenté ou d'alliance au premier degré n'est pas d'application :

1) lorsque le producteur-cessionnaire suite à une succession fait un transfert de l'exploitation concernée par la succession en qualité de cédant

2) ou lorsque le cessionnaire, personne physique, cède toute l'exploitation à une société agricole dont il est le seul associé-gérant;

e) durant cette même période, le cessionnaire ne peut exploiter d'autres unités de production laitières, à l'exception de terres servant à la production laitière, que celles faisant partie de l'exploitation reprise, sans préjudice de l'application, du point b), deuxième alinéa.;

f) lorsque le producteur-cédant est une seule personne physique ou un groupement d'époux et que le producteur-cessionnaire, constitué d'une seule personne physique ou d'un groupement d'époux tel que défini à l'article 1.7°, d), est parent ou allié au premier degré en ligne descendante avec le producteur-cédant, les quantités de références maximales pouvant être cédées par hectare servant à la production laitière sont adaptées en fonction de la superficie totale pouvant être cédée sans toutefois dépasser 50.000 litres par hectare. Seule la référence des terres situées en Belgique sur la déclaration de superficies du cédant et qui se rapporte à l'année précédant la période en cours sera prise en compte pour déterminer la superficie totale à céder.

Seules les quantités de références disponibles dans le chef du producteur-cédant au 31 mars 1985, sont concernées par cette adaptation. Le producteur-cédant a, depuis le 1<sup>er</sup> avril 1985, une quantité de référence supérieure à 20.000 litres par hectare de terres exploitées en Belgique;

g) si la reprise est consécutive à une succession, l'époux ou l'épouse survivant ou les personnes physiques survivantes faisant partie du groupement concerné peuvent reprendre l'exploitation sans être tenus aux conditions prescrites par les alinéas b) à e) mais doivent poursuivre le respect de toutes les obligations que le cédant était tenu de respecter.

Toutefois, le transfert des terres de l'exploitation peut être partiel pour autant que les conditions suivantes soient également satisfaites :

a) le producteur-cédant est un groupement de personnes physiques apparentées entre elles collatéralement au second degré et le producteur-cessionnaire est l'un des membres de ce groupement;

b) le reste des terres est transféré à la même date à l'autre membre du groupement procédant à une création.

16° création d'une exploitation :

a) transfert de terres d'une exploitation, y compris les quantités de référence de celle-ci, telles que comptabilisées par l'Administration au 31 mars 2002, à un cessionnaire disposant de moyens de production pour la production de lait n'ayant pas fait partie d'une exploitation durant les cinq dernières années et n'ayant pas fait partie d'une unité de production gérée par un producteur laitier durant les cinq dernières années, sous les conditions suivantes :

1) la reprise des quantités de référence n'entraîne aucun cumul de quantités de référence dans le chef du cessionnaire;

2) la production de lait par le cessionnaire ne peut se faire que sur l'exploitation créée;

3) cette exploitation, telle que créée, doit effectivement être exploitée pour la production laitière durant au moins neuf ans à partir de la date de transfert de la quantité de référence, sauf si la totalité de la quantité de référence fait l'objet d'une libération. Durant cette période, cette exploitation ne peut être ni démantelée ni délocalisée en tout ou partie;

4) durant cette période de neuf ans, le cessionnaire ne peut, sauf en cas de force majeure, céder tout ou partie de l'exploitation à un autre producteur;

5) durant cette même période, le cessionnaire ne peut exploiter d'autres unités de production, ni d'autres terres servant à la production laitière, que celles faisant partie de l'exploitation créée.

Toutefois, le transfert des terres de l'exploitation peut être partiel pour autant que les conditions suivantes soient également satisfaites :

1) les conditions de l'article 1, point 15°, deuxième alinéa sont satisfaites;

2) le reste de l'exploitation fait l'objet à la même date d'une reprise conformément à l'article 1, point 15°;

3) durant la période de neuf ans à partir de la date de transfert de la quantité de référence, le cessionnaire ne peut exploiter d'autres unités de production laitières, à l'exception de terres servant à la production laitière, que celles faisant partie de l'exploitation créée.

b) transfert, soit de l'étable pour les vaches laitières, soit de l'installation laitière, soit des deux, faisant partie d'une exploitation laitière à un autre producteur, sous les conditions suivantes :

1) la production de lait par le cessionnaire ne peut se faire que sur l'exploitation créée;

2) cette exploitation telle que créée doit effectivement être exploitée pour la production laitière durant au moins neuf ans à partir de la date du transfert de ces moyens de production;

3) durant cette période de neuf ans, le cessionnaire ne peut céder, sauf en cas de force majeure, tout ou partie de l'exploitation à un autre producteur;

4) durant cette même période, le cessionnaire ne peut exploiter d'autre unité de production, ni d'autres terres servant à la production laitière, que celles faisant partie de l'exploitation créée;

17° déclaration de superficies : la déclaration de superficies telle que prévue à l'arrêté ministériel du 20 décembre 2001 portant application de l'arrêté royal du 19 décembre 2001 instituant un régime de soutien aux producteurs de certaines cultures arables.

**Art. 2.** Les quantités de référence individuelles disponibles sur l'exploitation pour livraisons ou ventes directes, sont égales aux quantités disponibles au 31 mars de la période précédente.

Les teneurs représentatives en matière grasse à prendre en considération et les coefficients d'équivalence à utiliser pour convertir les produits laitiers en litres de lait entier sont fixés à l'annexe du présent arrêté.

**Art. 3. § 1<sup>er</sup>.** Afin de tenir compte des modifications affectant ses livraisons ou ses ventes directes, le producteur peut introduire une demande dûment motivée pour obtenir, pour la durée de la période ou à titre définitif, une augmentation ou l'établissement d'une de ses quantités de référence, contre une baisse ou la suppression correspondante de l'autre quantité de référence.

Cette demande doit être introduite par lettre recommandée à l'Administration à l'aide d'un formulaire type, disponible auprès de l'Administration.

Le délai pour l'introduction de cette demande est fixé sans préjudice des dispositions de l'article 13 :

1° s'il s'agit d'une demande pour obtenir une modification définitive ou l'établissement définitif de quantités de référence, au plus tard le 31 juillet de la première période concernée par cette modification;

2° s'il s'agit d'une demande pour une modification temporaire ou l'établissement temporaire de quantités de référence, au plus tard le 30 avril de la période qui suit la période concernée par cette modification.

§ 2. Le producteur qui à l'intérieur d'une période a cédé temporairement une quantité de référence soit pour livraisons soit pour ventes directes perd pour cette période le droit à une augmentation ou à un établissement temporaire de la quantité de référence ayant fait l'objet de la cession.

**Art. 4. § 1<sup>er</sup>.** Le producteur peut céder temporairement pour la durée de la période la partie de sa quantité de référence pour livraisons ou de sa quantité de référence pour ventes directes qui n'est pas destinée à être utilisée par lui-même, à d'autres producteurs. À partir du 1<sup>er</sup> avril 2003, ces producteurs doivent avoir leurs unités de production laitière situées dans la même zone.

§ 2. Ces conventions de cession temporaire de quantités de référence doivent être conclues, à l'aide d'un formulaire type disponible auprès de l'Administration ou de l'acheteur.

Elles ne peuvent être prises en considération que si les conditions suivantes sont remplies :

1° un producteur peut céder temporairement les quantités de référence pour lesquelles il a introduit, en qualité de cédant et pendant la même période, soit une demande de libération définitive comme prévu à l'article 15, § 1<sup>er</sup>, 4°, soit une demande de transfert comme prévu à l'article 5. Dans ce dernier cas, la quantité de référence ne peut être cédée temporairement qu'au producteur-cessionnaire à qui la quantité de référence sera transférée définitivement en vertu de l'article 5.

Au cas où un producteur n'a pas introduit pendant la même période de demande de libération définitive d'une quantité de référence comme prévu à l'article 15, § 1, 4°, ou de transfert comme prévu à l'article 5, la quantité totale qu'il peut céder sur base d'une convention de cession temporaire est limitée, sauf en cas de force majeure, à 10.000 litres pour la période 2002-2003 et à 20.000 litres pour les périodes postérieures;

2° la quantité totale qu'un producteur peut reprendre sur base de conventions de cession temporaire est limitée à 10.000 litres pour la période 2002-2003 et à 20.000 litres pour les périodes postérieures. Ce plafond n'est pas d'application si la quantité de référence totale qui est reprise par cession temporaire concerne une quantité de référence qui sera reprise définitivement en vertu de l'article 5;

3° le cessionnaire ne peut pas, pour les quantités reprises sur base de conventions de cession temporaire, introduire la demande visée à l'article 3.

§ 3. Pour être recevables les conventions visées au § 1<sup>er</sup> doivent être transmises par lettre recommandée à l'Administration, au plus tard le 30 novembre de la période concernée.

**Art. 5.** Sans préjudice des dispositions de l'article 15, en cas de transfert de tout ou partie d'une exploitation à un autre producteur par succession, en vertu d'un acte translatif ou déclaratif de propriété ou d'usufruit d'immeuble ainsi que d'un acte portant bail, sous-bail ou cession de bail, en cas de mise en commun d'exploitations par deux ou plusieurs producteurs et en cas de changement d'associé gérant d'une société agricole, les quantités de référence correspondantes sont transférées dans les limites et modalités suivantes :

1° la quantité de référence transférée ne peut pas dépasser 20.000 litres par hectare de terres servant à la production laitière. Le producteur-cédant détermine les terres servant à la production laitière, qui doivent être situées sur le territoire de l'ancienne commune où sont situées les installations de l'unité de production dont elles font partie et à partir de laquelle les livraisons et/ou les ventes directes, comptabilisées par l'Administration sur la quantité de référence à transférer, étaient effectuées le 31 mars 2002, ou sur le territoire d'une ancienne commune voisine.

Les documents justificatifs du transfert des terres doivent être pourvus des signatures certifiées conformes par les autorités communales respectives;

2° les terres servant à la production laitière reprises doivent être exploitées par le producteur-cessionnaire pendant au moins neuf ans à partir de la date de transfert de la quantité de référence, sauf en cas de force majeure, en cas d'application de l'article 1<sup>er</sup>, point 15°, g), ou en cas d'application de l'article 1<sup>er</sup>, point 15°, durant la période de neuf ans et pour autant que le producteur considéré soit parent ou allié au premier degré descendant du producteur-cédant. Cette preuve d'exploitation des terres doit être apportée annuellement à l'aide de la déclaration de superficie.

Lorsque conformément aux dispositions de l'article 1<sup>er</sup>, point 15°, une exploitation est reprise par un autre producteur, ce dernier doit également pour les terres ayant fait l'objet d'une demande de transfert après le 1<sup>er</sup> avril 1996, respecter les mêmes obligations que son cédant pendant une nouvelle période de neuf ans;

3° le producteur-cédant ne peut faire un transfert de quantité de référence en qualité de cessionnaire au cours de la période en cours et des deux périodes suivantes sauf dans les cas suivants :

a) le producteur-cédant a cédé la totalité de son exploitation, constituée d'une seule unité de production, avec la totalité des quantités de référence à un producteur qui réalise une reprise d'exploitation telle que définie à l'article 1<sup>er</sup>, point 15°, et il reprend une autre exploitation comme défini à l'article 1<sup>er</sup>, point 15°. Cette autre exploitation ne peut comprendre ni l'étable, ni les terres, ni l'installation laitière cédées auparavant par le cessionnaire;

b) le producteur-cédant a introduit une demande pour la libération de la totalité de sa quantité de référence sur base des dispositions de l'article 15;

4° le producteur-cédant doit apporter la preuve qu'il a livré et/ou vendu directement du lait au cours des deux périodes précédentes, sauf en cas de force majeure ou lorsque le transfert n'entraîne aucun cumul de quantités de référence dans le chef du producteur-cessionnaire et que ce dernier est agriculteur à titre principal;

5° Sans préjudice des conditions particulières prévues à l'article 1<sup>er</sup>, points 15° et 16°, le producteur-cessionnaire ne peut faire un transfert de quantité de référence en qualité de cédant au cours de la période en cours et des deux périodes suivantes, sauf en cas de force majeure, de vente ou transmission de terre servant à la production laitière par héritage ou lorsque le cédant et le cessionnaire sont parents ou alliés au premier degré ou lorsque le transfert n'entraîne aucun cumul de quantités de référence dans le chef du producteur-cessionnaire et que ce dernier est agriculteur à titre principal;

6° le producteur-cédant ne peut avoir construit après le 1<sup>er</sup> avril 1996, une nouvelle installation laitière et/ou une nouvelle étable pour vaches laitières sur une terre n'ayant pas fait partie de son exploitation de façon continue depuis le 1<sup>er</sup> avril 1996;

7° cette disposition ne trouve pas à s'appliquer lorsque le cessionnaire est apparenté ou allié au premier degré, en ligne descendante, avec le cédant et que les conditions suivantes sont remplies :

a) une demande de délocalisation des installations pour productions, livraisons ou ventes directes (étables et/ou installation laitière et/ou refroidisseurs) sur le territoire de l'ancienne commune où sont situées les installations de l'unité de production concernée ou sur le territoire d'une ancienne commune voisine a été introduite par le cédant préalablement au transfert des quantités de références auprès de l'Administration;

b) le motif d'autorisation de délocalisation est exclusivement le refus de permis de bâtir ou d'exploiter communiqué par les autorités compétentes.

**Art. 6.** § 1<sup>er</sup>. En cas de transfert total ou partiel d'une exploitation parce que le bailleur a donné congé au producteur, qu'il en a obtenu validation devant le juge de paix, sauf si le congé est basé sur l'article 7, 6°, 7° et 8°, de la loi du 4 novembre 1969 modifiant la législation sur le bail à ferme et sur le droit de préemption en faveur des preneurs de biens ruraux, modifié pour la dernière fois par la loi du 7 novembre 1988, et si le producteur continue la production laitière au départ d'une unité de production laitière située dans la même zone, sans préjudice des articles 5, 9 et 10 du présent arrêté; ce dernier conserve une partie ou la totalité de sa quantité de référence à condition que la somme de la quantité de référence conservée et de la quantité de référence correspondant à l'exploitation qu'il reprend, ne soit pas supérieure à la quantité de référence dont il disposait avant l'expiration du bail.

§ 2. Pour l'application de cette règle, il faut entendre par transfert partiel :

1° un renon donné pour l'ensemble des étables et de l'installation laitière de l'unité de production laitière;

2° un renon sur des terres qui a pour effet de réduire la superficie conservée par le producteur de telle sorte que la quantité de référence par hectare devienne supérieure à 10.000 litres; cette superficie est déterminée sur base de la déclaration de superficies du producteur;

3° une combinaison des points 1° et 2°.

Le § 1<sup>er</sup> est d'application en cas d'expropriation.

**Art. 7.** Lorsque des terres appartenant au producteur-cédant sont grevées d'hypothèques et que le créancier hypothécaire a notifié par lettre recommandée à son débiteur et à l'Administration qu'il s'oppose à tout transfert de quantité de référence par hectare supérieure à la quantité de référence moyenne par hectare des terres dont le producteur a la jouissance, la quantité de référence par hectare cédé ne peut alors être supérieure à cette quantité de référence moyenne.

L'opposition n'est valable que si elle est précédée de la signification d'un exploit de saisie immobilière ou d'un exploit de commandement visé à l'article 1564 du Code judiciaire.

**Art. 8.** En cas de démantèlement forcé d'une exploitation la quantité de référence est transférée au producteur visé à l'article 1<sup>er</sup>, 15° et 16°.

A défaut, la quantité de référence est partagée entre les producteurs proportionnellement aux surfaces dont la jouissance est par eux reprise ou conservée.

Ces producteurs peuvent toutefois conclure un accord prévoyant une autre répartition à condition que la quantité de référence par hectare ne dépasse 20.000 litres.

**Art. 9.** § 1<sup>er</sup>. Des quantités de référence qui font ou ont fait l'objet d'un transfert, visé aux articles 5 et 13, hormis en cas de reprise ou de création d'exploitation, 90 % sont ajoutées à la réserve nationale lorsque ce transfert s'opère, entre producteurs qui ne sont ni parents ni alliés au premier degré.

§ 2. Un lien de parenté ou d'alliance au premier degré doit exister entre cédant et cessionnaire :

1° si le producteur-cessionnaire est une société agricole, les conditions suivantes doivent être satisfaites :

a) le lien de parenté ou d'alliance au premier degré doit exister au moins dans le chef de l'un des associés gérants qui ont été nommés dans l'acte de constitution de la société agricole ou qui ont la qualité de gérant de cette société agricole sans discontinuer pendant les neuf périodes précédentes;

b) tous les associés gérants visés au a) doivent être entre eux parents ou alliés au premier degré ou parents collatéraux au deuxième degré;

2° si le producteur-cessionnaire est un groupement de personnes physiques, un lien de parenté ou d'alliance au premier degré doit exister entre cédant et cessionnaire au moins dans le chef de l'une des personnes physiques constituant le groupement. Les membres de ce groupement doivent satisfaire aux conditions suivantes :

a) tous les membres personnes physiques constituant ce groupement doivent être entre eux parents ou alliés au premier degré ou parents collatéraux au deuxième degré;

b) lorsque ce groupement est constitué de deux époux, le producteur cédant doit être une personne physique ou un groupement de personnes physiques constitué de deux époux.

Il ne peut être satisfait à l'exigence du lien de parenté ou d'alliance lorsque soit le cédant, soit le cessionnaire, est une personne morale autre que la société agricole, un groupement de personnes morales ou un groupement de personnes morales et physiques.

§ 3. En outre, des quantités de référence qui font ou ont fait l'objet d'un transfert, 90 % sont ajoutés à la réserve nationale également dans les cas suivants :

1° le producteur-cessionnaire est, sauf en cas d'application de l'article 1<sup>er</sup>, 15°, g), une personne physique qui a atteint l'âge de 65 ans au 1<sup>er</sup> avril de la période suivante et qui n'a pas été agriculteur à titre principal sans discontinuer durant les trois périodes précédentes;

2° le producteur-cessionnaire est, sauf en cas d'application de l'article 1<sup>er</sup>, 15°, g), un groupement de personnes physiques ou une société agricole dont l'une des personnes ou un des associés gérants a atteint l'âge de 65 ans au 1<sup>er</sup> avril de la période suivante et n'a pas été agriculteur à titre principal sans discontinuer durant les trois périodes précédentes;

3° le transfert s'opère en application de l'article 8, deuxième alinéa;

4° le producteur-cessionnaire reste en défaut d'apporter la preuve de sa qualité d'agriculteur à titre principal pendant toute la durée de l'année de la prise d'effet du transfert ou, en cas de début d'activité, durant toute l'année civile suivante.

Cette disposition n'est pas d'application en cas de transfert d'une exploitation en vertu de l'article 1<sup>er</sup>, 15°, g), ou en cas de transfert d'une exploitation ou d'une partie de celle-ci entre époux ou entre parents ou alliés au premier degré, et pour autant que le producteur-cessionnaire ne soit constitué que d'une seule personne physique;

5° la totalité de l'exploitation du producteur-cessionnaire ainsi que les terres transférées ne sont pas situées sur le territoire de l'ancienne commune où se situaient les installations de l'unité de production à partir de laquelle les livraisons et/ou les ventes directes comptabilisées par l'Administration sur la quantité de référence à transférer étaient effectuées au 31 mars 2002, ou sur le territoire d'une ancienne commune voisine. Le retour à la réserve nationale s'applique également lorsque les terres transférées ne sont pas situées sur le territoire de l'ancienne commune où se situent l'installation laitière et/ou l'étable d'une unité de production du cessionnaire ou sur le territoire d'une ancienne commune voisine.

Toutefois, lorsque la totalité de l'exploitation du producteur-cessionnaire est constituée d'une seule unité de production et est située sur le territoire de l'ancienne commune où sont situées les installations de cette unité de production ou sur le territoire d'une ancienne commune voisine, cette retenue pour la réserve n'est pas d'application si l'unité de production à partir de laquelle les livraisons et/ou les ventes directes comptabilisées par l'Administration sur la quantité de référence à transférer étaient effectuées au 31 mars 2002 est située sur le territoire de l'ancienne commune où sont situées les installations de l'unité de production du cessionnaire, ou sur le territoire d'une ancienne commune voisine;

6° une des conditions prévues à l'article 5 n'est pas ou n'est plus respectée.

Toutefois, en cas de non respect de la disposition de l'article 5, 2°, les 90 % de la quantité de référence qui sont ajoutés à la réserve nationale sont calculés proportionnellement au rapport qui existe entre la superficie des terres reprises qui n'ont pas été exploitées de façon continue durant la période de neuf ans à partir de la date du transfert de la quantité de référence et la superficie totale des terres reprises.

**Art. 10.** § 1<sup>er</sup>. Des quantités de référence qui font l'objet d'un transfert visé aux articles 5 et 13 entre producteurs parents ou alliés au premier degré qui ne tombent pas dans l'un des cas visés à l'article 9, § 3, 90 % des tranches qui, additionnées à la quantité de référence du cessionnaire avant transfert, augmentent la quantité de référence du cessionnaire après transfert au-delà de 520.000 litres, sont ajoutés à la réserve nationale.

§ 2. 1° Si le producteur-cessionnaire est un groupement de personnes physiques répondant aux conditions de l'article 9, § 2, 2°, a) le plafond des 520.000 litres est porté à 720.000 litres.

2° Si le producteur-cessionnaire est une société agricole répondant aux conditions de l'article 9, § 2, 1°, b), dont tous les gérants répondent aux conditions de l'article 9, § 2, 1°, a), le plafond de 520.000 litres est porté à 720.000 litres.

§ 3. La retenue pour la réserve nationale n'est pas d'application sur la partie de la quantité de référence dont le cédant disposait déjà pour la période du 1<sup>er</sup> avril 1991 au 31 mars 1992, au cas où le producteur-cédant et le producteur-cessionnaire sont parents ou alliés au premier degré et satisfont aux conditions suivantes :

1° le cédant ne peut avoir repris une quantité de référence pendant la période en cours;

2° ni cédant, ni cessionnaire n'ont atteint l'âge de 65 ans au 1<sup>er</sup> avril de la période de prise d'effet du transfert. En cas de groupement de personnes physiques ou de société agricole, l'âge de la personne ou de l'associé gérant le plus âgé est pris en compte;

3° le cessionnaire ne peut avoir repris d'exploitation au sens de l'article 1<sup>er</sup>, 15° durant les neuf périodes qui précèdent ni durant la période en cours. Toutefois, les neuf périodes sont réduites à cinq si la demande de reprise considérée a été introduite antérieurement au 1<sup>er</sup> janvier 1997;

4° si le producteur-cessionnaire ou le producteur-cédant ou les deux sont constitués sous la forme d'une société agricole, tous les gérants doivent répondre aux conditions de l'article 9, § 2, 1°, a). »

**Art. 11.** § 1<sup>er</sup>. Les quantités de références qui font l'objet d'un transfert sont ajoutées à 100 % à la réserve nationale lorsqu'il s'agit de quantité de référence que le producteur ne conserve pas en tout ou en partie conformément à l'article 6.

§ 2. Les quantités de références d'un producteur qui a produit, durant une période, tout ou partie de son lait au départ d'une unité de production laitière située dans une autre zone que celle d'appartenance de sa quantité de référence, sont ajoutées à 100 % au 1<sup>er</sup> jour de la période suivante à la réserve nationale.

§ 3. Les quantités de références qui font l'objet d'un transfert sont ajoutées à 100 % à la réserve nationale au 1<sup>er</sup> jour de la période suivante, en cas de transfert de tout ou partie d'exploitation entre producteurs dont les unités de production laitière respectives appartiennent à deux zones différentes.

§ 4. En cas de non respect d'une des conditions prévues à l'article 1<sup>er</sup>, 15° et/ou 16°, 100 % des quantités de références qui avaient été transférées au producteur en application desdits points 15° ou 16° ou dont il était titulaire au moment de la création sont ajoutés au 1<sup>er</sup> jour de la période suivante à la réserve nationale.

Toutefois, en cas de non respect de la disposition de l'article 5, 2°, les 90 % de la quantité de référence qui sont ajoutés à la réserve nationale sont calculés proportionnellement au rapport qui existe entre la superficie des terres reprises qui n'ont pas été exploitées de façon continue durant la période de neuf ans à partir de la date du transfert de la quantité de référence et la superficie totale des terres reprises.

**Art. 12.** En cas de transfert de tout ou partie d'une exploitation à une personne qui n'est pas producteur, sans préjudice des dispositions de l'article 15, la retenue pour la réserve nationale s'élève à 100 % de la quantité de référence transférée.

**Art. 13. § 1<sup>er</sup>.** Lorsque l'Administration constate que la production de lait ou de produits laitiers de deux ou plusieurs producteurs provient d'une même exploitation, elle opère une mise en commun d'office des producteurs concernés.

Dans ce cas, l'Administration procède à la rectification des quantités de référence pouvant être disponibles sur cette exploitation, en appliquant les dispositions des articles 5, 9, 10 et 14 § 1.

§ 2. Sauf en cas de force majeure, la mise en commun d'office visée au § 1<sup>er</sup> est également opérée en cas de constatation d'usage de mêmes moyens de production d'une unité de production laitière par des producteurs ou en cas de cession temporaire entre producteurs, soit directement, soit par l'intermédiaire de tiers, de la gestion de tout ou partie des moyens de production d'une unité de production laitière, pour une durée inférieure à 24 mois.

Cette disposition n'est toutefois pas d'application pour les producteurs en activité avant le 1<sup>er</sup> avril 1996 dans la même unité de production laitière et entre lesquels un transfert de la gestion précitée a déjà eu lieu, au plus tard au cours de la campagne 1995-1996, dans la même unité de production laitière.

§ 3. En cas de mise en commun d'office, le producteur concerné peut introduire, dans le mois qui suit la notification de la décision, une demande de libération visée à l'article 15, pour la partie des quantités de référence qui en cas de non libération serait ajoutée à la réserve nationale.

§ 4. Lorsque la demande visée à l'article 3, § 1<sup>er</sup>, est consécutive à une mise en commun d'office, elle peut être introduite jusqu'au 31 décembre de la période, pour autant qu'elle concerne une quantité de référence à libérer conformément à l'article 15.

§ 5. Dès le 1<sup>er</sup> avril de la période suivant la notification de la décision de la mise en commun d'office, les quantités de référence visées au § 3 ne peuvent plus être prises en compte pour l'établissement du prélèvement supplémentaire.

Dès la notification de la décision, ces mêmes quantités de référence ne peuvent plus faire l'objet, par le producteur, d'un transfert visé aux articles 5, 9 et 10.

§ 6. Lorsque l'Administration notifie sa décision de mise en commun d'office aux producteurs concernés, ceux-ci peuvent introduire un recours auprès du fonctionnaire dirigeant de l'Administration, dans le mois qui suit la communication de la décision.

Lorsque, après recours, le fonctionnaire dirigeant maintient la décision de mise en commun d'office, un nouveau délai d'un mois est accordé aux producteurs concernés pour effectuer la libération visée à l'article 15.

**Art. 14. § 1<sup>er</sup>.** Les transferts de quantité de référence visés aux articles 5 à 12 sont enregistrés soit d'office, soit sur demande adressée à l'Administration à l'aide d'un formulaire-type disponible auprès de l'Administration, auquel seront joints les documents justificatifs du transfert de terres.

Les demandes de transfert ne peuvent concerner que des terres exploitées en Belgique et déclarées par le cédant dans sa déclaration de superficies de l'année civile précédant la période en cours.

Les parcelles transférées doivent être indiquées sur des cartes de déclarations de superficies.

§ 2. Une demande ne peut concerner qu'un transfert d'une exploitation ou d'une partie de celle-ci, intervenu au plus tôt le 1<sup>er</sup> avril de la période précédente ou à intervenir au plus tard le 31 mars de la période. Pour être recevable la demande doit être introduite au plus tard le 30 novembre de la période.

§ 3. A l'exception des cas de reprises et créations d'exploitation, les transferts de quantités de référence ainsi que les retenues pour la réserve nationale correspondantes sont exécutés avec effet au 1<sup>er</sup> avril de la période suivante.

En cas de reprise ou de création d'exploitation, le transfert de terres doit avoir lieu entre le 1<sup>er</sup> avril de la période précédente et le 31 mars de la période en cours. Dans ce cas, les transferts de quantités de référence ne peuvent être que postérieurs au transfert de terres et ne peuvent prendre effet au plus tôt que le 1<sup>er</sup> avril de la période en cours et au plus tard que le 1<sup>er</sup> avril de la période suivante. Les retenues pour la réserve nationale correspondantes sont exécutées avec effet au 1<sup>er</sup> avril de la période suivante.

§ 4. L'Administration vérifie que les conditions du transfert sont réunies et exécute le transfert. L'Administration communique sa décision aux parties concernées qui peuvent introduire un recours auprès du fonctionnaire dirigeant de l'Administration dans le mois qui suit la communication de la décision.

**Art. 15. § 1<sup>er</sup>.** Les producteurs peuvent obtenir au début d'une période, contre paiement préalable, la réallocation de quantités de référence libérées définitivement à la fin de la période précédente par d'autres producteurs de la même zone contre le versement d'une indemnité égale au paiement précité, moyennant les conditions suivantes :

1° la libération et la réallocation ne s'appliquent que pour les quantités de référence « livraisons »;

2° pour la quantité de référence libérée, l'indemnité s'élève à 0,37 EUR par litre de lait; le montant de l'indemnité est augmenté ou diminué en fonction de la teneur représentative en matière grasse de la quantité de référence pour livraisons, comme définie à l'article 2, à raison de 0,0002 EUR par 0,01 gramme au-dessus ou en-dessous de 37 grammes;

3° pour les quantités de référence à réallouer par zone, la teneur de référence en matière grasse est égale à la moyenne pondérée des teneurs représentatives en matière grasse de toutes les quantités de référence libérées par zone pendant la période; l'indemnité par litre de lait avec la teneur représentative en matière grasse ainsi calculée est égale au montant total des indemnités à payer par zone aux producteurs-cédants sur base des dispositions sous 2°, divisé par le nombre total de litres des quantités de référence libérées dans la même zone;

4° le producteur-cédant qui s'engage à libérer définitivement, à la fin de la période, sa quantité de référence pour livraisons, en totalité ou en partie, est tenu d'en faire la demande comme prévue sous 6°. La quantité de référence est libérée dans sa zone d'appartenance;

5° le producteur-attributaire souhaitant entrer en ligne de compte pour la réallocation de quantités de référence au début de la période suivante, doit également en faire la demande comme prévu sous 6°. Un producteur ne peut entrer en ligne de compte pour une réallocation que dans la zone d'appartenance de sa quantité de référence. Dans le cas visé à l'article 13, seul l'un de ces producteurs peut entrer en ligne de compte pour la réallocation des quantités de référence;

6° pour la libération ou pour la réallocation de quantités de référence, le producteur-cédant ou le producteur-attributaire doit introduire, dans la zone d'appartenance de sa quantité de référence, une demande au moyen d'un formulaire type disponible auprès de l'Administration. Pour les demandes visées sous les points 4° et 5°, les conditions suivantes doivent être satisfaites :

a) les demandes visées sous 4° pour la libération de quantités de référence doivent, pour être recevables, être envoyées par lettre recommandée à l'Administration, entre le 1<sup>er</sup> avril et le 30 novembre de la période considérée. Ce délai ne s'applique pas aux demandes de libération visées à l'article 13;

b) les demandes visées sous 5° pour la réallocation de quantités de référence doivent, pour être recevables, être envoyées par lettre recommandée à l'Administration, entre le 1<sup>er</sup> octobre et le 30 novembre de la période considérée.

7° à partir de la période ayant débuté le 1<sup>er</sup> avril 1999, la réallocation des quantités de référence libérées s'effectue à l'intérieur de chaque zone entre les catégories de producteurs ci-dessous :

a) les producteurs âgés de moins de 35 ans au 1<sup>er</sup> avril de la période suivante; en cas de producteurs répondant à la condition de l'article 1<sup>er</sup>, 7°, d), seul peut être pris en compte l'époux ou l'épouse remplissant les conditions fixées à l'article 1<sup>er</sup>, 7°, a); en cas de groupement, seule peut être prise en compte la personne physique la plus jeune remplissant les conditions fixées à l'article 1<sup>er</sup>, 7°, a) ou, en cas de société agricole, seul peut être pris en compte l'âge de l'associé gérant le plus jeune qui était déjà actif au moment de la reprise de la quantité de référence;

b) les autres producteurs.

La réallocation s'opère de manière à ce que :

a) par zone, 50 % des quantités de références libérées soient réallouées aux producteurs de la catégorie reprise au premier alinéa, sous a) et les 50 % restants aux producteurs de la catégorie reprise au premier alinéa, sous b);

b) chaque producteur qui entre en ligne de compte, dans chaque catégorie, obtient une quantité égale, sans que celle-ci ne puisse dépasser la quantité pour laquelle il a fait une demande visée sous 5°.

8° l'Administration communique sa décision aux producteurs concernés qui peuvent introduire un recours auprès du fonctionnaire dirigeant de l'Administration dans le mois qui suit la communication de la décision.

§ 2. Pour entrer en ligne de compte pour la réallocation de quantités de référence, le producteur-attributaire doit satisfaire aux conditions suivantes :

1° il doit être agriculteur à titre principal et disposer d'une quantité de référence au 1<sup>er</sup> avril de la période suivante.

A partir de la période 2003-2004, la condition d'agriculteur à titre principal n'est pas d'application pour les établissements reconnus par le Ministre et ayant une partie de leur activité consacrée à la recherche scientifique et/ou à l'enseignement dans le secteur de la production laitière et pour les foires agricoles reconnues.

Si le producteur-attributaire reste en défaut d'apporter les preuves requises pendant toute la durée de l'année civile de la réallocation ou, en cas de début d'activité, durant toute l'année civile suivante, la quantité de référence réallouée à ce producteur est ajoutée à la réserve nationale;

2° il ne peut pas disposer, avant réallocation d'une quantité de référence totale pour livraisons et pour ventes directes, dépassant 20.000 l par hectare de superficies fourragères de l'exploitation; cette preuve doit être apportée à l'aide de la déclaration de superficie ou, à défaut de celle-ci, par une déclaration sur l'honneur, qui devra être confirmée par la déclaration de superficie de l'année civile suivante; à défaut de cette confirmation, la quantité de référence réallouée à ce producteur est ajoutée à la réserve nationale.

Les superficies fourragères prises en considération sont les groupes « maïs », « prairies » et « autres fourrages » de la déclaration de superficies, soit les codes 201, 202, 611, 612, 621, 622, 71, 72, 73, 741, 742 et 743;

3° il doit s'engager irrévocablement à payer l'indemnité totale pour les quantités de référence lui ayant été réallouées, dans un délai d'un mois calendrier suivant la date de communication du résultat de la réallocation.

A défaut de paiement dans ce délai, le producteur-attributaire sera de plein droit redevable d'intérêts calculés au taux légal, à dater du premier jour suivant ce délai.

En outre, le producteur en défaut de paiement dans le délai imparti ne pourra pas bénéficier de la réallocation de quantités de référence de la période suivante. Au moment de la demande, toute dette existante rend cette demande nulle et non avenue;

4° il ne peut avoir fait un transfert de quantité de référence en qualité de cédant, ni avoir libéré définitivement une quantité de référence, pendant la période en cours ou les deux précédentes.;

5° hormis en cas de reprise ou de création d'exploitation, il ne peut avoir introduit une demande de transfert de quantité de référence en qualité de cessionnaire pendant la période en cours;

6° il ne peut avoir introduit pendant la période en cours une demande pour céder temporairement une quantité de référence;

7° il ne peut libérer les quantités de références réallouées durant les cinq périodes suivant la réallocation, sauf en cas de libération de la totalité de sa quantité de référence. En cas de demande de libération partielle durant l'une des cinq périodes, les quantités réallouées au producteur seront ajoutées à la réserve nationale au 1<sup>er</sup> avril de la période suivante.



**Art. 16.** § 1<sup>er</sup>. Des quantités de référence individuelles supplémentaires pour livraisons et/ou pour ventes directes prélevées sur les réserves disponibles sont attribuées au 1<sup>er</sup> avril 2003 aux établissements reconnus par le Ministre et ayant une partie de leur activité consacrée à la recherche scientifique et/ou à l'enseignement dans le secteur de la production laitière et aux foires agricoles reconnues.

Les quantités attribuées sont égales aux quantités effectivement utilisées durant la période 2001-2002 et ayant fait l'objet durant cette même période d'une cession temporaire portant sur la quantité de référence visée à l'article 18, majorées de 5 %. Les quantités attribuées sont adaptées compte tenu des teneurs représentatives en matière grasse, selon qu'il s'agisse de quantité de référence pour livraisons et/ou pour ventes directes.

§ 2. Des quantités de référence individuelles d'un litre pour livraisons ou pour ventes directes prélevées sur les réserves disponibles peuvent être attribuées au 1<sup>er</sup> avril suivant la période en cours aux établissements reconnus par le Ministre et ayant une partie de leur activité consacrée à la recherche scientifique et/ou à l'enseignement dans le secteur de la production laitière et aux foires agricoles reconnues.

§ 3. Les quantités de références supplémentaires attribuées conformément aux §§ 1 et 2 sont ajoutées à 100 % à la réserve nationale au 1<sup>er</sup> jour de la période suivante en cas de demande de transfert de tout ou partie d'exploitation ou en cas de demandes de libération totale ou partielle.

**Art. 17.** Toute quantité de référence attribuée à un producteur qui durant toute une période n'a pas commercialisé du lait ou d'autres produits laitiers à partir d'une unité de production laitière située dans la zone d'appartenance de sa quantité de référence, est affectée à la réserve nationale, après expiration de la période concernée.

Le délai dans lequel le producteur doit reprendre la production laitière dans une unité de production de la zone d'appartenance de sa quantité de référence, afin de se voir réattribuer sa quantité de référence, est fixé au 31 mars de la période qui suit la période au cours de laquelle le producteur n'a pas commercialisé du lait ou des produits laitiers.

**Art. 18.** Une quantité de référence spécifique destinée à la recherche scientifique et à l'enseignement peut être allouée à l'Etat belge.

**Art. 19.** § 1<sup>er</sup>. En ce qui concerne les livraisons, l'acheteur est tenu de communiquer avant le 21 de chaque mois à l'Administration tous les renseignements demandés relatifs aux livraisons du mois précédent.

Selon les modalités déterminées par le Ministre, l'acheteur ou la personne opérant, pour compte de l'acheteur, la récolte de lait, est tenu de compléter, lors de chaque récolte, un document à conserver par le producteur, individualisant, par unité de production, ses livraisons.

Les acheteurs sont tenus de confirmer à l'Administration, avant le 30 avril suivant la période concernée, tous les renseignements demandés relatifs aux livraisons de la période précédente.

Les acheteurs sont tenus de conserver pendant au moins cinq ans à dater de la fin de la période, les traces de chaque livraison individuelle sous la forme du rapport original, daté et dûment identifié, de chaque tournée de ramassage.

§ 2. En ce qui concerne les ventes directes, le producteur ayant vendu directement du lait ou des produits laitiers au cours de la période concernée ou disposant d'une quantité de référence pour ventes directes est tenu, conformément aux dispositions des articles 6 et 14 du règlement (CE) n° 1392/2001 de respecter les obligations suivantes :

1° tenir à jour, sur le registre mis à sa disposition par l'Administration, une comptabilité « matière » ainsi qu'un inventaire permanent des vaches utilisées pour la production laitière.

Ce registre et les pièces justificatives y afférentes sont tenus pendant cinq ans à la disposition de l'Administration;

2° communiquer avant la fin du mois suivant celui concerné, à l'Administration, la déclaration mensuelle des ventes de lait et de produits laitiers, insérée dans le registre visé au 1°;

3° compléter le formulaire de déclaration, par période, de ventes de lait et de produits laitiers, également inséré dans le registre visé au 1°;

4° renvoyer ce formulaire au service de proximité de l'Administration, par lettre recommandée, au plus tard le 30 avril de la période suivante, accompagné le cas échéant de la demande de modification temporaire ou d'établissement temporaire de quantité de référence, prévue à l'article 3, § 1<sup>er</sup>.

§ 3. L'absence de communication au 15 mai de la période suivante, des renseignements et déclarations visés aux §§ 1 et 2, 4°, donne lieu aux pénalités prévues à l'article 6 point 3 du règlement (CE) n° 1392/2001.

**Art. 20.** § 1<sup>er</sup>. L'Administration est chargée de la perception du prélèvement supplémentaire.

§ 2. En ce qui concerne les livraisons, le prélèvement supplémentaire doit être payé par l'acheteur redevable du prélèvement à l'Administration avant le 22 août de la période suivante. En cas de non-respect de ce délai, l'intérêt légal sur base annuelle est appliqué sur les sommes dues.

Le prélèvement supplémentaire doit être payé par l'acheteur à qui le producteur redevable livre au moment où le décompte est établi après la fin de la période concernée.

L'acheteur retient le montant dû sur le prix du lait qu'il doit au producteur qui est le débiteur du prélèvement ou à défaut le perçoit par tout moyen approprié.

Lorsque les quantités livrées par un producteur dépassent la quantité de référence dont il dispose, l'acheteur est autorisé à retenir, à titre d'avance sur le prélèvement dû, le montant du prix du lait sur toutes les livraisons de ce producteur excédant la quantité de référence connue au moment de la retenue.

§ 3. En ce qui concerne les ventes directes, le prélèvement supplémentaire doit être payé par le producteur avant le 1<sup>er</sup> septembre de la période suivante. En cas de non-respect de ce délai, l'intérêt légal sur base annuelle est appliqué sur les sommes dues.

§ 4. L'Administration prend les mesures nécessaires dans les cas où l'acheteur ou le producteur ne sont pas en mesure de payer le prélèvement supplémentaire dû.

**Art. 21.** § 1<sup>er</sup>. La contribution des producteurs au paiement du prélèvement supplémentaire dû est établie après allocation des quantités de référence non utilisées, d'une part pour livraisons et d'autre part pour ventes directes, à tous les producteurs qui pour la période concernée ont dépassé leur quantité de référence respectivement pour livraisons ou pour ventes directes. Ces allocations s'effectuent de manière à ce que chaque producteur reçoive une quantité égale, respectivement pour livraisons ou pour ventes directes, mais plafonnée à ses dépassements respectifs, et à un maximum de 15.000 litres en ce qui concerne les livraisons.

§ 2. Les producteurs suivants ne peuvent pas bénéficier de ces allocations pour livraisons et pour ventes directes :

1° les producteurs dont des livraisons ou des ventes directes ont été communiquées de façon inexacte ou qui n'ont pas été communiquées;

2° les producteurs qui ont livré à un acheteur non agréé;

3° les producteurs qui n'ont pas respecté les dispositions relatives aux délais et au calendrier de livraisons visées à l'article 19, § 1<sup>er</sup>, deuxième alinéa;

4° les producteurs qui n'ont pas respecté les dispositions de l'article 19, § 2, 1° et 2°;

5° les producteurs dont les renseignements et les déclarations relatifs au formulaire visé à l'article 19, § 2, 3°, n'ont pas été communiqués au 15 mai suivant la période concernée.

§ 3. Au cas où, au cours d'une période, une unité de production ou une partie de celle-ci est gérée et exploitée successivement par plusieurs producteurs, seul le dernier producteur est pris en considération pour une allocation de quantités de référence non utilisées.

En cas de reprise d'exploitation en cours de période, le calcul du prélèvement supplémentaire ainsi que celui de la quantité disponible pour l'allocation visée à l'alinéa 1<sup>er</sup>, sont établis après cumul des ventes et livraisons respectives des producteurs concernés. Le prélèvement supplémentaire est, le cas échéant, dû par le ou les producteurs ayant dépassé la quantité de référence déclarée conservée ou reprise pour cette période.

§ 4. En application des dispositions de l'article 2, point 4, du règlement (CEE) n° 3950/92, les prélèvements supplémentaires trop perçus au cours des périodes postérieures au 31 mars 1999 seront remboursés aux producteurs au prorata des litres de quantités de référence pour livraisons à une date à déterminer, adaptée après application des dispositions des articles 3 et 4 du présent arrêté.

Le montant de ce remboursement par litre de quantité de référence pour livraisons sera déterminé compte tenu du total des prélèvements supplémentaires trop perçus à cette date, diminué d'une réserve financière.

Les producteurs qui au cours d'une des périodes postérieures au 31 mars 2001 auront dépassé de plus de 15.000 litres leur quantité de référence ainsi adaptée, perdront le droit aux éventuels remboursements.

**Art. 22.** Pour l'application du présent arrêté, il peut être tenu compte des données fournies par les producteurs conformément aux dispositions de l'arrêté royal du 2 avril 2001, relatif à l'organisation d'un recensement agricole annuel au mois de mai effectué par l'Institut national de Statistique et des données dans les déclarations de superficie prévues à l'arrêté ministériel du 20 décembre 2001 portant application de l'arrêté royal du 19 décembre 2001 instituant un régime de soutien aux producteurs de certaines cultures arables.

**Art. 23.** Le Ministre peut prendre toutes les mesures complémentaires nécessaires pour l'application du prélèvement supplémentaire.

**Art. 24.** Les infractions aux dispositions du Règlement (CEE) n° 3950/92 et du règlement (CE) n° 1392/2001, aux dispositions du présent arrêté et aux dispositions prises en vertu de celui-ci, sont recherchées, constatées et punies conformément à la loi du 28 mars 1975 relative au commerce des produits de l'agriculture, de l'horticulture et de la pêche maritime.

**Art. 25.** En ce qui concerne la Région wallonne, l'arrêté royal du 2 octobre 1996 relatif à l'application du prélèvement supplémentaire dans le secteur du lait et des produits laitiers est abrogé.

Toutefois, les engagements et obligations antérieures pris par les producteurs dans le cadre de l'arrêté royal du 2 octobre 1996 précité restent d'application jusqu'à leur terme.

**Art. 26.** Le présent arrêté produit ses effets au 1<sup>er</sup> avril 2002, à l'exception du § 2 de l'article 11 qui entre en vigueur le jour de la publication du présent arrêté au *Moniteur belge* et à l'exception du § 3 de l'article 11 et de l'article 16 qui entrent en vigueur le 1<sup>er</sup> avril 2003.

Namur, le 19 décembre 2002.

Le Ministre-Président,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre de l'Agriculture et de la Ruralité,  
J. HAPPART

## ANNEXE

## Teneurs représentatives en matière grasse et coefficients d'équivalence

## A. Teneurs représentatives en matière grasse :

Les teneurs représentatives en matière grasse sont fixées pour les quantités de référence pour livraisons, et pour les quantités de référence pour ventes directes utilisées totalement ou partiellement pour livraisons à un acheteur.

## 1. Teneur en matière grasse de base :

— pour la quantité de référence pour livraisons : la teneur représentative associée à la quantité de référence disponible le 31 mars 2002;

— pour la quantité de référence pour ventes directes : 39,14 gr./l de lait.

## 2. Lors de l'ajustement d'une quantité de référence, tel que prévu à l'article 3 :

— la teneur représentative en matière grasse de référence pour la quantité de référence augmentée est égale à la moyenne pondérée de la teneur représentative en matière grasse de la quantité de référence avant augmentation et de la teneur représentative en matière grasse de la quantité de référence transférée totalement ou partiellement;

— la teneur représentative en matière grasse pour la quantité de référence diminuée n'est pas modifiée.

## 3. Lors de la conclusion de conventions de cession temporaire de quantités de références telles que celles visées à l'article 4 :

— la teneur représentative en matière grasse de la quantité de référence du producteur-cessionnaire est égale à la moyenne pondérée des teneurs représentatives en matière grasse de sa quantité de référence initiale et de la quantité de référence acquise temporairement;

— la teneur représentative en matière grasse de la quantité de référence du producteur-cédant n'est pas modifiée.

## 4. Lors d'une modification définitive de quantités de référence telle que visée aux articles 5 et 6 :

— la teneur représentative en matière grasse de la quantité de référence du producteur-cessionnaire est égale à la moyenne pondérée des teneurs représentatives en matière grasse de sa quantité de référence initiale et de la quantité de référence acquise définitivement;

— la teneur représentative en matière grasse de la quantité de référence du producteur-cédant n'est pas modifiée.

## B. Coefficients d'équivalence pour convertir les produits laitiers commercialisés en litres de lait entier.

Produits	Unité	Coefficient d'équivalence pour convertir en l de lait entier
Beurre	1 kg	21,8
crème fermière à 20 % de matière grasse	1 litre	5,1
à 40 % de matière grasse	1 litre	10,2
fromage :		
- à pâte dure ou demi-dure	1 kg	10
- à pâte molle (type Herve)	1 kg	9
- fromage frais au lait entier	1 kg	5
maton	1 kg	7
crème glacée	1 litre ou 0,5 kg	1,25
glace au lait	1 litre	0,4
yoghourt au lait entier et kéfir	1 litre	1
yoghourt au lait demi-écrémé	1 litre	0,5
lait entier chocolaté	1 litre	1
lait demi-écrémé chocolaté	1 litre	0,5
pâte à tartiner au chocolat	1 kg	7,5
mousse au chocolat	1 kg	1
pudding : vanille et chocolat	1 litre	1
crème dessert vanille et chocolat	1 litre	1
flan	1 litre	1

Ces coefficients ont été fixés en tenant compte d'un lait entier à 39,14 grammes de matière grasse par litre. Toutefois, si le producteur peut fournir la preuve que les quantités effectivement utilisées pour la fabrication des produits en cause sont différentes, les coefficients d'équivalence sont modifiés en conséquence.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 décembre 2002 relatif à l'application du prélèvement supplémentaire dans le secteur du lait et des produits laitiers.

Namur, le 19 décembre 2002.

Le Ministre-Président,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre de l'Agriculture et de la Ruralité,  
J. HAPPART

## ÜBERSETZUNG

## MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 2003 — 1354

[C — 2003/27185]

**19. DEZEMBER 2002 — Erlass der Wallonischen Regierung über die Erhebung einer Zusatzabgabe im Sektor Milch und Milcherzeugnisse**

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Gesetzes vom 28. März 1975 über den Handel mit Erzeugnissen der Landwirtschaft, des Gartenbaus und der Seefischerei, zuletzt abgeändert durch das Gesetz vom 22. Februar 2001;

Aufgrund der Verordnung (EWG) Nr. 3950/92 des Rates vom 28. Dezember 1992 über die Erhebung einer Zusatzabgabe im Milchsektor, zuletzt abgeändert durch die Verordnung (EWG) Nr. 2028/2002;

Aufgrund der Verordnung (EG) Nr. 1392/2001 der Kommission vom 9. Juli 2001 mit Durchführungsbestimmungen zur Verordnung (EWG) Nr. 3950/92 des Rates über die Erhebung einer Zusatzabgabe im Milchsektor;

Aufgrund des Königlichen Erlasses vom 2. Oktober 1996 über die Erhebung einer Zusatzabgabe im Sektor Milch und Milcherzeugnisse, abgeändert durch die Königlichen Erlasse vom 10. Januar 1997, 14. Januar 1997, 8. September 1997, 27. März 1998, 6. Oktober 1998, 22. März 1999, 11. April 1999, 13. März 2000, 23. Mai 2000 und vom 1. Oktober 2001;

In Erwägung des auf der interministeriellen Konferenz für die Landwirtschaft bezüglich der Übertragung von Zuständigkeiten im Bereich der Landwirtschaft auf die Regionen und spezifisch bezüglich der Durchführungsbestimmungen für die Erhebung einer Zusatzabgabe im Sektor Milch und Milcherzeugnisse geschlossenen Abkommens vom 15. Juli 2002;

Aufgrund der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat, insbesondere des Artikels 3 § 1, ersetzt durch das Gesetz vom 4. Juli 1989 und abgeändert durch das Gesetz vom 4. August 1996;

Aufgrund der Dringlichkeit;

In der Erwägung, dass die Durchführungsbestimmungen für die Neuzuweisung der Referenzmengen zu regeln sind, um den Wert dieser Referenzmengen sowie die Preisspekulationen auf diesem Gebiet zu verringern, und dass diese Regelung auf einen Zeitraum von zwölf Monaten anzuwenden ist, der am 1. April 2002 begonnen hat;

In der Erwägung, dass die Zuständigkeiten auf dem Gebiet der Landwirtschaft seit dem 1. Januar 2002 auf die Regionen übertragen worden sind;

In der Erwägung, dass Maßnahmen zu treffen sind, um die Beschlüsse bezüglich der Übertragung dieser Zuständigkeiten zur Anwendung zu bringen;

In Erwägung der Notwendigkeit, die Kontinuität der Aufgaben des öffentlichen Dienstes zu gewährleisten und dabei die Auflagen der europäischen Regelung im Bereich der Landwirtschaft zu beachten;

In der Erwägung, dass bei Missachtung der durch die europäische Regelung vorgeschriebenen Fristen für die Zahlung der betreffenden Prämien an die Erzeuger oder für den Fall, dass die betreffende Regelung verspätet oder unangemessen umgesetzt wird, Sanktionen vorgesehen sind;

Auf Vorschlag des Ministers der Landwirtschaft und der ländlichen Angelegenheiten;

Nach Beratung,

Beschließt:

**Artikel 1** - Für die Anwendung des vorliegenden Erlasses gelten folgende Begriffsbestimmungen:

1° die Zusatzabgabe: die in der Verordnung (EWG) Nr. 3950/92 angeführte Zusatzabgabe zu Lasten des Erzeugers von Kuhmilch, erhoben auf die Lieferungen von Milch oder Milcherzeugnissen an einen Käufer und auf die Direktverkäufe dieser Erzeugnisse an den Endverbraucher;

2° der Zeitraum: der Zeitraum von zwölf Monaten für die Anwendung der Regelung über die Zusatzabgabe, der am 1. April beginnt und am 31. März des darauffolgenden Jahres endet;

3° der Minister; der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Landwirtschaft gehört;

4° das Ministerium: in der Zone A das Ministerium der Wallonischen Region; in der Zone B das Ministerium der Flämischen Gemeinschaft und ggf. das Ministerium der Region Brüssel-Hauptstadt;

5° die Verwaltung: die Verwaltung, die innerhalb des betreffenden Ministeriums für die Verwaltung der Zusatzabgaben im Sektor Milch und Milcherzeugnisse verantwortlich zeichnet;

6° der Erzeuger: der landwirtschaftliche Betreiber als natürliche oder als juristische Person oder der Zusammenschluss von natürlichen oder juristischen Personen oder aber eine Verbindung beider Personenkategorien, der autonom, zu seinen Gunsten und für seine Rechnung einen Betrieb verwaltet und in dieser Eigenschaft Milch oder Milcherzeugnisse direkt an den Endverbraucher verkauft oder sie an einen Käufer liefert;

7° der hauptberufliche Landwirt:

a) entweder die natürliche Person, die selbst den landwirtschaftlichen Betrieb bewirtschaftet, die aus dem Betrieb ein steuerpflichtiges Nettoeinkommen bezieht, das mehr als 50 % des steuerpflichtigen Nettobetrag ihres Gesamteinkommens beträgt und für andere Tätigkeiten als der Bewirtschaftung des Betriebs weniger als 50 % der gesamten Arbeitsdauer aufwendet;

b) oder die juristische Person deren Satzungen als Gesellschaftszweck die landwirtschaftliche Bewirtschaftung und die Vermarktung der Erzeugnisse, die hauptsächlich aus dieser Bewirtschaftung hervorgehen, umfassen. Diese juristische Person hat zudem die nachfolgenden Bedingungen zu erfüllen:

1) als landwirtschaftliche Gesellschaft gemäß dem Gesetz vom 7. Mai 1999, das das Gesetzbuch über die Gesellschaften beinhaltet, gegründet worden sein oder

2) unter einer der im Handelsgesetzbuch, Buch I, Titel IX, Abschnitt I, Artikel 2 angeführten Gesellschaftsformen gegründet worden sein und zudem die nachfolgenden Bedingungen erfüllen:

a. für eine Dauer von wenigstens 20 Jahren gegründet worden sein;

b. die Aktien oder die Anteile der Gesellschaft müssen auf einen Namen lauten;

c. wenigstens 51 % der Aktien oder der Anteile der Gesellschaft müssen den Geschäftsführern oder Gesellschaftern gehören;

d. die Geschäftsführer oder Gesellschafter der Gesellschaft müssen unter den Teilhabern bezeichnet worden sein;

e. die Geschäftsführer oder Gesellschafter der Gesellschaft müssen wenigstens 50 % ihrer Zeit für die landwirtschaftliche Betriebstätigkeit innerhalb der Gesellschaft aufwenden und aus dieser Tätigkeit mehr als 50 % des steuerpflichtigen Nettobetrags ihres Gesamteinkommens beziehen;

c) oder die Vereinigung von natürlichen Personen oder von juristischen Personen oder aber von beiden Personenkategorien, in der alle natürlichen Personen mehr als 50 % der gesamten Arbeitsdauer für die landwirtschaftliche Tätigkeit innerhalb der Vereinigung aufwenden und aus dieser Tätigkeit mehr als 50 % des steuerpflichtigen Nettobetrags ihres Gesamteinkommens beziehen und in der alle juristischen Personen die unter Punkt b) angeführten Bedingungen erfüllen und mehr als 50 % ihrer Tätigkeit für die landwirtschaftlichen Tätigkeiten der Vereinigung aufwenden;

d) oder eine Vereinigung von natürlichen Personen, die von den beiden Ehepartnern gebildet wird, von denen eine die unter a) festgelegten Bedingungen erfüllen muss;

8° Lieferung: jede Lieferung von Milch oder sonstigen Milcherzeugnissen, unabhängig davon, ob der Transport durch den Erzeuger, den Käufer, das Unternehmen, das diese Erzeugnisse behandelt oder verarbeitet oder aber durch eine Drittperson gewährleistet wird;

9° Direktverkauf an den Verbraucher: die in Milchäquivalente umgerechnete(n) Milch oder Milcherzeugnisse, die verkauft oder kostenlos abgegeben werden, ohne die Beteiligung eines Unternehmens, das Milch oder sonstige Milcherzeugnisse behandelt oder verarbeitet;

10° die Milchproduktionseinheit: alle funktionalen Zusammenschlüsse von Produktionsmitteln, die durch den Erzeuger für die Milchproduktion genutzt werden, einschließlich der ausschließlichen Nutzung von Stallungen für Milchkühe, Ländereien, die zur Milchproduktion dienen, die Milchanlagen, die Milchkühe, die Futterlager und der Milchkühler oder die Milchkannen; die Anschrift der Milchanlagen der Milchproduktionseinheit wird durch die Anschrift (und folglich die Zugehörigkeitszone) der Produktionseinheit bestimmt;

11° der Betrieb: alle durch den Erzeuger verwalteten und bewirtschafteten Milchproduktionseinheiten;

12° die früheren Nachbargemeinden: die früheren Gemeinden vor der im Rahmen des Gesetzes vom 30. Dezember 1975 durchgeführten Gemeindefusion, deren Zentrum in einem Umkreis von 30 Kilometern des Zentrums der früheren Gemeinde liegt, in der sich die Anlagen der Milchproduktionseinheit befinden sowie die naheliegendsten früheren Gemeinden, die falls notwendig hinzugefügt werden müssen, um die Fläche eines Kreises mit einem Radius von dreißig Kilometern zu erreichen;

13° der Käufer: der in Artikel 9 der Verordnung (EWG) Nr. 3950/92 definierte Käufer.

Jeder Käufer muss von der Verwaltung gemäß den Bestimmungen von Artikel 13 der Verordnung (EG) Nr. 1392/2001 zugelassen worden sein.

Der Gesellschaftssitz des Käufers bestimmt die Zugehörigkeitszone. Aus verwaltungstechnischen Gründen kann der Käufer jedoch von der Verwaltung einer anderen Zugehörigkeitszone zugewiesen werden;

14° die Zone: eine der beiden nachfolgenden Zonen:

a) Zone A: das Gebiet der Provinzen Wallonisch-Brabant, Hennegau, Lüttich, Luxemburg und Namur;

b) Zone B: das Gebiet der Provinzen Antwerpen, Flämisch-Brabant, Westflandern, Ostflandern, Limburg und der Region Brüssel-Hauptstadt.

Die Anschrift der durch den Betreiber bewirtschafteten Milchproduktionseinheit, von der während des Monats März 2002 von der Verwaltung verbuchte Lieferungen und/oder Direktverkäufe ausgehen, oder in Ermangelung die letzten Lieferungen und/oder Direktverkäufe des Zeitraums 2001-2002 bestimmt die Zugehörigkeitszone der Referenzmenge des Erzeugers.

Diese Zugehörigkeitszone bestimmt die Zone, innerhalb deren der Erzeuger seine Milch produzieren kann, seinen gesamten Betrieb oder einen Teil davon übertragen kann, seine Referenzmenge freisetzen oder sie zeitweilig abtreten kann.

Falls die im Laufe des Monats März 2002 ausgeführten Lieferungen und/oder Direktverkäufe Milchproduktionseinheiten angerechnet worden sind, die sich in unterschiedlichen Zonen befinden, so ist der Erzeuger verpflichtet, vor dem 31. März 2003 unwiderruflich die Zugehörigkeitszone seiner Referenzmenge zu bestimmen.

15° Betriebsübernahme: Übertragung aller Milchproduktionseinheiten eines einzigen Betriebs, einschließlich der von der Verwaltung verbuchten entsprechenden Referenzmengen (Stand am 31. März 2002) unter folgenden Bedingungen:

a) die Übernahme der Referenzmengen führt nicht zu einer Kumulierung der Referenzmengen seitens des Übernehmers;

b) der Übernehmer darf nur auf diesem übernommenen Betrieb Milch produzieren. Bei einer Übernahme durch eine Person, die im ersten Grad und in absteigender Linie mit dem Überlasser verwandt oder verschwägert ist und unter der Bedingung, dass der Erzeuger ausschließlich jene der Milchproduktion vorbehaltenen Ländereien bewirtschaftet, die Teil des übernommenen Betriebs sind, behält der Übernehmer seine jedoch Referenzmenge, wenn er während eines Zeitraums von neun Jahren ab dem Datum der Übertragung der Referenzmenge einmal eine andere in derselben Zone gelegene Milchproduktionseinheit übernimmt, unter der Bedingung, dass er nur in dieser Produktionseinheit Milch produziert, unbeschadet der Artikel 5, 9 und 10 des vorliegenden Erlasses. In diesem Fall unterliegt der Erzeuger den unter Artikel 1, Punkt 16, a) des vorliegenden Erlasses angeführten Bedingungen.

c) dieser Betrieb ist, so wie er übernommen worden ist, effektiv für die Milchproduktion zu nutzen während einer Dauer von wenigstens neun Jahren ab dem Datum der Übertragung der Referenzmenge, es sei denn die gesamte Referenzmenge ist Gegenstand einer Freigabe. Während dieses Zeitraums darf der Betrieb weder aufgelöst noch delokalisiert werden, sei es teilweise oder vollständig.

d) unbeschadet der Anwendung von Punkt b), Absatz 2 ist dem Übernehmer während dieses Zeitraums von neun Jahren nicht erlaubt, den gesamten Betrieb oder einen Teil davon auf einen anderen Erzeuger zu übertragen, es sei denn, dieser Erzeuger erfüllt seinerseits während eines neuen Zeitraums von neun Jahren die gleichen Bedingungen wie der Überlasser und verpflichtet sich, die gleichen Auflagen wie der Überlasser zu erfüllen und ist mit diesem im ersten Grad verwandt oder verschwägert.

Diese Verpflichtung, im ersten Grad verwandt oder verschwägert zu sein, ist nicht anwendbar:

1) wenn der übernehmende Erzeuger im Rahmen einer Erbschaft den durch diese Erbschaft betroffenen Betrieb in der Eigenschaft als Überlasser überträgt;

2) oder wenn der Übernehmer als natürliche Person den gesamten Betrieb auf eine landwirtschaftliche Gesellschaft überträgt, deren einziger geschäftsführender Gesellschafter er ist.

e) Unbeschadet der unter Punkt b), Absatz 2 angeführten Bestimmungen darf der Übernehmer während des genannten Zeitraums keine anderen Milchproduktionseinheiten bewirtschaften (mit Ausnahme jener Ländereien, die für die Milchproduktion bestimmt sind) als jene, die Teil des übernommenen Betriebs sind;

f) Handelt es sich bei dem überlassenden Erzeuger um eine einzige natürliche Person oder eine Vereinigung von Eheleuten und ist der übernehmende Erzeuger, der von einer einzigen natürlichen Person oder einer Vereinigung von Eheleuten gemäß Artikel 1. 7°, d) gebildet wird, im ersten Grad und in absteigender Linie mit dem überlassenden Erzeuger verwandt oder verschwägert, werden die maximalen Referenzmengen, die pro Hektar der für die Milchproduktion bestimmten Ländereien übertragen werden können, unter Berücksichtigung der gesamten übertragbaren Fläche angepasst, ohne dabei 50.000 Liter pro Hektar übersteigen zu dürfen.

Bei der Bestimmung der gesamten übertragbaren Fläche werden lediglich jene Ländereien berücksichtigt, die in der Flächenerklärung des Überlassers in Belgien angegeben wurden und sich auf das Jahr vor dem laufenden Wirtschaftsjahr beziehen.

Diese Anpassung betrifft lediglich jene Referenzmengen des überlassenden Erzeugers, die am 31. März 1985 verfügbar sind. Seit dem 1. April 1985 verfügt der überlassende Erzeuger über eine Referenzmenge von mehr als 20.000 Litern pro Hektar in Belgien bewirtschafteter Ländereien;

g) falls die Übernahme des Betriebs durch eine Erbschaft entsteht, wird dem überlebenden Ehepartner oder den überlebenden natürlichen Personen, die der betreffenden Vereinigung angehören, erlaubt, den Betrieb zu übernehmen, ohne dabei die in den Absätzen b) bis e) angeführten Bedingungen erfüllen zu müssen, wobei sie jedoch auch weiterhin alle Bedingungen erfüllen müssen, die der verstorbene Erzeuger zu erfüllen hatte.

Die Ländereien des Betriebs können jedoch auch teilweise übertragen werden, insofern folgende Bedingungen ebenfalls erfüllt werden:

a) bei dem überlassenden Erzeuger handelt es sich um eine Vereinigung von natürlichen Personen, die untereinander im zweiten Grad in der Seitenlinie verwandt sind und bei dem Übernehmer handelt es sich um ein Mitglied dieser Vereinigung;

b) die restlichen Ländereien werden zum gleichen Datum auf ein anderes Mitglied der Vereinigung, das eine Betriebsgründung vollzieht, übertragen.

16° Betriebsgründung:

a) Übertragung der Ländereien eines Betriebs, einschließlich der Referenzmengen dieses Betriebs, so wie sie am 31. März 2002 von der Verwaltung verbucht worden sind, auf einen Übernehmer, der über Produktionsmittel für die Milchproduktion verfügt, die während der letzten fünf Jahre nicht Teil eines Betriebs waren und die während der letzten fünf Jahre nicht Teil einer von einem Milcherzeuger verwalteten Produktionseinheit waren, unter folgenden Bedingungen:

1) die Übernahme der Referenzmengen führt nicht zu einer Kumulierung der Referenzmengen seitens des Übernehmers;

2) der Übernehmer darf nur auf diesem übernommenen Betrieb Milch produzieren;

3) dieser Betrieb ist, so wie er gegründet worden ist, effektiv für die Milchproduktion zu nutzen während einer Dauer von wenigstens neun Jahren ab dem Datum der Übertragung der Referenzmenge, es sei denn die gesamte Referenzmenge ist Gegenstand einer Freigabe. Während dieses Zeitraums darf der Betrieb weder aufgelöst noch delokalisiert werden, sei es teilweise oder vollständig.

4) Außer in Fällen höherer Gewalt ist es dem übernehmenden Erzeuger während dieses Zeitraums von neun Jahren untersagt, den Betrieb ganz oder teilweise auf einen anderen Erzeuger zu übertragen;

5) Während des genannten Zeitraums ist es dem übernehmenden Erzeuger nicht erlaubt, andere Produktionseinheiten und andere Ländereien, die für die Milchproduktion bestimmt sind, zu bewirtschaften, als jene die Teil des gegründeten Betriebs sind.

Die Ländereien des Betriebs können jedoch auch teilweise übertragen werden, insofern folgende Bedingungen ebenfalls erfüllt werden:

1) die in Artikel 1, 15°, Absatz 2 angeführten Bedingungen sind erfüllt;

2) der restliche Teil des Betriebs ist am gleichen Datum Gegenstand einer Übernahme gemäß Artikel 1, 15°;

3) Während des Zeitraums von neun Jahren ab dem Datum der Übertragung der Referenzmenge ist es dem übernehmenden Erzeuger nicht erlaubt, andere Produktionseinheiten, mit Ausnahme der Ländereien, die für die Milchproduktion bestimmt sind, zu bewirtschaften, als jene die Teil des gegründeten Betriebs sind.

b) Übertragung entweder der Stallungen für die Milchkühe oder der Milchanlage oder der beiden, die Teil eines Milchbetriebs sind, auf einen anderen Erzeuger, unter folgenden Bedingungen:

1) der Übernehmer darf nur auf diesem übernommenen Betrieb Milch produzieren;

2) dieser Betrieb ist, so wie er gegründet worden ist, effektiv für die Milchproduktion zu nutzen während einer Dauer von wenigstens neun Jahren ab dem Datum der Übertragung dieser Produktionsmittel;

3) Außer in Fällen höherer Gewalt ist es dem übernehmenden Erzeuger während dieses Zeitraums von neun Jahren untersagt, den Betrieb ganz oder teilweise auf einen anderen Erzeuger zu übertragen;

4) Während des genannten Zeitraums ist es dem übernehmenden Erzeuger nicht erlaubt, andere Produktionseinheiten und andere Ländereien, die für die Milchproduktion bestimmt sind, zu bewirtschaften, als jene die Teil des gegründeten Betriebs sind.

17° die Flächenerklärung: die im Ministerialerlass vom 20. Dezember 2001 zur Durchführung des Königlichen Erlasses vom 19. Dezember 2001 zur Einführung einer Stützungsregelung für Erzeuger bestimmter landwirtschaftlicher Kulturpflanzen angeführte Flächenerklärung.

**Art. 2** - Die auf dem Betrieb verfügbaren individuellen Referenzmengen für Lieferungen oder Direktverkäufe entsprechen den zum 31. März des vorangehenden Zeitraums verfügbaren Mengen.

Die zu berücksichtigenden Referenzfettgehalte und die Umrechnungskoeffizienten, die angewandt werden, um die Milcherzeugnisse in Liter Vollmilch umzurechnen, werden in der Anlage des vorliegenden Erlasses bestimmt.

**Art. 3** - § 1. Damit die Änderungen auf dem Gebiet seiner Lieferungen oder Direktverkäufe berücksichtigt werden, kann der Erzeuger einen ordnungsgemäß begründeten Antrag einreichen, um entweder für die Dauer des Zeitraums oder endgültig eine Aufstockung oder Festlegung einer seiner Referenzmengen zu erwirken, wobei eine entsprechende Herabsetzung oder Streichung der anderen Referenzmenge durchzuführen ist.

Dieser Antrag ist anhand eines Antragsformulars, das bei der Verwaltung erhältlich ist, per Einschreiben bei dieser Verwaltung einzureichen.

Die Frist für das Einreichen dieses Antrags wird unbeschadet der Bestimmungen von Artikel 13 wie folgt festgelegt:

1° wenn es sich um einen Antrag handelt, um eine endgültige Abänderung oder die endgültige Festlegung der Referenzmengen zu erwirken, spätestens am 31. Juli des ersten von dieser Abänderung betroffenen Zeitraums;

2° wenn es sich um einen Antrag handelt, um eine zeitweilige Abänderung oder die zeitweilige Festlegung der Referenzmengen zu erwirken, spätestens am 30. April des Zeitraums, der auf den ersten von dieser Abänderung betroffenen Zeitraum folgt;

§ 2. Der Erzeuger, der innerhalb eines Zeitraums zeitweilig eine Referenzmenge abgetreten hat, sei es für Lieferungen oder sei es für Direktverkäufe, verliert für diesen Zeitraum das Recht auf eine zeitweilige Aufstockung oder eine Festlegung der Referenzmenge, die abgetreten worden ist.

**Art. 4** - § 1. Der Erzeuger kann zeitweilig für die Dauer des Zeitraums den Anteil seiner Referenzmenge für Lieferungen oder seiner Referenzmenge für Direktverkäufe, der nicht dazu bestimmt ist, von ihm selbst genutzt zu werden, an andere Erzeuger abtreten. Ab dem 1. April 2003 müssen die Milchproduktionseinheiten dieser Erzeuger in derselben Zone gelegen sein.

§ 2. Diese Vereinbarungen über die zeitweilige Abtretung von Referenzmengen sind anhand eines Formulars abzuschließen, das bei der Verwaltung oder bei dem Käufer erhältlich ist.

Sie können nur berücksichtigt werden, wenn die folgenden Bedingungen erfüllt sind:

1° Ein Erzeuger kann zeitweilig jene Referenzmengen abtreten, für die er in der Eigenschaft als Überlasser und für den gleichen Zeitraum entweder einen Antrag auf endgültige Freigabe gemäß Artikel 15, § 1, 4° oder einen Antrag auf Übertragung gemäß Artikel 5 eingereicht hat.

In letzterem Fall kann die Referenzmenge zeitweilig nur an den übernehmenden Erzeuger abgetreten werden, auf den die Referenzmenge gemäß Artikel 5 endgültig übertragen werden wird.

Hat ein Erzeuger für den gleichen Zeitraum keinen Antrag auf endgültige Freigabe einer Referenzmenge gemäß Artikel 15, § 1, 4° oder auf Übertragung gemäß Artikel 5 eingereicht, ist die Gesamtmenge, die er auf der Grundlage einer Vereinbarung über die zeitweilige Abtretung abtreten kann außer in Fällen höherer Gewalt auf 10.000 Liter für den Zeitraum 2002-2003 und auf 20.000 Liter für die nachfolgenden Zeiträume begrenzt;

2° Die Gesamtmenge, die ein Erzeuger auf der Grundlage von Vereinbarungen über die zeitweilige Abtretung übernehmen kann, ist auf 10.000 Liter für den Zeitraum 2002-2003 und auf 20.000 Liter für die nachfolgenden Zeiträume begrenzt. Diese Höchstmengen sind nicht anwendbar, wenn die gesamte Referenzmenge, die im Rahmen einer zeitweiligen Abtretung übernommen wird, eine Referenzmenge betrifft, die gemäß Artikel 5 endgültig übernommen werden wird.

3° Für die auf der Grundlage einer Vereinbarung über die zeitweilige Abtretung übernommenen Mengen kann der Übernehmer nicht den in Artikel 3 angeführten Antrag einreichen.

§ 3. Unter Gefahr der Unzulässigkeit müssen die in § 1 angeführten Vereinbarungen spätestens am 30. November des betreffenden Zeitraums der Verwaltung durch einen Einschreibebrief übermittelt werden.

**Art. 5** - Im Falle einer Übertragung des gesamten Betriebs oder eines Teils davon auf einen anderen Erzeuger durch Erbschaft, aufgrund einer Äkte in Sachen Eigentumsübertragung oder Eigentumserklärung oder einer Nutznießungsakte eines Gebäudes sowie eines Aktes über einen Mietvertrag, einen Untermietvertrag oder eine Abtretung des Mietvertrags, im Falle einer Zusammenlegung von Betrieben durch zwei oder mehrere Erzeuger und im Falle eines Wechsels eines geschäftsführenden Gesellschafters einer landwirtschaftlichen Gesellschaft werden die entsprechenden Referenzmengen unbeschadet der Bestimmungen von Artikel 15 im Rahmen der nachfolgenden Grenzen und Modalitäten übertragen:

1° die übertragene Referenzmenge darf 20.000 Liter je Hektar der für die Milchproduktion bestimmten Ländereien nicht übersteigen. Der überlassende Erzeuger bestimmt, welche Ländereien für die Milchproduktion bestimmt sind. Diese müssen entweder auf dem Gebiet der früheren Gemeinde gelegen sein, auf dem sich die Einrichtungen der Produktionseinheit befinden, der sie angehören und von der die von der Verwaltung auf der zu übertragenden Referenzmenge verbuchten Lieferungen und/oder die Direktverkäufe zum 31. März 2002 ausgehen, oder auf dem Gebiet einer früheren Nachbargemeinde.

Die Dokumente, die eine Übertragung von Ländereien belegen, müssen Unterschriften tragen, die von den jeweiligen Gemeindebehörden für gleichlautend genehmigt worden sind;

2° die für die Milchproduktion bestimmten Ländereien müssen während wenigstens neun Jahren ab dem Datum der Übertragung der Referenzmenge durch den übernehmenden Erzeuger bewirtschaftet werden, außer in Fällen höherer Gewalt, im Falle der Anwendung von Artikel 1, Punkt 15°, g) oder im Falle der Anwendung von Artikel 1, Punkt 15° während des Zeitraums von neun Jahren und insofern der betreffende Erzeuger im ersten Grad und in absteigender Linie mit dem überlassenden Erzeuger verwandt oder verschwägert ist. Der Beweis, dass diese Ländereien bewirtschaftet werden, ist jährlich anhand der Flächenerklärung zu liefern.

Wenn ein Betrieb gemäß den Bestimmungen von Artikel 1, 15° von einem anderen Erzeuger übernommen wird, muss dieser ebenfalls für die Ländereien, die nach dem 1. April 1996 Gegenstand eines Antrags auf Übertragung waren, während eines neuen Zeitraums von neun Jahren die gleichen Bedingungen wie der Überlasser erfüllen;

3° Außer in den nachstehend angeführten Fällen kann der überlassende Erzeuger während des laufenden Zeitraums sowie während der zwei darauffolgenden Zeiträume keine Übertragung von Referenzmengen in der Eigenschaft als Übernehmer durchführen:

a) der überlassende Erzeuger hat seinen gesamten Betrieb, der aus einer einzigen Produktionseinheit besteht, einschließlich der gesamten Referenzmengen, an einen Erzeuger abgetreten, der eine Betriebsübernahme gemäß Artikel 1, 15° durchführt. Er übernimmt ebenfalls einen anderen Betrieb gemäß Artikel 1, 15°. Dieser andere Betrieb darf weder Stallungen, noch Ländereien, noch Milchanlagen, die vorab durch den Übernehmer übertragen worden sind, umfassen;

b) der überlassende Erzeuger hat einen Antrag auf Freigabe seiner gesamten Referenzmenge auf der Grundlage der in Artikel 15 angeführten Bestimmungen eingereicht;

4° Der überlassende Erzeuger hat den Beweis zu erbringen, dass er im Laufe der vergangenen beiden Zeiträume Milch geliefert oder direkt verkauft hat, außer in Fällen höherer Gewalt oder wenn die Übertragung nicht zu einer Zusammenlegung der Referenzmengen seitens des übernehmenden Erzeugers führt und dieser hauptberuflich Landwirt ist;

5° Unbeschadet der in Artikel 1, Punkt 15° und 16° angeführten Sonderbedingungen kann der übernehmende Erzeuger während des laufenden Zeitraums sowie während der zwei darauffolgenden Zeiträume keine Übertragung von Referenzmengen in der Eigenschaft als Überlasser durchführen, außer in Fällen höherer Gewalt, im Falle des Verkaufs oder der Übertragung durch Erbschaft von für die Milchproduktion bestimmten Ländereien, oder wenn der Überlasser und der Übernehmer im ersten Grad verwandt oder verschwägert sind oder wenn die Übertragung nicht zu einer Zusammenlegung der Referenzmengen seitens des übernehmenden Erzeugers führt und dieser hauptberuflich Landwirt ist;

6° Auf einer Parzelle, die nicht seit dem 1. April 1996 ununterbrochen Teil seines Betriebs ist, darf der überlassende Erzeuger nicht nach dem 1. April 1996 eine neue Milchanlage und/oder neue Stallungen für Milchkühe errichtet haben;

7° Diese Bestimmung findet keine Anwendung, wenn der Übernehmer mit dem Überlasser im ersten Grad in absteigender Linie verwandt oder verschwägert ist und die folgenden Bedingungen erfüllt sind:

a) Bevor eine Übertragung von Referenzmengen stattgefunden hat, hat der Überlasser bei der Verwaltung einen Antrag auf Delokalisierung der Einrichtungen für die Erzeugung, Lieferung oder den Direktverkauf (Stallungen und/oder Milchanlagen und/oder Kühlanlagen) auf dem Gebiet der früheren Gemeinde, auf dem sich die Einrichtungen der betreffenden Produktionseinheit befinden oder auf dem Gebiet einer früheren Nachbargemeinde eingereicht;

b) die Begründung der Genehmigung zur Delokalisierung ist ausschließlich die von den zuständigen Behörden übermittelte Ablehnung der Bau- oder der Betriebsgenehmigung.

**Art. 6** - § 1. Wird ein Betrieb ganz oder teilweise übertragen, weil der Vermieter dem Erzeuger gekündigt hat und diese Kündigung durch den Friedensrichter für gültig erklärt worden ist, es sei denn diese Kündigung beruht auf Artikel 7, 6°, 7° und 8° des Gesetzes vom 4. November 1969 zur Abänderung der Gesetzgebung über die Landpacht und über das Vorkaufsrecht zugunsten der Pächter von ländlichen Gütern, zuletzt abgeändert durch das Gesetz vom 7. November 1988, und der Erzeuger produziert auf einer Milchproduktionseinheit, die in der gleichen Zone gelegen ist, weiterhin Milch, unbeschadet der Artikel 5, 9 und 10 des vorliegenden Erlasses; dieser Erzeuger behält einen Teil oder die Gesamtheit seiner Referenzmenge, unter der Bedingung, dass die Summe der bewahrten Referenzmenge und der Referenzmenge, die dem Betrieb entspricht, den er übernimmt, die Referenzmenge, über die er vor Ablauf des Pachtvertrags verfügte, nicht übersteigt.

§ 2. Für die Anwendung dieser Regelung gilt als Teilübertragung:

1° eine Kündigung, die alle Stallungen und Milchanlagen der Milchproduktionseinheit betrifft;

2° eine Kündigung, die Ländereien betrifft und die dazu führt, dass die Restfläche des Erzeugers sich verringert, so dass die Referenzmenge pro Hektar 10.000 Liter übersteigt; diese Fläche wird unter Bezugnahme auf die Flächenerklärung des Erzeugers bestimmt;

3° die Fälle 1° und 2° in Verbindung.

§ 1 ist im Falle einer Enteignung anwendbar.

**Art. 7** - Wenn Ländereien, die dem überlassenden Erzeuger gehören, mit einer Hypothek belastet sind und der Hypothekengläubiger seinem Schuldner und der Verwaltung mit einem Einschreibebrief mitgeteilt hat, dass er sich jeglicher Übertragung einer Referenzmenge je Hektar, die die durchschnittliche Referenzmenge je Hektar der Ländereien, deren Nutznießer der Erzeuger ist, übersteigt, widersetzt, so darf die Referenzmenge je übertragenen Hektar diese durchschnittliche Referenzmenge nicht übersteigen.

Dieser Einspruch ist nur dann gültig, wenn er auf die Zustellung einer Pfändungsurkunde für Immobilien oder einer amtlichen Zahlungsaufforderung wie in Artikel 1564 des Gerichtsgesetzbuches angeführt folgt.

**Art. 8** - Im Falle der Zwangsauflösung eines Betriebs wird die Referenzmenge auf den in Artikel 1, 15° und 16° angeführten Erzeuger übertragen.

In Ermangelung dieser Übertragung wird die Referenzmenge unter den Erzeugern aufgeteilt und zwar im Verhältnis zu den Flächen, deren Nutznießung sie übernehmen oder behalten.

Diese Erzeuger können jedoch ein Abkommen abschließen, in dem eine andere Aufteilung vorgesehen wird, unter der Bedingung, dass die Referenzmenge pro Hektar 20.000 Liter nicht übersteigt.

**Art. 9** - § 1. Von jenen Referenzmengen, die Gegenstand einer Übertragung gemäß den Artikeln 5 und 13 sind oder waren, mit Ausnahme der Übernahme oder der Gründung eines Betriebs, werden 90 % der nationalen Reserve zugeführt, wenn diese Übertragung Erzeuger betrifft, die im ersten Grad weder verwandt noch verschwägert sind.

§ 2. Eine Verwandtschaft oder Verschwägerung ersten Grades muss zwischen dem Überlasser und dem Übernehmer bestehen:

1° wenn der übernehmende Erzeuger eine landwirtschaftliche Gesellschaft ist, müssen die nachfolgenden Bedingungen erfüllt sein:

a) Eine Verwandtschaft oder Verschwägerung ersten Grades muss wenigstens bei einem der geschäftsführenden Gesellschafter, die in der Gründungsakte der landwirtschaftlichen Gesellschaft angeführt werden oder die die Eigenschaft eines Geschäftsführers dieser landwirtschaftlichen Gesellschaft über die neun vergangenen Jahre hinweg ohne Unterbrechung besessen haben, bestehen;



b) alle unter a) angeführten geschäftsführenden Gesellschafter müssen untereinander im ersten Grad verwandt oder verschwägert oder Verwandte in seitlicher Linie im zweiten Grad sein;

2° handelt es sich bei dem übernehmenden Erzeuger um eine Vereinigung von natürlichen Personen, muss zwischen dem überlassenden und dem übernehmenden Erzeuger wenigstens bei einer der natürlichen Personen, die diese Vereinigung bilden, eine Verwandtschaft oder Verschwägerung ersten Grades bestehen. Die Mitglieder dieser Vereinigung müssen die nachfolgenden Bedingungen erfüllen:

a) alle natürlichen Personen, die diese Vereinigung bilden, müssen untereinander im ersten Grad verwandt oder verschwägert oder Verwandte in seitlicher Linie im zweiten Grad sein;

b) wird diese Vereinigung durch zwei Ehepartner gebildet, so muss der überlassende Erzeuger eine natürliche Person oder eine von zwei Ehepartnern gebildete Vereinigung von natürlichen Personen sein.

Die an den Verwandtschafts- oder Verschwägerungsgrad gebundene Bedingung kann nicht erfüllt werden, wenn entweder der überlassende Erzeuger oder der übernehmende Erzeuger eine andere juristische Person als die landwirtschaftliche Gesellschaft ist, eine Vereinigung von juristischen Personen oder eine Vereinigung von juristischen und natürlichen Personen.

§ 3. Zusätzlich werden von den Referenzmengen, die Gegenstand einer Übertragung sind oder waren, in den nachfolgenden Fällen ebenfalls 90 % der nationalen Reserve zugeführt:

1° der übernehmende Erzeuger ist außer in den Fällen, in denen Artikel 1, 15°, g) anwendbar ist, eine natürliche Person, die am 1. April des nächsten Zeitraums das Alter von 65 Jahren erreicht hat und die während den drei vorangegangenen Zeiträumen nicht ohne Unterbrechung hauptberuflich Landwirt war;

2° der übernehmende Erzeuger ist außer in den Fällen, in denen Artikel 1, 15°, g) anwendbar ist, eine Vereinigung von natürlichen Personen oder eine landwirtschaftliche Gesellschaft, von denen eine der Personen oder einer der geschäftsführenden Gesellschafter am 1. April des nächsten Zeitraums das Alter von 65 Jahren erreicht hat und während den drei vorangegangenen Zeiträumen nicht ohne Unterbrechung hauptberuflich Landwirt war;

3° die Übertragung wird in Anwendung von Artikel 8, Absatz 2 durchgeführt;

4° der übernehmende Erzeuger versäumt es, den Beweis zu erbringen, dass er während des gesamten Jahres des Wirksamwerdens der Übertragung oder im Falle eines Beginns der Betriebstätigkeit während des gesamten darauffolgenden Kalenderjahres hauptberuflich als Landwirt tätig war.

Diese Bestimmung ist nicht anwendbar im Falle einer Übertragung des Betriebs gemäß Artikel 1, 15°, g) oder im Falle einer Übertragung des Betriebs oder eines Teils des Betriebs zwischen Eheleuten oder zwischen im ersten Grad verwandten oder verschwägerten Personen und unter der Bedingung, dass der übernehmende Erzeuger aus nur einer natürlichen Person besteht;

5° der gesamte Betrieb des übernehmenden Erzeugers sowie die übertragenen Ländereien, sind nicht auf dem Gebiet der früheren Gemeinde gelegen, auf dem sich die Anlagen der Produktionseinheit befanden, von der die von der Verwaltung auf der zu übertragenden Referenzmenge verbuchten Lieferungen und/oder die Direktverkäufe zum 31. März 2002 ausgingen, oder auf dem Gebiet einer früheren Nachbargemeinde. Die Rückführung in die nationale Reserve ist ebenfalls anwendbar, falls die übertragenen Ländereien sich nicht auf dem Gebiet der früheren Gemeinde, auf dem die Milchanlagen und/oder die Stallungen einer Produktionseinheit des Übernehmers gelegen sind, oder auf dem Gebiet einer früheren Nachbargemeinde befinden.

Umfasst der gesamte Betrieb des übernehmenden Erzeugers jedoch eine einzige Produktionseinheit und ist dieser Betrieb auf dem Gebiet der früheren Gemeinde, auf dem sich die Einrichtungen dieser Produktionseinheit befinden, oder auf dem Gebiet einer früheren Nachbargemeinde gelegen, so ist diese Einbehaltung für die Reserve nicht anwendbar, wenn sich die Produktionseinheit, von der die von der Verwaltung auf der zu übertragenden Referenzmenge verbuchten Lieferungen und/oder die Direktverkäufe zum 31. März 2002 ausgingen, auf dem Gebiet der früheren Gemeinde, auf dem die Anlagen der Produktionseinheit des übernehmenden Erzeugers gelegen sind, oder auf dem Gebiet einer früheren Nachbargemeinde befinden.

6° eine der in Artikel 5 angeführten Bedingungen wird nicht oder nicht mehr beachtet.

Im Falle einer Missachtung der in Artikel 5, 2° angeführten Bestimmung werden 90 % der Referenzmenge, die der nationalen Reserve zugeführt werden, proportional zu dem Verhältnis zwischen der Fläche jener übernommenen Ländereien, die während des Zeitraums von neun Jahren ab dem Datum der Übertragung der Referenzmenge nicht ununterbrochen bewirtschaftet worden sind, und der Gesamtfläche der übernommenen Ländereien berechnet.

**Art. 10 - § 1.** Von den Referenzmengen, die gemäß den Artikeln 5 und 13 Gegenstand einer Übertragung zwischen Erzeugern sind, die im ersten Grad verwandt oder verschwägert sind und die sich nicht in einem der in Artikel 9, § 3 angeführten Fälle befinden, werden 90 % der Anteile, die der Referenzmenge des übernehmenden Erzeugers vor der Übertragung hinzugerechnet werden und die die Referenzmenge des Übernehmers nach der Übertragung auf über 520.000 Liter ansteigen lassen, der nationalen Reserve zugeführt.

§ 2. 1° Wenn es sich bei dem übernehmenden Erzeuger um eine Vereinigung von natürlichen Personen handelt, die die in Artikel 9, § 2, 2°, Punkt a) angeführten Bedingungen erfüllen, wird diese Höchstmenge von 520.000 auf 720.000 Liter angehoben.

2° Wenn es sich bei dem übernehmenden Erzeuger um eine landwirtschaftliche Gesellschaft handelt, die die in Artikel 9, § 2, 1°, Punkt b) angeführten Bedingungen erfüllt und deren Geschäftsführer alle die in Artikel 9, § 2, 1°, Punkt a) angeführten Bedingungen erfüllen, wird diese Höchstmenge von 520.000 auf 720.000 Liter angehoben.

§ 3. Die Einbehaltung für die nationale Reserve ist nicht anwendbar auf den Teil der Referenzmenge, über den der Überlasser bereits für den Zeitraum vom 1. April 1991 bis zum 31. März 1992 verfügte, wenn der überlassende Erzeuger und der übernehmende Erzeuger im ersten Grad verwandt oder verschwägert sind und die nachfolgenden Bedingungen erfüllen:

1° der Überlasser darf während dem laufenden Zeitraum keine Referenzmenge übernommen haben;

2° weder der Überlasser noch der Übernehmer haben am 1. April des Zeitraums, im Laufe dessen die Übertragung wirksam wird, das Alter von 65 Jahren erreicht. Handelt es sich um eine Vereinigung von natürlichen Personen oder eine landwirtschaftliche Gesellschaft wird das Alter der ältesten Person oder des ältesten geschäftsführenden Gesellschafters berücksichtigt;

3° der Übernehmer darf weder während den neun Zeiträumen vor dem laufenden Zeitraum, noch während dieses laufenden Zeitraums einen Betrieb im Sinne von Artikel 1, 15° übernommen haben. Diese Dauer von neun Zeiträumen kann jedoch auf fünf verringert werden, wenn der betreffende Antrag auf Übernahme eines Betriebs vor dem 1. Januar 1997 eingereicht worden ist;

4° Sind der übernehmende Erzeuger, der überlassende Erzeuger oder beide als landwirtschaftliche Gesellschaft gegründet worden, so müssen alle Geschäftsführer die in Artikel 9, § 2, 1°, Punkt a) angeführten Bedingungen erfüllen.

**Art. 11** - § 1. Die Referenzmengen, die Gegenstand einer Übertragung sind, werden zu 100 % der nationalen Reserve zugeführt, wenn es sich um Referenzmengen handelt, die der Erzeuger gemäß Artikel 6 ganz oder teilweise überträgt.

§ 2. Die Referenzmengen eines Erzeugers, der während eines Zeitraums seine gesamte Milch oder einen Teil davon in einer Milchproduktionseinheit produziert hat, die in einer anderen Zone gelegen ist als die, auf die sich seine Referenzmenge bezieht, werden am ersten Tag des darauffolgenden Zeitraums zu 100 % der nationalen Reserve zugeführt.

§ 3. Die Referenzmengen, die Gegenstand einer Übertragung sind, werden am ersten Tag des darauffolgenden Zeitraums zu 100 % der nationalen Reserve zugeführt, falls zwischen Erzeugern, deren jeweilige Milchproduktionseinheiten zwei unterschiedlichen Zonen angehören, der Betrieb ganz oder teilweise übertragen wird.

§ 4. Bei Missachtung einer der in Artikel 1, 15° und/oder 16° angeführten Bedingungen werden 100 % der Referenzmengen, die in Anwendung dieser Punkte 15° oder 16° auf den Erzeuger übertragen worden waren, oder über die er zum Zeitpunkt der Betriebsgründung verfügte, am ersten Tag des darauffolgenden Zeitraums der nationalen Reserve zugeführt.

Im Falle einer Missachtung der in Artikel 5, 2° angeführten Bestimmung werden 90 % der Referenzmenge, die der nationalen Reserve zugeführt werden, proportional zu dem Verhältnis zwischen der Fläche jener übernommenen Ländereien, die während des Zeitraums von neun Jahren ab dem Datum der Übertragung der Referenzmenge nicht ununterbrochen bewirtschaftet worden sind einerseits und der Gesamtfläche der übernommenen Ländereien andererseits berechnet.

**Art. 12** - Wird ein Betrieb ganz oder teilweise auf eine Person übertragen, die nicht Erzeuger ist, beläuft sich die Einbehaltung für die nationale Reserve unbeschadet der Bestimmungen von Artikel 15 auf 100 % der übertragenen Referenzmenge.

**Art. 13** - § 1. Stellt die Verwaltung fest, dass die Produktion von Milch oder Milcherzeugnissen von zwei oder mehreren Erzeugern aus dem gleichen Betrieb stammt, führt sie von Amts wegen eine Zusammenlegung der betreffenden Erzeuger durch.

In diesem Fall geht die Verwaltung dazu über, die Referenzmengen, die auf diesem Betrieb verfügbar sein können, zu berichtigen, indem sie die Bestimmungen der Artikel 5, 9, 10 und 14, § 1 anwendet.

§ 2. Außer in Fällen höherer Gewalt wird die in § 1 erwähnte Zusammenlegung von Amts wegen ebenfalls durchgeführt, wenn festgestellt wird, dass Erzeuger die gleichen Produktionsmittel einer Milchproduktionseinheit nutzen, oder wenn die Verwaltung aller Produktionsmittel einer Milchproduktionseinheit oder eines Teils davon für eine Dauer von weniger als 24 Monaten von Erzeugern untereinander zeitweilig übertragen wird, sei es direkt oder über Drittpersonen.

Diese Bestimmung findet jedoch keine Anwendung auf jene Erzeuger, die bereits vor dem 1. April 1996 in der gleichen Milchproduktionseinheit tätig waren und zwischen denen spätestens im Laufe des Wirtschaftsjahres 1995-1996 in der gleichen Milchproduktionseinheit bereits die vorerwähnte Übertragung der Verwaltung stattgefunden hat.

§ 3. Im Falle einer Zusammenlegung von Amts wegen kann der betreffende Erzeuger innerhalb eines Monats nach der Zustellung des Beschlusses für den Teil der Referenzmengen, die im Falle einer ausbleibenden Freigabe der nationalen Reserve zugeführt würden, eine Freigabe gemäß Artikel 15 beantragen.

§ 4. Folgt der in Artikel 3, § 1 angeführte Antrag auf eine Zusammenlegung von Amts wegen, kann er bis zum 31. Dezember des Zeitraums eingereicht werden, insofern er sich auf eine Referenzmenge bezieht, die gemäß den Bestimmungen von Artikel 15 freizugeben ist.

§ 5. Ab dem 1. April des Zeitraums, der auf die Zustellung des Beschlusses zur Zusammenlegung von Amts wegen folgt, können die in § 3 angeführten Referenzmengen für die Bestimmung der Zusatzabgabe nicht mehr berücksichtigt werden.

Ab der Zustellung dieses Beschlusses können diese genannten Referenzmengen nicht mehr durch den Erzeuger gemäß den Bestimmungen der Artikel 5, 9 und 10 übertragen werden.

§ 6. Nachdem die Verwaltung den betreffenden Erzeugern ihren Beschluss zur Zusammenlegung von Amts wegen zugestellt hat, haben diese die Möglichkeit, bei dem leitenden Beamten der Verwaltung innerhalb eines Monats nach der Zustellung dieses Beschlusses eine Beschwerde einzureichen.

Bestätigt der leitende Beamte nach Überprüfung der Beschwerde den Beschluss, eine Zusammenlegung von Amts wegen zu vollziehen, verfügen die betreffenden Erzeuger über einen neuen Zeitraum von einem Monat um die in Artikel 15 angeführte Freigabe durchzuführen.

**Art. 14** - § 1. Die in den Artikeln 5 bis 12 angeführten Übertragungen von Referenzmengen werden entweder von Amts wegen eingetragen, oder auf einen Antrag, der anhand eines bei der Verwaltung erhältlichen Antragsformulars bei dieser Verwaltung einzureichen ist und dem alle Belege für die Übertragung von Ländereien beizufügen sind.

Die Anträge auf Übertragung dürfen lediglich Ländereien betreffen, die in Belgien bewirtschaftet werden und die der Überlasser in seiner Flächenerklärung des Kalenderjahres vor dem betreffenden Zeitraum angegeben hat.

Die übertragenen Parzellen müssen auf den Karten der Flächenerklärungen angegeben werden.

§ 2. Ein Antrag darf sich nur auf die Übertragung eines Betriebs oder eines Teils eines Betriebs beziehen, die frühestens am 1. April des vorherigen Zeitraums stattgefunden hat oder spätestens am 31. März des laufenden Zeitraums stattfinden wird. Damit er für zulässig gewertet werden kann, ist der Antrag spätestens am 30. November des Zeitraums einzureichen.

§ 3. Mit Ausnahme der Fälle, in denen Betriebe übernommen oder gegründet werden, werden die Übertragungen von Referenzmengen sowie die entsprechenden Einbehaltungen für die nationale Reserve mit Wirkung vom 1. April des folgenden Zeitraums durchgeführt.

Im Falle einer Übernahme oder einer Betriebsgründung muss die Übertragung von Ländereien zwischen dem 1. April des vorherigen Zeitraums und dem 31. März des laufenden Zeitraums stattfinden. In diesem Fall dürfen die Übertragungen von Referenzmengen nur nach der Übertragung von Ländereien durchgeführt werden und sie dürfen frühestens am 1. April des laufenden Zeitraums und spätestens am 1. April des darauffolgenden Zeitraums wirksam werden. Die entsprechenden Einbehaltungen für die nationale Reserve werden mit Wirkung vom 1. April des folgenden Zeitraums durchgeführt.

§ 4. Die Verwaltung prüft, ob die Bedingungen für eine Übertragung vorhanden sind und führt diese aus. Die Verwaltung übermittelt den betroffenen Parteien ihren Beschluss. Die Parteien haben die Möglichkeit, bei dem leitenden Beamten der Verwaltung innerhalb eines Monats nach der Übermittlung dieses Beschlusses eine Beschwerde einzureichen.

**Art. 15** - § 1. Zu Beginn eines Zeitraums und gegen Vorauszahlung können die Erzeuger die Neuaufteilung von Referenzmengen erreichen, die am Ende des vorherigen Zeitraums von anderen Erzeugern derselben Zone endgültig freigegeben worden sind, gegen Zahlung einer Vergütung, die der vorerwähnten Zahlung entspricht, wenn sie folgende Bedingungen erfüllen:

1° die Freigabe und die Neuaufteilung sind nur auf die Referenzmengen "Lieferungen" anwendbar;

2° für die freigegebene Referenzmenge beläuft sich die Vergütung auf 0,37 EUR pro Liter Milch; der Betrag dieser Vergütung wird erhöht oder verringert, je nach dem in Artikel 2 festgelegten repräsentativen Fettgehalt der Referenzmenge für Lieferungen, und zwar um 0,0002 EUR je 0,01 Gramm über oder unter 37 Gramm;

3° für die pro Zone neu aufzuteilenden Referenzmengen entspricht der Referenzwert des Fettgehalts dem gewichteten Durchschnittswert der repräsentativen Fettgehalte aller während des Zeitraums pro Zone freigegebenen Referenzmengen; die Vergütung pro Liter Milch mit dem so berechneten repräsentativen Fettgehalt entspricht dem Gesamtbetrag der auf der Grundlage der unter 2° angeführten Bestimmungen pro Zone an die überlassenden Erzeuger zu zahlenden Vergütungen, geteilt durch die Gesamtanzahl Liter der in derselben Zone freigegebenen Referenzmengen;

4° der überlassende Erzeuger, der sich verpflichtet, am Ende des Zeitraums endgültig seine Referenzmenge für Lieferungen vollständig oder teilweise freizugeben, ist verpflichtet, dies wie unter Punkt 6° angeführt zu beantragen. Die Referenzmenge wird in ihrer jeweiligen Zugehörigkeitszone freigegeben;

5° der anspruchsberechtigte Erzeuger, der zu Beginn des nächsten Zeitraums bei der Neuaufteilung von Referenzmengen berücksichtigt werden möchte, ist ebenfalls verpflichtet, dies wie unter Punkt 6° angeführt zu beantragen. Ein Erzeuger kann nur in der Zugehörigkeitszone seiner Referenzmenge bei einer Neuaufteilung berücksichtigt werden. In dem in Artikel 13 angeführten Fall kann nur einer der Erzeuger bei der Neuaufteilung von Referenzmengen berücksichtigt werden;

6° Für die Freigabe oder die Neuaufteilung von Referenzmengen muss der überlassende Erzeuger oder der anspruchsberechtigte Erzeuger in der Zugehörigkeitszone seiner Referenzmenge einen Antrag anhand eines bei der Verwaltung erhältlichen Musterformulars einreichen. Für die unter den Punkten 4° und 5° angeführten Anträge müssen die nachfolgenden Bedingungen erfüllt sein:

a) die unter Punkt 4° angeführten Anträge für die Freigabe von Referenzmengen müssen, um als zulässig gewertet werden zu können, zwischen dem 1. April und dem 30. November des betreffenden Zeitraums per Einschreibebrief bei der Verwaltung eingereicht werden. Diese Frist ist auf die in Artikel 13 angeführten Anträge auf Freigabe nicht anwendbar.

b) die unter Punkt 5° angeführten Anträge für die Neuaufteilung der Referenzmengen müssen, um als zulässig gewertet werden zu können, zwischen dem 1. Oktober und dem 30. November des betreffenden Zeitraums per Einschreibebrief bei der Verwaltung eingereicht werden.

7° Ab dem Zeitraum, der am 1. April 1999 begonnen hat, wird die Neuaufteilung der freigegebenen Referenzmengen innerhalb jeder Zone zwischen den nachfolgenden Kategorien von Erzeugern durchgeführt:

a) die Erzeuger, die das Alter von 35 Jahren am 1. April des darauffolgenden Zeitraums noch nicht erreicht haben; handelt es sich um Erzeuger, die die in Artikel 1, 7°, d) angeführte Bedingung erfüllen, so wird lediglich der Ehepartner berücksichtigt, der die in Artikel 1, 7°, a) angeführten Bedingungen erfüllt; im Falle einer Vereinigung kann nur die jüngste natürliche Person, die die in Artikel 1, 7°, a) angeführten Bedingungen erfüllt, berücksichtigt werden, oder im Falle einer landwirtschaftlichen Gesellschaft kann nur das Alter des jüngsten geschäftsführenden Gesellschafters, der zum Zeitpunkt der Übernahme der Referenzmenge bereits tätig war, berücksichtigt werden;

b) die anderen Erzeuger;

Die Neuaufteilung wird so durchgeführt, dass:

a) pro Zone 50 % der freigegebenen Referenzmengen den Erzeugern der unter Absatz 1, a) angeführten Kategorie und die restlichen 50 % den Erzeugern der unter Absatz 1, b) angeführten Kategorie gewährt werden;

b) jedem der Erzeuger, der in jeder Kategorie für die Neuaufteilung in Frage kommt, die gleiche Menge gewährt wird, ohne dass diese die Menge übersteigt, für die er einen unter Punkt 5° angeführten Antrag eingereicht hat.

8° Die Verwaltung übermittelt den betroffenen Erzeugern ihren Beschluss. Diese Erzeuger haben die Möglichkeit, bei dem leitenden Beamten der Verwaltung innerhalb eines Monats nach der Übermittlung dieses Beschlusses eine Beschwerde einreichen.

§ 2. Um für eine Neuaufteilung der Referenzmengen in Frage kommen zu können, muss der anspruchsberechtigte Erzeuger die folgenden Bedingungen erfüllen:

1° er muss hauptberuflich Landwirt sein und am 1. April des darauffolgenden Zeitraums über eine Referenzmenge verfügen.

Ab dem Zeitraum 2003-2004 ist die Bedingung, hauptberuflich Landwirt zu sein, nicht anwendbar auf jene von dem Minister anerkannten Einrichtungen, die einen Teil ihrer Tätigkeit der wissenschaftlichen Forschung und/oder dem Bildungswesen im Bereich der Milchwirtschaft widmen einerseits und auf die anerkannten Landwirtschaftsausstellungen andererseits.

Versäumt der anspruchsberechtigte Erzeuger es, während der gesamten Dauer des Kalenderjahres der Neuaufteilung oder - falls er seine Betriebstätigkeit beginnt - während des gesamten darauffolgenden Kalenderjahres die verlangten Beweise zu liefern, so wird die diesem Erzeuger im Rahmen der Neuaufteilung gewährte Referenzmenge der nationalen Reserve zugeführt;

2° vor der Neuaufteilung darf er nicht über eine gesamte Referenzmenge für Lieferungen und Direktverkäufe von mehr als 20.000 Liter je Hektar Futterfläche des Betriebs verfügen; der Beweis, dass diese Bedingung erfüllt ist, ist durch die Flächenerklärung zu erbringen, oder in Ermangelung einer Flächenerklärung durch eine Erklärung auf das Ehrenwort, die durch eine Flächenerklärung des darauffolgenden Kalenderjahres zu bestätigen ist; in Ermangelung dieser Bestätigung wird die diesem Erzeuger im Rahmen der Neuaufteilung gewährte Referenzmenge der nationalen Reserve zugeführt.

Bei den berücksichtigten Futterflächen handelt es sich um die Flächen "Mais", "Wiesen" und "andere Futtermittel" der Flächenerklärung, d.h. die Codes 201, 202, 611, 612, 621, 622, 71, 72, 73, 741, 742 und 743;

3° er muss sich unwiderruflich verpflichten, für die Referenzmengen, die ihm im Rahmen der Neuaufteilung gewährt worden sind, innerhalb eines Kalendermonats nach dem Datum der Mitteilung des Ergebnisses der Neuaufteilung die gesamte Vergütung zu zahlen.

In Ermangelung einer Zahlung innerhalb dieses Zeitraums hat der anspruchsberechtigte Erzeuger ab dem ersten Tag nach Ablauf des Zeitraums von Rechts wegen Verzugszinsen zu zahlen, die zum gesetzlichen Zinssatz berechnet werden.

Zudem kann der Erzeuger, der es versäumt, die betreffenden Zahlungen innerhalb der vorgesehenen Frist zu leisten, im darauffolgenden Zeitraum nicht für die Neuaufteilung der Referenzmengen berücksichtigt werden. Zum Zeitpunkt der Antragstellung führt jegliche bestehende Schuld dazu, dass dieser Antrag als null und nichtig gewertet wird;

4° er darf während des laufenden Zeitraums oder während den zwei vorhergehenden Zeiträumen weder als Überlasser eine Übertragung einer Referenzmenge vorgenommen haben, noch eine Referenzmenge endgültig freigegeben haben;

5° außer bei der Übernahme oder der Gründung eines Betriebs darf er während des laufenden Zeitraums keinen Antrag auf Übertragung von Referenzmengen als Übernehmer eingereicht haben;

6° er darf während des laufenden Zeitraums keinen Antrag auf zeitweilige Abtretung von Referenzmengen eingereicht haben;

7° er darf die im Rahmen der Neuaufteilung gewährten Referenzmengen während den fünf Zeiträumen nach der Neuaufteilung nicht freigeben, außer im Fall einer Freigabe seiner gesamten Referenzmenge. Im Fall eines Antrags auf teilweise Freigabe während eines dieser fünf Zeiträume, werden die dem Erzeuger im Rahmen der Neuaufteilung gewährten Referenzmengen am 1. April des darauffolgenden Zeitraums der nationalen Reserve zugeführt.

**Art. 16** - § 1. Zusätzliche individuelle Referenzmengen für Lieferungen und/oder für Direktverkäufe, die den verfügbaren Reserven entnommen werden, werden am 1. April 2003 den von dem Minister anerkannten Einrichtungen, die einen Teil ihrer Tätigkeit der wissenschaftlichen Forschung und/oder dem Bildungswesen im Bereich der Milchwirtschaft widmen einerseits und den anerkannten Landwirtschaftsausstellungen andererseits gewährt.

Die gewährten Mengen entsprechen den während des Zeitraums 2001-2002 effektiv genutzten Mengen, die während dieses Zeitraums Gegenstand einer zeitweiligen Abtretung waren, die sich auf die in Artikel 18 angeführte Referenzmenge bezieht, die um 5 % erhöht wird. Die gewährten Mengen werden unter Berücksichtigung der repräsentativen Milchfettgehalte angepasst, je nachdem ob es sich um Referenzmengen für Lieferungen und/oder für Direktverkäufe handelt.

§ 2. Individuelle Referenzmengen von einem Liter für Lieferungen oder für Direktverkäufe, die den verfügbaren Reserven entnommen werden, können am 1. April des Zeitraums nach dem laufenden Zeitraum den von dem Minister anerkannten Einrichtungen, die einen Teil ihrer Tätigkeit der wissenschaftlichen Forschung und/oder dem Bildungswesen im Bereich der Milchwirtschaft widmen einerseits und den anerkannten Landwirtschaftsausstellungen andererseits gewährt werden.

§ 3. Im Falle eines Antrags auf Übertragung eines gesamten Betriebs oder eines Teils davon oder im Falle von Anträgen auf vollständige oder teilweise Freigabe werden die gemäß § 1 und § 2 gewährten zusätzlichen individuellen Referenzmengen am ersten Tag des darauffolgenden Zeitraums zu 100 % der nationalen Reserve zugeführt.

**Art. 17** - Jede Referenzmenge, die einem Erzeuger gewährt worden ist, der während eines gesamten Zeitraums keine in einer Milchproduktionseinheit, die auf dem Gebiet der Zugehörigkeitszone seiner Referenzmenge gelegen ist, produzierte Milch oder sonstige Milcherzeugnisse vermarktet hat, wird nach Ablauf der betreffenden Periode der nationalen Reserve zugeführt.

Die äußerste Frist, innerhalb deren ein Erzeuger in einer Produktionseinheit, die auf dem Gebiet der Zugehörigkeitszone seiner Referenzmenge gelegen ist, wieder Milch produzieren muss, damit ihm erneut seine Referenzmenge gewährt werden kann, ist auf den 31. März des Zeitraums, der auf den Zeitraum folgt, während dem der Erzeuger keinerlei Milch oder Milcherzeugnisse vermarktet hat, festgelegt.

**Art. 18** - Dem belgischen Staat kann eine spezifische Referenzmenge für die wissenschaftliche Forschung und das Bildungswesen gewährt werden.

**Art. 19** - § 1. Was die Lieferungen betrifft, ist der Käufer verpflichtet, vor dem 21. jedes Monats der Verwaltung alle Informationen über die Lieferungen des vorherigen Monats zu übermitteln.

Nach von dem Minister festgelegten Modalitäten ist der Käufer oder die Person, die im Auftrag des Käufers die Einsammlung der Milch durchführt, verpflichtet, bei jeder Sammlung ein Dokument auszufüllen, das der Erzeuger aufzubewahren hat und in dem für jede einzelne Produktionseinheit die Lieferungen aufgeführt werden.

Die Käufer sind verpflichtet, vor dem 30. April nach dem betreffenden Zeitraum alle geforderten Informationen bezüglich der Lieferungen des vorherigen Zeitraums zu bestätigen.

Die Käufer sind verpflichtet, während wenigstens fünf Jahren ab dem Ende des Zeitraums die Belege für jede einzelne Lieferung in Form des datierten und ordnungsgemäß identifizierten Originalberichts jeder Einsammlung aufzubewahren.

§ 2. Was die Direktverkäufe betrifft, hat der Erzeuger, der direkt Milch oder Milcherzeugnisse im Laufe des betreffenden Zeitraums verkauft hat oder der über eine Referenzmenge für Direktverkäufe verfügt, gemäß den Bestimmungen der Artikel 6 bis 14 der Verordnung (EG) Nr. 1392/2001 folgende Verpflichtungen zu erfüllen:

1° in einem von der Verwaltung zur Verfügung gestellten Nachweisbuch eine Bestandsbuchhaltung sowie ein ständiges Verzeichnis der für die Milchproduktion eingesetzten Kühe zu führen.

Dieses Nachweisbuch und die diesbezüglichen Belege werden während fünf Jahren der Verwaltung zur Verfügung gehalten;

2° vor Ende des Monats nach dem betreffenden Monat der Verwaltung die monatliche Erklärung der Verkäufe von Milch und Milcherzeugnissen, die in das unter 1° angeführte Nachweisbuch einzufügen ist, zu übermitteln;

3° für einen Zeitraum das Erklärungsformular der Verkäufe von Milch und Milcherzeugnissen auszufüllen, das ebenfalls in das unter 1° angeführte Nachweisbuch einzufügen ist;

4° dieses Formular an die lokale Dienststelle der Verwaltung spätestens am 30. April des darauffolgenden Zeitraums per Einschreibebrief zurückzusenden, ggf. mit den Antrag auf zeitweilige Abänderung oder zeitweilige Festlegung der Referenzmengen gemäß Art. 3, § 1.

§ 3. Hat die Übermittlung der in § 1 und § 2, 4° angeführten Informationen und Erklärungen am 15. Mai des darauffolgenden Zeitraums nicht stattgefunden, finden die in Artikel 6, Punkt 3 der Verordnung (EG) Nr. 1392/2001 vorgesehenen Bußgelder Anwendung.

**Art. 20 - § 1.** Die Verwaltung wird mit der Erhebung der Zusatzabgabe beauftragt.

§ 2. Bei Lieferungen ist die Zusatzabgabe durch den abgabepflichtigen Käufer vor dem 22. August des darauffolgenden Zeitraums an die Verwaltung zu zahlen. Bei einer Missachtung dieser Frist wird auf die geschuldeten Beträge auf jährlicher Basis der gesetzliche Zinssatz angewandt.

Die Zusatzabgabe muss zum Zeitpunkt der Abrechnung am Ende des betreffenden Zeitraums von dem Käufer, den der abgabepflichtige Erzeuger beliefert, entrichtet werden.

Der Käufer behält auf den Milchpreis, den er dem Erzeuger, der Schuldner der Abgabe ist, schuldet, den geschuldeten Betrag ein oder zieht diesen auf jede angemessene Art und Weise ein.

Wenn die von einem Erzeuger gelieferten Mengen die Referenzmenge, über die er verfügt, übersteigen, ist der Käufer befugt, als Vorschuss auf die geschuldete Abgabe den Betrag des Milchpreises auf alle Lieferungen dieses Erzeugers, die die zum Zeitpunkt der Einbehaltung bekannte Referenzmenge übersteigen, einzubehalten.

§ 3. Bei Direktverkäufen ist die Zusatzabgabe durch den Erzeuger vor dem 1. September des darauffolgenden Zeitraums zu entrichten. Bei einer Missachtung dieser Frist wird auf die geschuldeten Beträge auf jährlicher Basis der gesetzliche Zinssatz angewandt.

§ 4. Ist der Käufer oder der Erzeuger nicht in der Lage, die geschuldete Zusatzabgabe zu entrichten, trifft die Verwaltung alle notwendigen Maßnahmen.

**Art. 21 - § 1.** Die Beteiligung der Erzeuger an der Zahlung der geschuldeten Zusatzabgabe wird nach der Gewährung der nicht genutzten Referenzmengen festgelegt und zwar einerseits für die Lieferungen und andererseits für die Direktverkäufe für alle Erzeuger, die für den betreffenden Zeitraum ihre Referenzmenge jeweils für Lieferungen oder für Direktverkäufe überschritten haben. Diese Gewährung wird so geregelt, dass jeder Erzeuger jeweils für Lieferungen, oder für Direktverkäufe eine gleiche Menge erhält, die jedoch auf seine jeweiligen Überschreitungen begrenzt ist und die im Fall von Lieferungen 15.000 Liter nicht übersteigen darf.

§ 2. Folgenden Erzeugern dürfen keine dieser Mengen für Lieferungen und Direktverkäufe gewährt werden.

1° die Erzeuger, von denen Lieferungen oder Direktverkäufe falsch oder nicht mitgeteilt worden sind;

2° die Erzeuger, die an einen nicht zugelassenen Käufer geliefert haben;

3° die Erzeuger, die die in Artikel 19, § 1, Absatz 2 angeführten Bestimmungen bezüglich der Fristen und Zeitpläne für die Lieferungen nicht beachtet haben;

4° die Erzeuger, die die Bestimmungen von Artikel 19, § 2, 1° und 2° nicht beachtet haben;

5° die Erzeuger, die ihre Informationen und Erklärungen bezüglich des in Artikel 19, § 2, 3° angeführten Formulars am 15. Mai nach dem betreffenden Zeitraum nicht übermittelt haben.

§ 3. Wird im Laufe eines Zeitraums eine Produktionseinheit oder ein Teil einer Produktionseinheit nacheinander von mehreren Erzeugern verwaltet und bewirtschaftet, wird für die Gewährung der nicht genutzten Referenzmengen nur der letzte Erzeuger berücksichtigt.

Wird ein Betrieb im Laufe eines Zeitraums übernommen, wird die Berechnung der Zusatzabgabe sowie die Berechnung der für die in Absatz 1 angeführte Gewährung von Referenzmengen verfügbare Menge durchgeführt, nachdem die jeweiligen Verkäufe und Lieferungen der betreffenden Erzeuger zusammengezählt wurden. Die Zusatzabgabe wird ggf. von dem/den Erzeuger(n) geschuldet, die im Laufe dieses Zeitraums die angegebene behaltene oder übernommene Referenzmenge überschritten haben.

§ 4. In Anwendung der Bestimmungen von Artikel 2, Punkt 4 der Verordnung (EWG) Nr. 3950/92 werden die im Laufe der Zeiträume nach dem 31. März 1999 ungeschuldet gezahlten Zusatzabgaben an die Erzeuger zurückgezahlt und zwar im Verhältnis zu den Litern der Referenzmengen für Lieferungen an einem zu bestimmenden Datum, das nach Anwendung der Artikel 3 und 4 des vorliegenden Erlasses angepasst wird.

Der Betrag der Rückerstattung pro Liter der Referenzmenge für Lieferungen wird auf der Grundlage des Gesamtbetrags der an diesem Datum ungeschuldet gezahlten Zusatzabgaben bestimmt und um eine Finanzrücklage verringert.

Die Erzeuger, die im Laufe eines der Zeiträume nach dem 31. März 2001 ihre auf diese Art und Weise angepasste Referenzmenge um mehr als 15.000 Liter überschritten haben, verlieren ihre Ansprüche auf eventuelle Rückerstattungen.

**Art. 22** - Für die Anwendung des vorliegenden Erlasses können die Angaben berücksichtigt werden, die die Erzeuger gemäß den Bestimmungen des Königlichen Erlasses vom 2. April 2001 über die Durchführung einer jedes Jahr im Mai durch das Nationale Statistische Institut organisierten landwirtschaftlichen Erhebung übermittelt haben, sowie die Angaben der durch den Ministerialerlass vom 20. Dezember 2001 zur Anwendung des Königlichen Erlass vom 19. Dezember 2001 zur Einführung einer Stützungsregelung für Erzeuger bestimmter landwirtschaftlicher Kulturpflanzen angeführten Flächenerklärung.

**Art. 23** - Für die Anwendung der Zusatzabgabe ist der Minister befugt, alle notwendigen zusätzlichen Maßnahmen zu treffen.

**Art. 24** - Die Verstöße gegen die Bestimmungen der Verordnung (EWG) Nr. 3950/92 und der Verordnung (EG) Nr. 1392/2001, gegen die Bestimmungen des vorliegenden Erlasses und der kraft des vorliegenden Erlasses getroffenen Bestimmungen werden ermittelt, festgestellt und geahndet gemäß den Bestimmungen des Gesetzes vom 28. März 1975 über den Handel mit Erzeugnissen der Landwirtschaft, des Gartenbaus und der Seefischerei.

**Art. 25** - Für die Wallonische Region wird der Königliche Erlass vom 2. Oktober 1996 über die Erhebung einer Zusatzabgabe im Sektor Milch und Milcherzeugnisse aufgehoben.

Die vorab von den Erzeugern im Rahmen des vorerwähnten Königlichen Erlasses vom 2. Oktober 1996 eingegangenen Verbindlichkeiten und Verpflichtungen bleiben anwendbar, bis sie abgelaufen sind.

**Art. 26** - Der vorliegende Erlass wird am 1. April 2002 wirksam, mit Ausnahme von Artikel 11, § 2, der am Tag der Veröffentlichung im Belgischen Staatsblatt in Kraft tritt und mit Ausnahme von Artikel 11, § 3 und Artikel 16, die am 1. April 2003 in Kraft treten.

Namur, den 19. Dezember 2002

Der Minister-Präsident,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE  
Der Minister der Landwirtschaft und der ländlichen Angelegenheiten,  
J. HAPPART

#### ANLAGE

##### Repräsentative Fettgehalte und Umrechnungskoeffizienten

###### A. Repräsentative Fettgehalte:

Die repräsentativen Fettgehalte werden für die Referenzmengen für Lieferungen und die Referenzmengen für Direktverkäufe festgelegt, die vollständig oder teilweise für Lieferungen an einen Käufer verwendet werden.

###### 1. Basisfettgehalt:

— für die Referenzmenge für Lieferungen: der repräsentative Gehalt der am 31. März 2002 verfügbaren Referenzmenge;

— für die Referenzmenge für Direktverkäufe: 39,14 gr./l Milch.

###### 2. Bei der Angleichung einer Referenzmenge gemäß Artikel 3:

— der repräsentative Fettgehalt für die aufgestockte Referenzmenge entspricht dem gewichteten Durchschnitt des repräsentativen Fettgehalts der Referenzmenge vor Aufstockung und dem repräsentativen Fettgehalt der insgesamt oder teilweise übertragenen Referenzmenge;

— der repräsentative Fettgehalt für die verringerte Referenzmenge wird nicht abgeändert.

3. Beim Abschluss von Vereinbarungen über die zeitweilige Abtretung von den in Artikel 4 angeführten Referenzmengen:

— der repräsentative Fettgehalt der Referenzmenge des übernehmenden Erzeugers entspricht dem gewichteten Durchschnitt der repräsentativen Fettgehalte seiner ursprünglichen Referenzmenge und der Referenzmenge, die ihm zeitweilig zugeteilt worden ist;

— der repräsentative Fettgehalt der Referenzmenge des überlassenden Erzeugers wird nicht abgeändert.

###### 4. Bei einer endgültigen Abänderung der Referenzmengen gemäß Artikel 5 und Artikel 6:

— der repräsentative Fettgehalt der Referenzmenge des übernehmenden Erzeugers entspricht dem gewichteten Durchschnitt der repräsentativen Fettgehalte seiner ursprünglichen Referenzmenge und der Referenzmenge, die ihm endgültig zugeteilt worden ist;

— der repräsentative Fettgehalt der Referenzmenge des überlassenden Erzeugers wird nicht abgeändert.

###### B. Umrechnungskoeffizienten um die vermarkteten Milcherzeugnisse in Liter Vollmilch umzurechnen.

Erzeugnisse	Einheit	Umrechnungskoeffizienten in Vollmilch (1 Liter)
Butter	1 kg	21,8
Rahm mit 20 % Fettgehalt mit 40 % Fettgehalt	1 Liter 1 Liter	5,1 10,2
Käse: - Hart- oder Halbhartkäse - Weichkäse (Herver Art) - Vollmilchquark - Maton	1 kg 1 kg 1 kg 1 kg	10 9 5 7
Rahmeis Milcheis	1 Liter oder 0,5 kg 1 Liter	1,25 0,4

Vollmilchjoghurt und Kefir	1 Liter	1
Joghurt aus teilentrahmter Milch	1 Liter	0,5
Schokoladenvollmilch	1 Liter	1
Halbentrahmte Schokoladenmilch	1 Liter	0,5
Schokoladenbrotaufstrich	1 kg	7,5
Schokoladenmousse	1 kg	1
Pudding: Vanille und Schokolade	1 Liter	1
Cremespeise Vanille und Schokolade	1 Liter	1
Flan	1 Liter	1

Bei der Festlegung dieser Koeffizienten wurde davon ausgegangen, dass die Vollmilch einen Fettgehalt von 39,14 Gramm pro Liter aufweist. Wenn der Erzeuger jedoch in der Lage ist, den Beweis zu erbringen, dass die effektiv für die Herstellung der fraglichen Erzeugnisse verwendeten Mengen verschieden sind, werden die Umrechnungskoeffizienten dementsprechend abgeändert.

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 19. Dezember 2002 über die Erhebung einer Zusatzabgabe im Sektor Milch und Milcherzeugnisse als Anlage beigefügt zu werden.

Namur, den 19. Dezember 2002

Der Minister-Präsident,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister der Landwirtschaft und der ländlichen Angelegenheiten,  
J. HAPPART

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2003 — 1354

[C — 2003/27185]

**19 DECEMBER 2002. — Besluit van de Waalse Regering betreffende de toepassing van de extra heffing in de sector melk en zuivelproducten**

De Waalse Regering,

Gelet op de wet van 28 maart 1975 betreffende de handel in landbouw-, tuinbouw- en zeevisserijproducten, laatst gewijzigd bij de wet van 22 februari 2001;

Gelet op de verordening (EEG) nr. 3950/92 van de Raad van 28 december 1992 tot instelling van een extra heffing in de sector melk en zuivelproducten, laatst gewijzigd bij verordening (EEG) nr. 2028/2002;

Gelet op de verordening (EEG) nr. 1392/2001 van de Commissie van 9 juli 2001 houdende uitvoering van de verordening (EEG) nr. 3950/92 van de Raad tot instelling van een extra heffing in de sector melk en zuivelproducten;

Gelet op het koninklijk besluit van 2 oktober 1996 betreffende de toepassing van de extra heffing in de sector melk en zuivelproducten, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 10 januari 1997, 14 januari 1997, 8 september 1997, 27 maart 1998, 6 oktober 1998, 22 maart 1999, 11 april 1999, 13 maart 2000, 23 mei 2000 en 1 oktober 2001;

Gelet op het akkoord van 15 juli 2002 op de Interministeriële Conferentie Landbouw betreffende de overheveling van de bevoegdheden inzake landbouwbeleid naar de Gewesten en, in het bijzonder, wat betreft de toepassingswijze voor de extra heffing in de sector melk en zuivelproducten;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, vervangen bij de wet van 4 juli 1989 en gewijzigd bij de wet van 4 augustus 1996;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat de wijze voor de herverdeling van de referentiehoeveelheden zodanig geregeld dient te worden dat de waarde van die referentiehoeveelheden, alsmede van de speculaties terzake, teruggedrongen wordt en dat die regelgeving toegepast dient te worden op de periode van twaalf maanden dat aanving op 1 april 2002;

Overwegende dat de bevoegdheden op landbouwvlak vanaf 1 januari 2002 aan de Gewesten toegewezen zijn;

Overwegende dat er maatregelen getroffen dienen te worden om de beslissingen betreffende de bevoegdheids-overheveling toe te passen;

Overwegende dat de continuïteit van de openbare dienstverlening gewaarborgd moet worden, met naleving van de verplichten opgelegd door de Europese regelgeving op het vlak van landbouw;

Overwegende dat er in boetes is voorzien bij niet-naleving van de termijnen die zijn opgelegd bij de Europese regelgeving om de betrokken premies te storten aan de producenten of in geval van vertraging in het toepasselijk maken van de betrokken regelgevingen of indien zij slecht worden toegepast;

Op de voordracht van de Minister van Landbouw en Landelijke Aangelegenheden,

Na beraadslaging,

Besluit :

**Artikel 1.** Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

1° de extra heffing : de extra heffing ten laste van de producent van koemelk op de leveringen van melk of andere zuivelproducten aan een koper en op de rechtstreekse verkopen van deze producten aan de eindverbruiker, bedoeld bij verordening (EEG) nr. 3950/92;

2° de periode : de periode van 12 maanden van toepassing van de extra heffing lopende van 1 april tot 31 maart van het volgende jaar;

3° de Minister : de Minister bevoegd voor Landbouw;

4° het Ministerie : in zone A, het Ministerie van het Waalse Gewest; in zone B, het Ministerie van de Vlaamse Gemeenschap en, in voorkomend geval, het Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

5° het Bestuur : het Bestuur belast met het beheer van de extra heffing in de sector melk en zuivelproducten in het betrokken Ministerie;

6° de producent : de landbouwuittater, natuurlijke of rechtspersoon of groepering van natuurlijke personen of rechtspersonen of van beide, die op een autonome manier voor eigen profijt en rekening een bedrijf beheert en die uit dien hoofde, rechtstreeks melk of andere zuivelproducten aan de eindverbruiker verkoopt of die ze levert aan een koper;

7° landbouwer in hoofdberoep :

a) hetzij de natuurlijke persoon die zelf het landbouwbedrijf uitbaat, die uit zijn bedrijf een netto belastbaar inkomen verwerft dat meer dan 50 % bedraagt van het netto belastbaar bedrag van zijn globaal inkomen en die aan werkzaamheden buiten het bedrijf minder dan 50 % van zijn totale arbeidsduur besteedt;

b) hetzij de rechtspersoon waarvan de statuten de uitbating van een landbouwbedrijf en de verhandeling van de hoofdzakelijk op dit bedrijf voortgebrachte producten tot voorwerp hebben. Die rechtspersoon moet daarenboven voldoen aan volgende voorwaarden :

1) opgericht zijn in de vorm van een landbouwvennootschap bedoeld bij de wet van 7 mei 1999 houdende het Wetboek van vennootschappen ofwel;

2) opgericht zijn in één der vormen bedoeld bij het Wetboek van koophandel, boek I, titel IX, afdeling I, artikel 2, en bovendien de volgende voorwaarden vervullen :

a. opgericht zijn voor een duur van ten minste 20 jaar;

b. de aandelen of de deelbewijzen van de vennootschap moeten op naam zijn;

c. de aandelen of deelbewijzen van de vennootschap moeten voor ten minste 51 % toebehoren aan de bestuurders of zaakvoerders;

d. de bestuurders of zaakvoerders van de vennootschap moeten onder de vennoten worden aangewezen;

e. de bestuurders of zaakvoerders van de vennootschap moeten meer dan 50 % van hun tijd besteden aan landbouwwerkzaamheden in de vennootschap en meer dan 50 % van het netto belastbaar bedrag van hun globaal inkomen uit die activiteit halen;

c) hetzij de groepering van natuurlijke of rechtspersonen of van beide waarin al de natuurlijke personen meer dan 50 % van hun totale arbeidsduur aan landbouwwerkzaamheden in de groepering besteden en uit die werkzaamheden meer dan 50 % van het netto belastbaar bedrag van hun globaal inkomen halen, en waarin al de rechtspersonen de onder punt b) vermelde voorwaarden vervullen en meer dan 50 % van hun werkzaamheden aan de landbouwwerkzaamheden van de groepering besteden;

d) hetzij een groepering van natuurlijke personen samengesteld uit twee echtgenoten waarvan alleen één van beiden voldoet aan de onder punt a) vastgelegde voorwaarden;

8° levering : iedere levering van melk of van andere zuivelproducten vervoerd door de producent, de koper, de onderneming die deze producten behandelt of verwerkt, of door een derde;

9° rechtstreekse verkoop aan de consument : de melk of zuivelproducten omgezet in melkequivalent, verkocht of gratis overgedragen zonder tussenkomst van een onderneming die melk of andere zuivelproducten behandelt of verwerkt;

10° de melkproductie-eenheid : het geheel van de functioneel samenhangende middelen, door de producent uitgebaat voor de productie van melk omvattend, voor zijn exclusief gebruik, de melkveestal, de voor de melkproductie gebruikte gronden, de melkinstallatie, de melkkoeien, de voedervoorraden en de melkkoeltank of de melkkruiken. Het adres van de melkinstallaties van de melkproductie-eenheid bepaalt diens adres en, bijgevolg, de zone waaronder de productie-eenheid valt;

11° het bedrijf : het geheel van de door de producent beheerde en uitgebatede melkproductie-eenheden;

12° naburige oude gemeenten : de oude gemeenten vóór de fusie der gemeenten, verwezenlijkt bij de wet van 30 december 1975, waarvan het centrum gelegen is binnen een straal van 30 kilometer van het centrum van de oude gemeente waar de installaties van de melkproductie-eenheid gelegen zijn, alsook de dichtstbijgelegen oude gemeenten die, indien nodig, moeten toegevoegd worden tot de oppervlakte van een cirkel met een straal van 30 kilometer bereikt wordt;

13° de koper : de koper zoals omschreven in artikel 9 van verordening (EEG) nr. 3950/92. Iedere koper moet erkend worden door het Bestuur, overeenkomstig de bepalingen van artikel 13 van Verordening (EEG) nr. 1392/2001.

De maatschappelijke zetel van de koper bepaalt de zone waaronder hij valt. De Besturen kunnen evenwel om redenen van beheer bepalen dat de koper onder een andere zone valt;

14° zone : één van de hierna omschreven gebieden;

a) zone A : het grondgebied van de provincies Waals-Brabant, Henegouwen, Luik, Luxemburg en Namen;

b) zone B : het grondgebied van de provincies Antwerpen, Vlaams-Brabant, West-Vlaanderen, Oost-Vlaanderen, Limburg en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

Het adres van de melkproductie-eenheid die door de producent wordt uitgebaat voor de melkproductie en van waaruit de leveringen en/of de rechtstreekse verkopen zoals door het Bestuur geboekt verricht werden tijdens de maand maart 2002 of, bij ontstentenis, de laatste leveringen en/of rechtstreekse verkopen uit de periode 2001-2002, bepaalt de zone waaronder de referentiehoeveelheid van de producent valt.

De zone waaronder die hoeveelheid valt, bepaalt de zone waarin de producent zijn melk mag produceren, geheel of volledig van zijn bedrijf over mag dragen, zijn referentiehoeveelheid vrij maken of tijdelijk af mag staan.

Mochten de leveringen en/of de rechtstreekse verkopen die plaats hebben gevonden tijdens de maand maart 2002, geboekt zijn vanaf melkproductie-eenheden die in verschillende zones liggen, is de producent ertoe verplicht om vóór 31 maart 2003 onherroepelijk de zone te bepalen waaronder zijn referentiehoeveelheid valt;

15° overname van een bedrijf : overdracht van het geheel van de melkproductie-eenheden van één enkel bedrijf, met inbegrip van de daarmee overeenstemmende referentiehoeveelheden zoals geboekt door het Bestuur op 31 maart 2002, onder de volgende voorwaarden :

a) de overname van de referentiehoeveelheden heeft geen enkele cumul van referentiehoeveelheden voor de overnemer tot gevolg;

b) de melkproductie door deze overnemer mag slechts gebeuren op dit overgenomen bedrijf.



Bij overname door een bloed- of een aanverwant in de eerste graad in neergaande lijn van de overlater en voor zover de producent geen andere grond in bedrijf uitbaat dat voor de melkproductie bestemd is dan die, welke deel van het overgenomen bedrijf uitmaken, behoudt de overnemer evenwel zijn referentiehoeveelheid als hij één maal tijdens de periode van negen jaar vanaf de datum waarop de referentiehoeveelheid overgedragen wordt, een andere, in dezelfde zone gelegen melkproductie-eenheid overneemt, op voorwaarde dat hij enkel vanaf die productie-eenheid melk produceert, onverminderd de artikelen 5, 9 en 10 van dit besluit. In dat geval is de producent onderworpen aan de voorwaarden vermeld onder punt 16, a), van artikel 1 van dit besluit;

c) dit als dusdanig overgenomen bedrijf moet daadwerkelijk uitgebaat worden, voor de productie van melk, gedurende ten minste 9 jaar vanaf de datum van de overdracht van de referentiehoeveelheid, behalve als de totale referentiehoeveelheid is vrijgemaakt. Tijdens deze periode mag dit bedrijf in zijn geheel of gedeeltelijk niet worden uitgewonnen noch verhuisd;

d) gedurende deze periode van 9 jaar mag de overnemer, onverminderd punt b), tweede lid, slechts het gehele bedrijf of een gedeelte ervan overdragen aan een andere producent, voor zover deze laatste op zijn beurt tijdens een periode van negen jaar aan dezelfde voorwaarden voldoet als zijn overlater, zich ertoe verbindt dezelfde verplichtingen na te leven als zijn overlater, en zijn bloed- of aanverwant in de eerste graad is.

De verplichting van bloed- of aanverwantschap in de eerste graad geldt niet :

1) wanneer de producent-overnemer ingevolge een erfenis een overdracht van het bedrijf betrokken bij de erfenis uitvoert als overlater;

2) of wanneer de overnemer als natuurlijk persoon het hele bedrijf overlaat aan een landbouwvennootschap waarvan hij de enige beherend vennoot is;

e) gedurende deze zelfde periode kan de overnemer geen andere (melkproductie-eenheden) uitbaten, met uitzondering van de gronden dienstig voor de melkproductie, dan deze die deel uitmaakten van het overgenomen bedrijf, onverminderd punt b), tweede lid;

f) wanneer de producent-overlater één enkele natuurlijke persoon of een groepering van echtgenoten is en wanneer de producent-overnemer, bestaande uit één enkele natuurlijke persoon of een groepering van echtgenoten zoals omschreven in artikel 1.7, 4°, bloed- of aanverwant in de eerste graad in neergaande lijn is van de producent-overlater, worden de maximale referentiehoeveelheden, die kunnen overgelaten worden per hectare dienstig voor de melkproductie, aangepast in functie van de totale oppervlakte die kan overgelaten worden zonder evenwel 50.000 liter per hectare te overschrijden. Enkel de verwijzing naar de gronden gelegen in België op de oppervlakteaangifte van de overlater en die betrekking heeft op het jaar voorafgaand aan het lopende periode zal in aanmerking worden genomen om de totale over te laten oppervlakte te bepalen.

Enkel de op 31 maart 1985 voor de producent-overlater beschikbare referentiehoeveelheden maken het voorwerp uit van deze aanpassing. De producent-overlater heeft, sedert 1 april 1985, een referentiehoeveelheid groter dan 20.000 liter per hectare gronden uitgebaat in België;

g) als de overname het gevolg is van een vererving, kunnen de overlevende echtgenoot of echtgenote of de overlevende natuurlijke personen die deel uitmaken van de betrokken groepering het bedrijf overnemen zonder verplicht te zijn tot de voorwaarden opgelegd in de leden b tot en met e, maar moeten alle verplichtingen blijven naleven die de overlater moest naleven.

De overdracht van gronden van het bedrijf kan evenwel gedeeltelijk zijn voor zover de volgende voorwaarden zijn vervuld :

a) de producent-overlater is een groepering van natuurlijke personen die onderling verwant zijn in een zijtak in de 2e graad en de producent-overnemer is één van de leden van deze groepering;

b) de rest van de gronden wordt op dezelfde datum overgedragen aan het ander lid van de groepering die een oprichting uitvoert;

16° oprichting van een bedrijf :

a) overdracht van gronden van een bedrijf, met inbegrip van zijn referentiehoeveelheden zoals op 31 maart 2002 geboekt door het Bestuur, naar een overnemer die over productiemiddelen beschikt voor de melkproductie die gedurende de laatste vijf jaren geen deel hebben uitgemaakt van een bedrijf en die gedurende de laatste vijf jaren geen deel hebben uitgemaakt van een productie-eenheid beheerd door een melkproducent, onder de volgende voorwaarden :

1) de overname van de referentiehoeveelheden heeft geen enkele cumul van referentiehoeveelheden voor de overnemer tot gevolg;

2) de melkproductie door de overnemer mag slechts op het opgerichte bedrijf gebeuren;

3) dit als dusdanig opgerichte bedrijf moet daadwerkelijk uitgebaat worden voor de melkproductie gedurende minstens 9 jaar vanaf de datum van de overdracht van de referentiehoeveelheid, behalve als de totale referentiehoeveelheid is vrijgemaakt. Tijdens deze periode mag dit bedrijf in zijn geheel of gedeeltelijk niet worden ontmanteld noch verhuisd;

4) behoudens in geval van overmacht, mag de overnemer, tijdens deze periode van 9 jaar, het gehele bedrijf of een gedeelte ervan niet aan een andere producent overlaten;

5) gedurende deze zelfde periode mag de overnemer geen andere productie-eenheden uitbaten, noch andere gronden dienstig voor de melkproductie, dan deze die deel uitmaakten van het opgerichte bedrijf.

De overdracht van gronden van het bedrijf kan evenwel gedeeltelijk zijn voor zover de volgende voorwaarden vervuld zijn :

1) de voorwaarden van artikel 1.15°, tweede lid zijn vervuld;

2) de rest van het bedrijf is op dezelfde datum het voorwerp van een overname overeenkomstig artikel 1.15°;

3) gedurende de periode van 9 jaar vanaf de datum van overdracht van de referentiehoeveelheid kan de overnemer geen andere melkproductie-eenheden uitbaten, met uitzondering van de gronden dienstig voor de melkproductie, dan deze die deel uitmaakten van het opgerichte bedrijf;

b) overdracht van hetzij de stal voor de melkkoeien, hetzij de melkinstallatie, hetzij beide, deel uitmakend van een melkbedrijf, naar een andere producent, onder de volgende voorwaarden :

1) de productie van melk door de overnemer mag slechts plaatsvinden op het opgerichte bedrijf;

2) dit als dusdanig opgerichte bedrijf moet daadwerkelijk worden uitgebaat voor de melkproductie gedurende ten minste 9 jaar vanaf de datum van de overdracht van die productiemiddelen;

3) behoudens in geval van overmacht, mag de overnemer, tijdens deze periode van 9 jaar, noch geheel noch gedeeltelijk het bedrijf overlaten aan een andere producent;

4) gedurende deze zelfde periode mag de overnemer noch een andere productie-eenheid noch andere voor de melkproductie gebruikte gronden uitbaten dan deze die deel uitmaken van het opgerichte bedrijf;

17° oppervlakteaangifte : de oppervlakteaangifte bepaald bij het ministerieel besluit van 20 december 2001 houdende uitvoering van het koninklijk besluit van 19 december 2001 tot instelling van een steunmaatregel voor de producenten van bepaalde akkerbouwgewassen.

**Art. 2.** De individuele referentiehoeveelheden beschikbaar op het bedrijf voor leveringen of rechtstreekse verkopen zijn de op 31 maart van het vorig periode beschikbare hoeveelheden.

De representatieve vetgehalten die in aanmerking moeten worden genomen en de equivalentiecoëfficiënten die aangewend moeten worden om de zuivelproducten om te zetten in liter volle melk worden vastgelegd in de bijlage van dit besluit.

**Art. 3.** § 1. Om rekening te houden met veranderingen die van invloed zijn op zijn leveringen of zijn rechtstreekse verkopen kan de producent een behoorlijk gemotiveerde aanvraag indienen om voor de duur van de periode of definitief een verhoging of vaststelling te bekomen van één zijner referentiehoeveelheden, tegen overeenkomstige verlaging of opheffing van de andere referentiehoeveelheid.

De aanvraag moet bij aangetekende brief bij het Bestuur ingediend worden via het typeformulier beschikbaar op het Bestuur.

De termijn voorzien voor het indienen van die aanvraag wordt bepaald onverminderd de bepalingen van artikel 13 :

1° ten laatste op 31 juli van de eerste periode waarop deze wijziging betrekking heeft, indien het gaat om een verzoek voor het verkrijgen van een definitieve wijziging of de definitieve bepaling van referentiehoeveelheden;

2° ten laatste op 30 april van de periode die volgt op de periode waarop deze wijziging betrekking heeft, indien het gaat om een aanvraag voor een tijdelijke wijziging of de tijdelijke bepaling van referentiehoeveelheden.

§ 2. De producent die, binnen een periode, een referentiehoeveelheid tijdelijk heeft overgelaten ofwel voor leveringen ofwel voor rechtstreekse verkopen, verliest, voor deze periode, het recht op een verhoging of op een tijdelijke bepaling van de referentiehoeveelheid die het voorwerp uitmaakte van de overdracht.

**Art. 4.** § 1. De producent kan het gedeelte van zijn referentiehoeveelheid voor leveringen of van zijn referentiehoeveelheid voor rechtstreekse verkopen, dat hijzelf niet voornemens is te gebruiken, voor de duur van de periode tijdelijk overdragen aan andere producenten. Vanaf 1 april 2003 moeten de melkproductie-eenheden van die producenten in dezelfde zone liggen.

§ 2. Deze overeenkomsten van tijdelijke overdracht van referentiehoeveelheden moeten gesloten worden aan de hand van een typeformulier beschikbaar op het Bestuur of bij de koper.

Zij mogen slechts in aanmerking genomen worden indien aan de volgende voorwaarden wordt voldaan :

1° een producent mag de referentiehoeveelheden tijdelijk overdragen waarvoor hij, als overlater en tijdens dezelfde periode, een aanvraag heeft ingediend, ofwel voor definitieve vrijmaking zoals voorzien in artikel 15, 4°, ofwel voor overdracht zoals voorzien in artikel 5. In dit laatste geval kan de referentiehoeveelheid alleen tijdelijk worden overgelaten aan de producent-overnemer aan wie de referentiehoeveelheid definitief zal worden overgedragen krachtens artikel 5.

Ingeval een producent tijdens dezelfde periode geen aanvraag voor definitieve vrijmaking heeft ingediend van een referentiehoeveelheid zoals voorzien in artikel 15, § 1, 4°, of voor overdracht zoals voorzien in artikel 5, is de totale hoeveelheid die hij kan overlaten op basis van een overeenkomst voor tijdelijke overdracht beperkt, behalve in geval van overmacht tot 10.000 liter voor de periode 2002-2003 en tot 20.000 liter voor de latere periodes;

2° de totale hoeveelheid die een producent mag overnemen op basis van overeenkomsten van tijdelijke overdracht wordt beperkt tot 10.000 liter voor de periode 2002-2003 en tot 20.000 liter voor de latere periodes. Dit plafond is niet van toepassing indien de totale referentiehoeveelheid, die via tijdelijke overdracht wordt overgenomen, een referentiehoeveelheid betreft die definitief overgenomen zal worden krachtens artikel 5;

3° voor de op basis van overeenkomsten voor tijdelijke overdracht overgenomen hoeveelheden kan de overnemer geen aanvraag indienen zoals bedoeld in artikel 3.

§ 3. Om ontvankelijk te zijn, moeten de in § 1 bedoelde overeenkomsten uiterlijk op 30 november van de betrokken periode per aangetekend schrijven worden overgemaakt aan het Bestuur.

**Art. 5.** Onverminderd de bepalingen in artikel 15 worden in geval van gehele of gedeeltelijke overdracht van een bedrijf aan een andere producent door vererving, krachtens een akte waarbij de eigendom of het vruchtgebruik van onroerende goederen overgedragen of aangewezen wordt, alsook in geval van een akte van pacht, onderpacht of overdracht van pacht, en in geval van samenvoeging van bedrijven door twee of meer producenten en in het geval van een verandering van beherend vennoot in een landbouwbedrijf, de overeenkomstige referentiehoeveelheden overgedragen binnen de beperkingen en volgens de modaliteiten vastgesteld als volgt :

1° de overgedragen referentiehoeveelheid mag niet hoger zijn dan 20.000 liter per hectare grond dienstig voor de melkproductie. De producent-overlater bepaalt de gronden dienstig voor de melkproductie die gelegen moeten zijn op het grondgebied van de oude gemeente waar de installaties van de productie-eenheid, waarvan zij deel uitmaken, gelegen zijn en van waaruit per 31 maart 2002 de leveringen en/of rechtstreekse verkopen plaatsvonden die door het Bestuur geboekt werden, of op het grondgebied van een oude naburige gemeente.

De verantwoordingsdocumenten van de overdracht van de gronden moeten voorzien zijn van de door de respectievelijke gemeentelijke overheden voor eensluidend verklaarde handtekeningen;

2° de producent-overnemer moet de overgenomen gronden dienstig voor de melkproductie gedurende minstens 9 jaar uitbaten vanaf de datum van de overname van de referentiehoeveelheid, behoudens in geval van overmacht of in geval van toepassing van artikel 1, 15°, g) voor zover de betrokken producent bloed- of aanverwant in de eerste graad en neergaande lijn van de producent-overdrager is. Dit bewijs dient jaarlijks te worden geleverd aan de hand van de oppervlakteaangifte.

Indien overeenkomstig de bepalingen van artikel 1, punt 15°, een bedrijf wordt overgenomen door een andere producent, moet deze laatste eveneens, voor de gronden die na 1 april 1996 het voorwerp van een aanvraag tot overdracht hebben uitgemaakt, dezelfde verplichtingen naleven als zijn overlater gedurende een nieuwe periode van 9 jaar;

3° de producent-overlater mag gedurende de lopende periode en de twee volgende periodes geen overdracht van referentiehoeveelheid uitvoeren als overnemer, behoudens in volgende gevallen :

a) de producent-overlater heeft zijn gehele bedrijf, bestaande uit één enkele productie-eenheid, samen met de volledige referentiehoeveelheid overgelaten aan een producent die dit bedrijf overneemt zoals omschreven in artikel 1, punt 15, en die producent-overlater neemt een ander bedrijf over, zoals omschreven in artikel 1, punt 15. Dit andere bedrijf mag noch de stal, noch de gronden noch de melkinstallatie omvatten die eerder werden overgelaten door de overnemer;

b) de producent-overlater heeft een aanvraag ingediend voor vrijmaking van zijn totale referentiehoeveelheid op basis van de bepalingen van artikel 15;

4° de producent-overlater moet het bewijs leveren dat hij tijdens de twee voorgaande periodes melk heeft geleverd en/of rechtstreeks verkocht, behoudens gevallen van overmacht of wanneer de overdracht geen enkele cumul van referentiehoeveelheden teweegbrengt voor de producent-overnemer en wanneer deze laatste landbouwer in hoofdberoep is;

5° onverminderd de bijzondere voorwaarden voorzien in artikel 1, punt 15 en 16, mag de producent-overnemer gedurende de lopende periode en de 2 volgende periodes geen referentiehoeveelheid overdragen als overlater, behoudens in geval van overmacht, in geval van verkoop of vererving van de gronden dienstig voor de melkproductie of wanneer de overlater en de overnemer bloed- of aanverwant zijn in de eerste graad of wanneer de overdracht geen enkele cumul van referentiehoeveelheden teweegbrengt voor de producent-overnemer en wanneer deze laatste landbouwer in hoofdberoep is;

6° de producent-overlater mag na 1 april 1996 geen nieuwe melkinstallatie en/of nieuwe stal voor melkkoeien hebben opgericht op een grond die sinds 1 april 1996 niet op ononderbroken wijze deel heeft uitgemaakt van zijn bedrijf;

7° deze bepaling is niet van toepassing wanneer de overnemer bloed- of aanverwant is in de eerste graad met de overlater in neergaande lijn en wanneer de volgende voorwaarden vervuld zijn :

a) een aanvraag tot verhuizing van installaties voor productie, leveringen of rechtstreekse verkopen (stallen en/of melkinstallatie en/of koeltanks) op het grondgebied van de oude gemeente waar de installaties van de betreffende productie-eenheid gelegen zijn of op het grondgebied van een naburige oude gemeente, werd, voorafgaand aan de overdracht van de referentiehoeveelheden, door de overlater ingediend bij het Bestuur;

b) enkel de weigering van bouw- of uitbatingsvergunning meegedeeld door de bevoegde overheid is het motief voor toelating van verhuizing.

**Art. 6.** § 1. Bij gehele of gedeeltelijke overdracht van een bedrijf omdat de verpachter de pacht opgezegd heeft aan de producent, en voor zover hij voor de vrederechter geldigverklaring bekomen heeft, behoudens indien de opzegging gedaan wordt op grond van artikel 7, 6°, 7° en 8°, van de wet van 4 november 1969 tot wijziging van de pachtwetgeving betreffende het recht van voorverkoop ten gunste van huurders van landeigendommen, laatst gewijzigd bij de wet van 7 november 1988, en indien de producent de melkproductie verder zet vanaf de melkproductie-eenheid die in dezelfde zone gelegen is, zonder afbreuk te doen aan de artikelen 5, 9 en 10 van het onderhavig besluit, behoudt deze laatste een gedeelte of zijn gehele referentiehoeveelheid op voorwaarde dat de som van de behouden referentiehoeveelheid en de referentiehoeveelheid die overeenstemt met het bedrijf dat hij overneemt, niet groter is dan de referentiehoeveelheid waarover hij vóór het verstrijken van de pachtovereenkomst beschikte.

§ 2. Voor de toepassing van deze regel moet men onder gedeeltelijke overdracht verstaan :

1° een opzeg gegeven voor het geheel van de stallen en de melkinstallatie van de melkproductie-eenheid;

2° een opzeg van gronden die voor gevolg heeft dat de door de producent behouden oppervlakte zodanig verminderd wordt dat de referentiehoeveelheid per hectare groter wordt dan 10.000 liter; deze oppervlakte wordt bepaald op basis van de oppervlakteaangifte van de producent;

3° een combinatie van de punten 1° en 2°.

De § 1 is van toepassing in geval van onteigening.

**Art. 7.** Indien gronden toebehorende aan de producent-overlater met hypotheek bezwaard zijn en de hypotheccaire schuldeiser bij aangetekende brief zijn schuldenaar en het Bestuur ter kennis heeft gebracht dat hij zich verzet tegen iedere overdracht van referentiehoeveelheid per hectare groter dan de gemiddelde referentiehoeveelheid per hectare van gronden waarvan de producent het genot heeft, dan mag de referentiehoeveelheid per overgelaten hectare niet groter zijn dan deze gemiddelde referentiehoeveelheid. Het verzet is alleen geldig indien het voorafgegaan wordt door de betekening van een exploit van beslag op onroerende grond of van een exploit van bevel bedoeld bij het artikel 1564 van het Gerechtelijk Wetboek.

**Art. 8.** Ingeval van gedwongen uitwinning van een bedrijf wordt de referentiehoeveelheid overgedragen aan de producent bedoeld in artikel 1 punt 15 en 16.

Zo niet, wordt de referentiehoeveelheid verdeeld tussen de producenten in evenredigheid met de oppervlakten waarvan het genot door hen wordt overgenomen of bewaard.

Deze producenten mogen echter een overeenkomst sluiten waarin een andere verdeling wordt voorzien op voorwaarde dat de referentiehoeveelheid per hectare niet hoger is dan 20.000 liter.

**Art. 9.** § 1. Van de referentiehoeveelheden die het voorwerp uitmaken of uitgemaakt hebben van een overdracht bedoeld in artikelen 5 en 13 en die buiten het geval van overname of oprichting van een bedrijf vallen, wordt 90 % toegevoegd aan de nationale reserve wanneer de overdracht gebeurt tussen producenten die noch bloedverwant noch aanverwant in de eerste graad zijn.

§ 2. Er moet bloed- of aanverwantschap in de eerste graad bestaan tussen de overlater en de overnemer :

1° als de producent-overnemer een landbouwvennootschap is, dient aan volgende voorwaarden voldaan te worden :

a) het bloed- of aanverwantschap in de eerste graad moet minstens bestaan bij één van de beherende vennoten die zijn vermeld in de akte tot oprichting van de landbouwvennootschap of die ononderbroken de hoedanigheid van zaakvoerder van die landbouwvennootschap hebben tijdens de negen voorgaande periodes;

b) alle beherende vennoten bedoeld in a) moeten onderling bloed- of aanverwanten in de eerste graad of bloedverwanten in een zijtak in de tweede graad zijn;

2° als de producent-overnemer een groepering van natuurlijke personen is, moet er bloed- of aanverwantschap in de eerste graad bestaan tussen de overlater en de overnemer bij minstens één van de natuurlijke personen die de groepering vormen. De leden van die groepering moeten aan volgende voorwaarden voldoen :

a) alle natuurlijke personen die die groepering vormen, moeten onderling bloed- of aanverwanten in de eerste graad of bloedverwanten in een zijtak in de tweede graad zijn;

b) wanneer die groepering uit twee echtgenoten bestaat, moet de producent-overlater een natuurlijke persoon of een groepering van natuurlijke personen bestaande uit twee echtgenoten zijn.

Aan de vereiste van bloed- of aanverwantschap kan niet worden voldaan wanneer ofwel de overlater ofwel de overnemer een andere rechtspersoon is dan de landbouwvennootschap, een groepering van rechts- of natuurlijke personen.

§ 3. Bovendien wordt van de referentiehoeveelheden die het voorwerp uitmaken of uitgemaakt hebben van een overdracht in de volgende gevallen 90 % toegevoegd aan de nationale reserve :

1° de producent-overnemer is, behalve bij toepassing van artikel 1, 15°, g), een natuurlijke persoon die de leeftijd van 65 jaar heeft bereikt op 1 april van de volgende periode en die gedurende de 3 voorgaande periodes zonder onderbreking geen landbouwer in hoofdberoep is;

2° de producent-overnemer is, behalve bij toepassing van artikel 1, 15°, g), een groepering van natuurlijke personen of een landbouwvennootschap waarvan één van de personen of één van de beherende vennoten de leeftijd van 65 jaar heeft bereikt op 1 april van de volgende periode en die gedurende de 3 voorgaande periodes zonder onderbreking geen landbouwer in hoofdberoep is geweest;

3° de overdracht gebeurt in toepassing van artikel 8, 2e lid;

4° de producent-overnemer blijft in gebreke om het bewijs te leveren van zijn hoedanigheid als landbouwer in hoofdberoep gedurende de duur van het hele jaar van de uitwerking van de overdracht of, in geval van een beginnende activiteit, gedurende heel het volgende burgerlijk jaar.

Deze bepaling is niet van toepassing in het geval van overdracht van een bedrijf krachtens artikel 1, punt 15°, g), of van een gedeelte ervan tussen echtgenoten of tussen bloed- of aanverwanten in de eerste graad, en voor zover de producent-overnemer slechts uit één enkele natuurlijke persoon bestaat;

5° het geheel van het bedrijf van de producent-overnemer evenals de overgedragen grond zijn niet gelegen op het grondgebied van de oude gemeente waar de installaties van de productie-eenheid zich bevonden van waaruit per 31 maart 2002 de leveringen en/of de rechtstreekse verkopen gebeurden die door het Bestuur op de over te dragen referentiehoeveelheid geboekt werden, of op het grondgebied van een naburige oude gemeente. De afname voor de nationale reserve wordt eveneens toegepast indien de overgedragen gronden niet gelegen zijn op het grondgebied van de oude gemeente waar de melkinstallatie en/of de stal van de productie-eenheid van de overnemer zich bevinden, of op het grondgebied van een naburige oude gemeente.

Wanneer het geheel van het bedrijf van de producent-overnemer evenwel uit één productie-eenheid bestaat en gelegen is op het grondgebied van de oude gemeente waar de installaties van deze productie-eenheid gelegen zijn, of op het grondgebied van een naburige oude gemeente, is deze afname voor de reserve evenwel niet van toepassing indien de productie-eenheid van waaruit per 31 maart 2002 de leveringen en/of rechtstreekse verkopen gebeurden die door het Bestuur geboekt werden op de over te dragen referentiehoeveelheid, gelegen is op het grondgebied van de oude gemeente waar de installaties van de productie-eenheid van de overnemer zich bevinden, of op het grondgebied van een naburige oude gemeente;

6° één van de voorwaarden voorzien in artikel 5 wordt niet of wordt niet meer nageleefd.

Bij niet-naleving van de bepaling van artikel 5, 2°, worden de 90 % van de referentiehoeveelheid die aan de nationale reserve worden toegevoegd, evenwel in evenredigheid berekend met de verhouding bestaande tussen de oppervlakte van de overgenomen gronden die niet zijn uitgebaat op ononderbroken wijze tijdens de periode van negen jaar vanaf de datum van overdracht van de referentiehoeveelheid en de totale oppervlakte van de overgenomen gronden.

**Art. 10.** § 1. Van de referentiehoeveelheden die het voorwerp uitmaken van een overdracht bedoeld in artikelen 5 en 13 tussen producenten die bloed- of aanverwant in de eerste graad zijn en die niet beantwoorden aan één van de gevallen bedoeld in artikel 9, § 3, wordt 90 % van de schijven die, samengevoegd met de referentiehoeveelheid van de overnemer vóór de overdracht, de referentiehoeveelheid van de overnemer na overdracht verhogen tot boven de 520.000 liter, toegevoegd aan de nationale reserve.

§ 2. 1° Indien de producent-overnemer een groepering van natuurlijke personen is, beantwoordend aan de voorwaarden bedoeld in artikel 9, § 2, 2°, punt a), wordt het plafond van 520.000 liter op 720.000 liter gebracht.

2° Indien de producent-overnemer een landbouwvennootschap is, die voldoet aan de voorwaarden bedoeld in artikel 9, § 2, 1°, punt b), waarvan alle beherende vennoten beantwoorden aan de voorwaarden bedoeld in artikel 9, § 2, a), punt 1°, wordt het plafond van 520.000 liter verhoogd tot 720.000 liter.

§ 3. De afname voor de nationale reserve is niet van toepassing op het deel van de referentiehoeveelheid waarover de overlater reeds beschikte voor de periode van 1 april 1991 tot 31 maart 1992, indien de producent-overlater en de producent-overnemer bloed- of aanverwant zijn in de eerste graad en voldoen aan volgende voorwaarden :

1° de overlater mag in het lopende periode geen referentiehoeveelheid hebben overgenomen;

2° noch overlater, noch overnemer hebben de leeftijd van 65 jaar bereikt op 1 april van de periode waarin de overdracht uitwerking heeft. Bij groepering van natuurlijke personen of in het geval van een landbouwvennootschap, wordt de leeftijd van de oudste persoon of beherend vennoot in rekening gebracht;

3° de overnemer mag geen bedrijf overgenomen hebben in de zin van artikel 1, punt 15, gedurende de 9 voorgaande periodes, noch gedurende de lopende periode. De 9 periodes worden evenwel teruggebracht tot 5 als de betreffende vraag tot overname werd ingediend vóór 1 januari 1997;

4° indien de producent-overnemer of de producent-overlater of beiden bestaan uit een landbouwvennootschap, moeten alle beherende vennoten beantwoorden aan de voorwaarden bedoeld in artikel 9, § 2, 1°, punt a). »

**Art. 11.** § 1. De referentiehoeveelheden die het voorwerp uitmaken van een overdracht worden voor 100 % toegevoegd aan de nationale reserve indien het gaat om referentiehoeveelheden die de producent niet geheel of gedeeltelijk behoudt overeenkomstig artikel 6.

§ 2. De referentiehoeveelheden van een producent die tijdens een periode zijn melk geheel of gedeeltelijk produceert vanaf een melkproductie-eenheid die in een andere zone gelegen is dan die, waaronder zijn referentiehoeveelheid valt, worden tegen 100 % aan de nationale reserve toegevoegd op de eerste dag van de volgende periode.

§ 3. De overgedragen referentiehoeveelheden worden tegen 100 % aan de nationale reserve toegevoegd op de eerste dag van de volgende periode, bij een gehele of gedeeltelijke overdracht van een bedrijf tussen producenten waarvan de respectievelijke melkproductie-eenheden onder twee verschillende zones vallen.

§ 4. Bij niet-naleving van één van de voorwaarden bepaald bij artikel 1, 15° en/of 16° worden 100 % van de referentiehoeveelheden die overgedragen zijn aan de producent in toepassing van de punten 15° of 16° of waarvan hij houder was op het ogenblik van de oprichting, aan de nationale reserve toegevoegd op de eerste dag van de volgende periode.

Bij niet-naleving van de bepaling van artikel 5, 2°, worden 90 % van de referentiehoeveelheid die aan de nationale reserve worden toegevoegd, in evenredigheid berekend met de verhouding bestaande tussen de oppervlakte van de overgenomen gronden die niet op ononderbroken wijze uitgebaat zijn tijdens de periode van negen jaar vanaf de datum van overdracht van de referentiehoeveelheid en de totale oppervlakte van de overgenomen gronden.

**Art. 12.** Bij een overdracht van het geheel of een gedeelte van een bedrijf aan een persoon die geen producent is, onverminderd de bepalingen in artikel 15, bedraagt de afname voor de nationale reserve 100 % van de overgedragen referentiehoeveelheid.

**Art. 13.** § 1. In geval het Bestuur vaststelt dat de productie van melk en zuivelproducten van twee of meerdere producenten afkomstig is van eenzelfde bedrijf, dan voert zij een ambtshalve samenvoeging uit van de betrokken producenten.

In dit geval gaat het Bestuur over tot de rechtzetting van de referentiehoeveelheden die op dat bedrijf beschikbaar kunnen zijn, met toepassing van de bepalingen van de artikelen 5, 9, 10 en 14, § 1.

§ 2. Behoudens in geval van overmacht wordt de ambtshalve samenvoeging zoals bedoeld in § 1 eveneens uitgevoerd in geval van vaststelling van gebruik van dezelfde productiemiddelen van een melkproductie-eenheid door producenten of in geval van tijdelijke overdracht tussen producenten, ofwel rechtstreeks, ofwel via derden, van het beheer van alle of van een gedeelte van de productiemiddelen van een melkproductie-eenheid, voor een periode korter dan 24 maanden.

Deze bepaling is evenwel niet van toepassing voor de producenten die reeds actief waren vóór 1 april 1996 op dezelfde melkproductie-eenheid en waartussen - uiterlijk tot en met de campagne 1995-1996 - zich reeds een overdracht van het genoemd beheer heeft voorgedaan op dezelfde melkproductie-eenheid.

§ 3. In geval van ambtshalve samenvoeging, kan de betreffende producent, binnen de maand die volgt op de mededeling van de beslissing, een aanvraag indienen voor vrijmaking bedoeld in artikel 15, voor het gedeelte van de referentiehoeveelheden dat in geval van niet vrijmaking aan de nationale reserve zou worden toegevoegd.

§ 4. In geval de in artikel 3, § 1 bedoelde aanvraag volgt op een ambtshalve samenvoeging, kan zij tot 31 december van de periode ingediend worden, voor zover het een referentiehoeveelheid betreft die conform artikel 15 wordt vrijgemaakt.

§ 5. Vanaf 1 april van de periode volgend op de mededeling van de beslissing, kunnen de referentiehoeveelheden bedoeld in § 3 niet meer in aanmerking genomen worden voor de instelling van de extra heffing.

Vanaf de mededeling van de beslissing, kunnen deze zelfde referentiehoeveelheden niet meer het voorwerp uitmaken, door de producent, van een overdracht zoals bedoeld in de artikelen 5, 9 et 10.

§ 6. In geval het Bestuur zijn beslissing van ambtshalve samenvoeging meedeelt aan de betrokken producenten, kunnen deze binnen de maand volgend op de mededeling van de beslissing een beroep indienen bij de leidend ambtenaar van het Bestuur.

In geval de leidend ambtenaar na beroep de beslissing van ambtshalve samenvoeging handhaaft, wordt aan de betrokken producenten een nieuwe periode van 1 maand toegestaan voor vrijmaking bedoeld in artikel 15.

**Art. 14.** De overdrachten van referentiehoeveelheid bedoeld in de artikelen 5 tot 12 worden geregistreerd hetzij ambtshalve ofwel op aanvraag gericht aan het Bestuur aan de hand van een typeformulier beschikbaar bij het Ministerie, waaraan de verantwoordingsdocumenten voor de overdracht van de gronden zullen worden toegevoegd.

De aanvragen tot overdracht kunnen slechts betrekking hebben op gronden uitgebaat in België en door de overlater aangegeven in zijn oppervlakteaangifte van het burgerlijk jaar voorafgaand aan het lopende periode.

De overgedragen percelen moeten worden aangegeven op de kaarten van de oppervlakteaangiften.

§ 2. Een aanvraag kan slechts betrekking hebben op een overdracht van het geheel of van een gedeelte van een bedrijf, die zich ten vroegste heeft voorgedaan op 1 april van de vorige periode en zich ten laatste voordoet op 31 maart van de periode. Om ontvankelijk te zijn, moet de aanvraag ingediend zijn uiterlijk op 30 november van de periode.

§ 3. Behoudens in geval van overnames en oprichtingen van een bedrijf worden de overdrachten van referentiehoeveelheden alsmede de overeenkomstige afhoudingen voor de nationale reserve, uitgevoerd met uitwerking op 1 april van het volgende periode.

In geval van overname of oprichting van een bedrijf, dient de overdracht van gronden plaats te vinden tussen 1 april van de voorgaande periode en 31 maart van de huidige periode. In dit geval kunnen de overdrachten van de referentiehoeveelheden ten vroegste gebeuren na de overdracht van gronden en kunnen ten vroegste uitwerking hebben op 1 april van de lopende periode en ten laatste op 1 april van de volgende periode. De overeenkomstige afhoudingen voor de nationale reserve worden uitgevoerd met uitwerking op 1 april van het volgende periode.

§ 4. Het Bestuur verifieert of de voorwaarden van overdracht vervuld zijn en voert de overdracht uit.

Het Bestuur deelt zijn beslissing mee aan de betrokken partijen, die een beroep kunnen indienen bij de leidend ambtenaar van het Bestuur binnen de maand die volgt op de mededeling van de beslissing.

**Art. 15.** Bij het begin van een periode kunnen de producenten, tegen voorafgaande betaling, de herverdeling bekomen van referentiehoeveelheden die definitief werden vrijgemaakt op het einde van de vorige periode door andere producenten tegen betaling van een vergoeding gelijk aan de voornoemde betaling, mits aan volgende voorwaarden voldaan wordt :

1° de vrijmaking en herverdeling wordt enkel toegepast voor referentiehoeveelheden « leveringen »;

2° voor de vrijgemaakte referentiehoeveelheid bedraagt de vergoeding 0,37 EUR per liter melk; het bedrag van de vergoeding wordt verhoogd of verlaagd in functie van het representatieve vetgehalte voor de referentiehoeveelheid leveringen, zoals omschreven in artikel 2, naar rato van 0,0002 EUR centiem per 0,01 gram vet boven of onder 37 gram;

3° voor de per zone te herverdelen referentiehoeveelheden geldt een referentievetgehalte dat gelijk is aan het gewogen gemiddelde van de representatieve vetgehalten van al de tijdens de periode per zone vrijgemaakte referentiehoeveelheden; de vergoeding per liter melk met het aldus berekende representatief vetgehalte is gelijk aan het totale bedrag aan vergoedingen dat op basis van het bepaalde onder 2° per zone aan de producent-overlaters moet worden betaald, gedeeld door het totaal aantal liter in dezelfde zone vrijgemaakte referentiehoeveelheden;

4° de producent-overlater die er zich toe verbindt om aan het einde van de periode zijn referentiehoeveelheid voor leveringen, geheel of gedeeltelijk, definitief vrij te maken moet daartoe een aanvraag indienen zoals bepaald onder 6°. De referentiehoeveelheid wordt vrijgemaakt in de zone waaronder hij valt;

5° de producent-verkrijger die in aanmerking wenst te komen voor herverdeling van referentiehoeveelheden bij het begin van de volgende periode, moet daartoe eveneens een aanvraag indienen zoals bepaald onder 6°. Een producent kan enkel voor een herverdeling in aanmerking komen in het gebied waaronder zijn referentiehoeveelheid valt. In het in artikel 13 bedoelde geval kan slechts één van de producenten in aanmerking komen voor de herverdeling van de referentiehoeveelheden;

6° voor de vrijmaking of de herverdeling van referentiehoeveelheden moet de producent-overlater of de producent-verkrijger in de zone waaronder zijn referentiehoeveelheid valt, een aanvraag indienen aan de hand van het typeformulier dat bij het Bestuur verkrijgbaar is. Voor de aanvragen bedoeld onder de punten 4° en 5° dienen volgende voorwaarden te worden nageleefd :

a) de aanvragen bedoeld onder 4° voor de vrijmaking van referentiehoeveelheden moeten, om ontvankelijk te zijn, bij aangetekend schrijven naar het Bestuur worden opgestuurd, tussen 1 oktober en 30 november van de betrokken periode. Die termijn geldt niet voor de aanvragen voor vrijmaking bedoeld in artikel 13;

b) de aanvragen bedoeld onder 5° voor de herverdeling van referentiehoeveelheden moeten, om ontvankelijk te zijn, bij aangetekend schrijven naar het Bestuur worden opgestuurd, tussen 1 oktober en 30 november van de betrokken periode;

7° vanaf de periode die aanving op 1 april 1999 wordt de herverdeling van referentiehoeveelheden binnen elke zone verricht tussen de hieronder vermelde categorieën producenten :

a) de producenten jonger dan 35 jaar op 1 april van de volgende periode; voor producenten die beantwoorden aan de voorwaarde van artikel 1, 7°, d), wordt enkel de echtgenoot of de echtgenote in aanmerking genomen die de voorwaarden bepaald in artikel 1, 7°, a) vervult; bij groepering wordt enkel de jongste natuurlijke persoon die de voorwaarden bepaald in artikel 1, 7°, a) vervult, in rekening gebracht of in het geval van een landbouwvennootschap, wordt de leeftijd van de jongste beherend vennoot die reeds actief was op het ogenblik van de overname van de referentiehoeveelheid, in rekening gebracht;

b) de andere producenten.

De herverdeling wordt zodanig verricht :

a) dat per zone 50 % van de vrijgemaakte referentiehoeveelheden aan de producenten van de categorie vermeld in het eerste lid onder a) herverdeeld worden en de overige 50 % , aan de producenten van de categorie vermeld onder het eerste lid onder b);

b) elke producent die in elke categorie in rekening wordt gebracht, krijgt een even grote hoeveelheid zonder dat deze hoeveelheid de hoeveelheid mag overschrijden waarvoor hij een aanvraag zoals bedoeld onder 5° heeft ingediend;

8° het Bestuur deelt zijn beslissing aan de betrokken producenten mee, die een beroep kunnen indienen bij de leidend ambtenaar van het Bestuur binnen de maand volgend op de mededeling van de beslissing.

§ 2. Om in aanmerking te komen voor de herverdeling van referentiehoeveelheden, moet de producent-verkrijger aan volgende voorwaarden voldoen :

1° hij moet landbouwer in hoofdberoep zijn en over een referentiehoeveelheid beschikken op 1 april van de volgende periode.

Vanaf de periode 2003-2004 is de voorwaarde « landbouwer in hoofdberoep » niet van toepassing voor de inrichtingen die door de Minister zijn erkend en die een gedeelte van hun bedrijvigheid besteden aan het wetenschappelijk onderzoek en/of aan het onderwijs in de sector van de melkproductie en voor de erkende landbouwbeurzen.

Als de producent-verkrijger in gebreke blijft om de vereiste bewijzen te leveren gedurende het gehele kalenderjaar van de herverdeling of, bij het opstarten van de bedrijvigheid, gedurende het gehele volgende kalenderjaar, wordt de aan die producent herverdeelde referentiehoeveelheid aan de nationale reserve toegevoegd;

2° vóór de herverdeling mag hij niet beschikken over een totale referentiehoeveelheid voor leveringen en rechtstreekse verkopen die de 20.000 l per hectare voederoppervlakte van het bedrijf overschrijdt; dat bewijs dient geleverd te worden aan de hand van de oppervlakteaangifte of, bij ontstentenis ervan, aan de hand van een verklaring op erewoord, die bevestigd zal dienen te worden door de oppervlakteaangifte van het daarop volgende jaar; bij gebreke van die bevestiging wordt de aan die producent herverdeelde referentiehoeveelheid aan de nationale reserve toegevoegd.

De voederoppervlakten die in aanmerking worden genomen zijn de groepen « mais », « weideland » en « andere voedergewassen » van de oppervlakteaangiften, namelijk de codes 201, 202, 611, 612, 621, 622, 71, 72, 73, 741, 742 en 743;

3° hij moet zich er onherroepelijk toe verbinden de totale vergoeding te betalen voor de referentiehoeveelheden die hem bij herverdeling zijn toegewezen, binnen een termijn van één kalendermaand volgend op de datum waarop het resultaat van de herverdeling meegedeeld wordt.

Indien de betaling niet binnen die termijn geschiedt, zal de producent-verkrijger van rechtswege tegen de wettelijke voet berekende intresten verschuldigd zijn, vanaf de eerste dag volgend op die termijn.

Bovendien zal de producent die in gebreke van betaling binnen die opgelegde termijn blijft, niet in aanmerking kunnen komen voor de herverdeling van referentiehoeveelheden van de volgende periode. Op het ogenblik van de aanvraag zal elke bestaande schuld die aanvraag onbestaand maken;

4° hij mag geen overdracht van een referentiehoeveelheid in de hoedanigheid van overlater verricht hebben, noch definitief een referentiehoeveelheid hebben vrijgemaakt, tijdens de lopende periode of tijdens de twee voorgaande periodes;

5° buiten het geval van een overname of van de oprichting van een bedrijf mag hij geen aanvraag voor de overdracht van een referentiehoeveelheid in de hoedanigheid van een overnemer hebben verricht tijdens de lopende periode;

6° tijdens de lopende periode mag hij geen aanvraag hebben ingediend om tijdelijk een referentiehoeveelheid tijdelijk af te staan;

7° hij mag de referentiehoeveelheden die gedurende de vijf periodes volgend op de herverdeling zijn herverdeeld, niet vrijmaken, behalve indien de gehele referentiehoeveelheid wordt vrijgemaakt. Indien gedurende één van die vijf periodes een gedeeltelijke vrijmaking verricht wordt, worden de aan de producent herverdeelde hoeveelheden aan de nationale reserve toegevoegd op 1 april van de volgende periode.

**Art. 16.** § 1. Er worden op 1 april 2003 individuele bijkomende referentiehoeveelheden voor leveringen en/of voor rechtstreekse verkopen die op de beschikbare reserves opgenomen worden toegewezen aan de inrichtingen die door de Minister zijn erkend en die een gedeelte van hun bedrijvigheid besteden aan het wetenschappelijk onderzoek en/of aan het onderwijs in de sector van de melkproductie en aan de erkende landbouwbeurzen.

De toegewezen hoeveelheden zijn gelijk aan de daadwerkelijk, tijdens de periode 2001-2002 gebruikte hoeveelheden die tijdens diezelfde periode tijdelijk zijn afgestaan en die betrekking hebben op de referentiehoeveelheid bedoeld in artikel 18, vermeerderd met 5 % . De toegewezen hoeveelheden worden aangepast rekening houdend met de representatieve vetgehalten, al naar gelang de referentiehoeveelheid leveringen dan wel rechtstreekse verkopen betreft.

§ 2. Er kunnen op 1 april volgend op de lopende periode individuele referentiehoeveelheden van één liter voor leveringen of voor rechtstreekse verkopen, opgenomen op de beschikbare reserves, toegewezen worden aan de inrichtingen die door de Minister zijn erkend en die een gedeelte van hun bedrijvigheid besteden aan het wetenschappelijk onderzoek en/of aan het onderwijs in de sector van de melkproductie en aan de erkende landbouwbeurzen.

§ 3. De bijkomende referentiehoeveelheden die toegewezen worden overeenkomstig de §§ 1 en 2 worden tegen 100 % aan de nationale reserve toegevoegd op de eerste dag van de volgende periode in het geval van een aanvraag voor de overdracht van het gehele bedrijf of van een deel ervan of in het geval van aanvragen voor een gehele of gedeeltelijke vrijmaking.

**Art. 17.** Elke referentiehoeveelheid toegekend aan een producent die tijdens de duur van een volledige periode geen melk of andere zuivelproducten in de handel heeft gebracht, wordt na afloop van de betrokken periode toegevoegd aan de nationale reserve.

De termijn binnen dewelke de producent de melkproductie moet hervatten teneinde zijn referentiehoeveelheid opnieuw toegekend te krijgen wordt vastgelegd op 31 maart van de periode volgend op het de periode waarin de producent geen melk of zuivelproducten in de handel heeft gebracht.

**Art. 18.** Een specifieke referentiehoeveelheid, bestemd voor wetenschappelijk onderzoek en onderwijs, kan worden toegekend aan de Belgische Staat.

**Art. 19.** § 1. Wat de leveringen betreft moet de koper vóór de 21e van elke maand aan het Bestuur alle gevraagde gegevens bezorgen met betrekking tot de leveringen van de voorgaande maand. Volgens de modaliteiten bepaald door de Minister, moet de koper of de persoon die voor rekening van de koper de melkophaling doet, tijdens elke ophaling een document invullen dat door de producent dient bewaard te worden en dat, per productie-eenheid, zijn leveringen individualiseert.

De kopers zijn verplicht alle gevraagde gegevens betreffende de leveringen van het vorige tijdvak, vóór 30 april volgend op de betrokken periode, te bevestigen aan het Bestuur.

De kopers moeten gedurende ten minste vijf jaren vanaf het einde van de periode de sporen van elke individuele levering bewaren in de vorm van het origineel rapport van elke ophaalronde, gedateerd en naar behoren geïdentificeerd.

§ 2. Wat de rechtstreekse verkopen betreft moet de producent die tijdens de betrokken periode melk of zuivelproducten rechtstreeks heeft verkocht of die beschikte over een referentiehoeveelheid voor rechtstreekse verkopen, conform de bepalingen in de artikelen 4 en 7 van Verordening (EEG) nr. 1392/2001 :

1° in het register hem ter beschikking gesteld door het Ministerie een productboekhouding, alsook een permanente inventaris van de melkkoeien bijhouden.

Dit register en de daarbij horende bewijsstukken dienen gedurende 5 jaar ter beschikking van het Ministerie te worden gehouden;

2° voor het einde van de maand die volgt op de betrokken maand, aan het Bestuur de maandelijke verklaring van de verkopen van melk en zuivelproducten, ingevoegd in het register bedoeld in 1°, toesturen;

3° het verklaringsformulier, per tijdvak, van de verkoop van melk en zuivelproducten, eveneens ingevoegd in het register bedoeld in 1°, invullen;

4° dit formulier aan het provinciale bureau van het Bestuur, per aangetekend schrijven en ten laatste op 30 april van de volgende periode, opsturen, eventueel vergezeld van de aanvraag tot tijdelijke wijziging of tot tijdelijke vaststelling van de referentiehoeveelheid, bepaald bij art. 3, § 1.

§ 3. Bij het ontbreken op 15 mei van de volgende periode van de mededeling van de inlichtingen en verklaringen bedoeld in § 1 en 2, 4°, geldt de in artikels 3 en 4 van Verordening (EEG) nr. 1392/2001 voorziene heffing of boete.

**Art. 20.** § 1. Het Ministerie is belast met de inning van de extra heffing.

§ 2. Wat de leveringen betreft dient de extra heffing door de heffingsplichtige koper betaald te worden vóór 22 augustus van de volgende periode.

Indien deze termijn niet wordt nageleefd, wordt de wettelijke interest op jaarbasis toegepast op de verschuldigde bedragen.

De extra heffing moet betaald worden door de koper aan wie de verschuldigde producent levert op het ogenblik dat de afrekening wordt berekend na het einde van de betrokken periode.

De koper houdt het verschuldigde bedrag in op de prijs die hij voor de melk verschuldigd is aan de producent die de uiteindelijke schuldenaar is, of int het verschuldigde bedrag op een andere wijze met passende middelen.

Wanneer de door een producent geleverde hoeveelheden de referentiehoeveelheid overschrijden waarover hij beschikt, mag de koper, als voorschot op de verschuldigde heffing, het bedrag van de prijs van de melk inhouden van alle leveringen van die producent die deze ter beschikking staande referentiehoeveelheid overschrijden, zoals die gekend is op het ogenblik van inhouden.

§ 3. Wat de rechtstreekse verkopen betreft dient de extra heffing door de producent betaald te worden vóór 1 september van de volgende periode.

Indien deze termijn niet wordt nageleefd, wordt de wettelijke interest op jaarbasis toegepast op de verschuldigde bedragen.

§ 4. Het Bestuur neemt de nodige maatregelen in de gevallen waarin de koper of de producent niet in staat zijn de verschuldigde extra heffing te betalen.

**Art. 21.** § 1. De bijdrage van de producenten aan de betaling van de verschuldigde extra heffing wordt bepaald nadat de ongebruikte referentiehoeveelheden enerzijds voor leveringen en anderzijds voor rechtstreekse verkopen, zijn verdeeld over alle producenten die voor het betrokken tijdvak hun referentiehoeveelheid respectievelijk voor leveringen of voor rechtstreekse verkopen hebben overschreden.

Deze verdelingen worden zo uitgevoerd dat iedere producent een gelijke hoeveelheid krijgt, respectievelijk voor leveringen of voor rechtstreekse verkopen, onder voorbehoud dat die hoeveelheid niet hoger mag zijn dan zijn respectievelijke overschrijdingen, en niet hoger dan 15.000 liter wat de leveringen betreft.

§ 2. op verdelingen wat betreft leveringen en rechtstreekse verkopen Hebben geen recht :

1° de producenten van wie leveringen of rechtstreekse verkopen op een onjuiste manier werden medegedeeld of die niet werden medegedeeld;

2° de producenten die aan een niet erkende koper hebben geleverd;

3° de producenten die de bepalingen betreffende de termijnen en de kalender van de leveringen bedoeld bij artikel 19, § 1, tweede lid, niet hebben nageleefd;

4° de producenten die de bepalingen van artikel 19, § 2, 1° en 2° niet hebben nageleefd;

5° de producenten waarvan de inlichtingen en de verklaringen betreffende het formulier bedoeld bij artikel 19, § 2, 3° niet werden medegedeeld op 15 mei volgend op het betreffende tijdvak.

§ 3. In het geval van een bedrijfsovername in de loop van de periode, wordt de berekening van de extra heffing en deze van de in het eerste lid voor verdeling bedoelde beschikbare hoeveelheid vastgesteld na samenvoeging van de respectievelijke verkopen en leveringen van de betrokken producenten. In het voorkomend geval is de extra heffing verschuldigd door de producent of de producenten die de voor dit tijdvak verklaarde behouden of overgenomen referentiehoeveelheid heeft overschreden.

§ 4. In toepassing van de bepalingen van artikel 2, punt 4, van Verordening (EEG) nr. 3950/92, wordt de in de loop van de tijdvakken na 31 maart 1999 te veel geïnde extra heffing aan de producenten terugbetaald naar prorata van elke liter referentiehoeveelheid leveringen op een te bepalen datum, aangepast na toepassing van de bepalingen van artikelen 3 en 4 van dit besluit.

Het bedrag van die terugbetaling per liter referentiehoeveelheid voor leveringen wordt bepaald rekening gehouden met het totaal der extra heffingen die te veel zijn geïnd op die datum, verminderd met een financiële reserve.

De producenten die gedurende een van de tijdvakken na 31 maart 2001 hun aldus aangepaste referentiehoeveelheid met meer dan 15.000 liter zullen hebben overschreden, zullen het recht op eventuele terugbetalingen verliezen.

**Art. 22.** Voor de toepassing van dit besluit kan rekening worden gehouden met de gegevens verstrekt door de producenten op de vragenformulieren gevoegd bij het koninklijk besluit van 2 april 2001 betreffende de organisatie van een jaarlijkse landbouwtelling in de maand mei, uitgevoerd door het Nationaal Instituut voor de Statistiek, en op de oppervlakteaangiften, voorzien in het ministerieel besluit van 20 december 2001 houdende uitvoering van het koninklijk besluit van 19 december 2001 tot instelling van een steunregeling voor producenten van bepaalde akkerbouwgewassen.

**Art. 23.** De Minister kan alle bijkomende maatregelen treffen die noodzakelijk zijn voor de toepassing van de extra heffing.

**Art. 24.** De inbreuken op de bepalingen van Verordening (EEG) nr. 3950/92 en van Verordening (EG) nr. 1392/2001, op de bepalingen van dit besluit en op de bepalingen die getroffen zijn krachtens dit besluit, worden opgespoord, vastgesteld en bestraft overeenkomstig de wet van 28 maart 1975 betreffende de handel in landbouw-, tuinbouw- en zeevisserijproducten.



**Art. 25.** Wat betreft het Waalse Gewest is het koninklijk besluit van 2 oktober 1996 betreffende de toepassing van de extra heffing in de sector melk en zuivelproducten opgeheven.

De verbintenissen en verplichtingen die de producenten voorheen hebben aangegaan in het kader van dat koninklijk besluit van 2 oktober 1996 blijven van toepassing tot beëindiging ervan.

**Art. 26.** Dit besluit heeft uitwerking vanaf 1 april 2002, met uitzondering van § 2 van artikel 11, dat in werking treedt de dag van de bekendmaking van dit besluit in het *Belgisch Staatsblad* en met uitzondering van § 3 van artikel 11 en van artikel 16, die in werking treden op 1 april 2003.

Namen, 19 december 2002.

De Minister-President,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Landbouw en Landelijke Aangelegenheden,  
J. HAPPART

## BIJLAGE

### Representatieve vetgehaltenes en equivalentiecoëfficiënten.

#### A. Representatieve vetgehaltenes :

De representatieve vetgehaltenes worden vastgesteld voor referentiehoeveelheden « leveringen », en voor referentiehoeveelheden « rechtstreekse verkopen » die geheel of gedeeltelijk aangewend worden voor leveringen aan een koper.

##### 1. Basisvetgehalte

— Voor de referentiehoeveelheid leveringen : het representatieve vetgehalte verbonden aan de referentiehoeveelheid beschikbaar op 31 maart 2002.

— Voor de referentiehoeveelheid rechtstreekse verkopen : 39,14 gr./liter melk.

##### 2. Bij aanpassing van een referentiehoeveelheid zoals voorzien in artikel 3 :

— het representatieve vetgehalte van de verhoogde referentiehoeveelheid is gelijk aan het gewogen gemiddelde van het representatieve vetgehalte van de referentiehoeveelheid vóór verhoging en het representatieve vetgehalte van de geheel of gedeeltelijk overgedragen referentiehoeveelheid;

— het representatieve vetgehalte van de verminderde referentiehoeveelheid van verandert niet.

##### 3. Bij het afsluiten van overeenkomsten voor tijdelijke overdracht van referentiehoeveelheden, zoals voorzien in artikel 4 :

— het representatieve vetgehalte van de referentiehoeveelheid van de producent-overnemer is gelijk aan het gewogen gemiddelde van de representatieve vetgehaltenes van zijn oorspronkelijke referentiehoeveelheid en de tijdelijk verworven referentiehoeveelheid;

— het representatieve vetgehalte van de referentiehoeveelheid van de producent-overlater verandert niet.

##### 4. Bij definitieve wijziging van referentiehoeveelheden zoals voorzien in de artikelen 5 en 6 :

— het representatieve vetgehalte van de referentiehoeveelheid van de producent-overnemer is gelijk aan het gewogen gemiddelde van de representatieve vetgehaltenes van zijn oorspronkelijke referentiehoeveelheid en de definitief verworven referentiehoeveelheid;

— het representatieve vetgehalte van de referentiehoeveelheid van de producent-overlater verandert niet.

#### B. Equivalentiecoëfficiënten om in de handel gebrachte zuivelproducten om te rekenen in liter volle melk

Producten	Eenheid	Equivalentiecoëfficiënt om om te zetten in 1 liter volle melk
Boter	1 kg	21,8
Hoeveroom		
Met 20 % vetgehalte	1 liter	5,1
Met 40 % vetgehalte	1 liter	10,2
Kaas		
— harde kaas of halfharde kaas	1 kg	10
— zachte kaas (type Herve)	1 kg	9
— verse kaas met volle melk	1 kg	5
Matten	1 kg	7
Roomijs	1 liter of 0,5 kg	1,25
Melkijs	1 liter	0,4
Yoghourt met volle melk en kefir	1 liter	1
Yoghourt met halfvolle melk	1 liter	0,5
Volle chocomelk	1 liter	1
Halfvolle chocomelk	1 liter	0,5
Chocopasta	1 kg	7,5
Chocomousse	1 kg	1
Pudding : vanille en chocolade	1 liter	1
Vanille- en chocoladedessertcrème	1 liter	1
Flan	1 liter	1

Deze coëfficiënten werden vastgesteld uitgaande van volle melk met 39,14 gram vet per liter. Indien de producent kan bewijzen dat de hoeveelheden die werkelijk voor de vervaardiging van de betrokken producten zijn gebruikt verschillend zijn, worden de equivalentiecoëfficiënten op die basis gewijzigd.

Gezien om gevoegd te worden bij het besluit van de Waalse Regering van 19 december 2002 betreffende de toepassing van de extra heffing in de sector melk en zuivelproducten.

Namen, 19 december 2002.

De Minister-President,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Landbouw en Landelijke Aangelegenheden,  
J. HAPPART

---

MINISTÈRE DE LA REGION WALLONNE

F. 2003 — 1355

[C — 2003/27186]

**13 MARS 2003. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté royal du 29 août 1997 fixant les conditions d'octroi des subsides à la recherche scientifique et technique à finalité agricole**

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 19 décembre 2002 contenant le budget général des dépenses de la Région wallonne pour l'année budgétaire 2003;

Vu l'arrêté royal du 29 août 1997 fixant les conditions d'octroi des subsides à la recherche scientifique et technique à finalité agricole;

Vu l'arrêté royal du 17 juillet 1991 portant coordination des lois sur la comptabilité de l'Etat, notamment les articles 55 à 58;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 août 2001 fixant la répartition des compétences entre les Ministres et réglant la signature des actes du Gouvernement;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 août 2001 portant règlement du fonctionnement du Gouvernement wallon;

Vu l'arrêté ministériel du 2 septembre 1997 instituant le Comité d'évaluation visé à l'article 5 de l'arrêté royal du 29 août 1997 fixant les conditions d'octroi des subsides à la recherche scientifique et technique à finalité agricole;

Vu l'arrêté ministériel du 2 septembre 1997 fixant le modèle de convention visé à l'article 8 de l'arrêté royal du 29 août 1997 fixant les conditions d'octroi des subsides à la recherche scientifique et technique à finalité agricole;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 26 juin 2002 modifiant l'arrêté royal du 29 août 1997 fixant les conditions d'octroi des subsides à la recherche scientifique et technique à finalité agricole;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1<sup>er</sup>, remplacé par la loi du 4 juillet 1989 et modifié par la loi du 4 août 1996;

Vu l'urgence;

Considérant que la nécessité de prendre sans retard des mesures en matière de conditions d'octroi des subsides à la recherche scientifique et technique à finalité agricole résulte de la régionalisation de cette compétence;

Considérant qu'il convient d'assurer de façon transitoire pour l'exercice budgétaire 2003 la continuité et la spécificité de la politique de recherche agronomique;

Sur la proposition du Ministre de l'Agriculture et de la Ruralité;

Après délibération,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** L'article 8 de l'arrêté royal du 29 août 1997 fixant les conditions d'octroi des subsides à la recherche scientifique et technique à finalité agricole, abrogé par l'arrêté du Gouvernement wallon du 26 juin 2002 est rétabli dans la rédaction suivante :

Art. 8. A titre transitoire, l'avis du Comité d'évaluation n'est pas requis pour les propositions d'octroi de subsides pour l'exercice budgétaire 2003.

A titre transitoire, les demandes de subsides relatifs à l'exercice 2003 sont celles qui ont été introduites auprès de l'Administration de la Recherche et du Développement du Ministère des Classes moyennes et de l'Agriculture en réponse à l'enquête lancée en juillet 2002.

**Art. 2.** Le présent arrêté entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2003.

Namur, le 13 mars 2003.

Le Ministre-Président,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE  
Le Ministre de l'Agriculture et de la Ruralité,  
J. HAPPART

---

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 2003 — 1355

[C — 2003/27186]

**13. MÄRZ 2003 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Abänderung des Königlichen Erlasses vom 29. August 1997 zur Festlegung der Bedingungen für die Vergabe von Zuschüssen für die wissenschaftliche und technische Forschung mit landwirtschaftlicher Zielsetzung**

Die Wallonische Regierung,